



# Ensemble, retrouver un chemin d'humanité

**Mercredi 6 mars 1996, Paroisse protestante de la Servette**  
55, avenue Wendt. Lignes de Bus: 3, 9, 10, 11  
**Rencontre avec Laurien Ntezimana et Modeste Mungwarareba,**  
initiateurs des noyaux générateurs de paix au Rwanda

Dans notre numéro de septembre '95 (Cotmec-info N°177), nous vous présentions la dynamique de travail de Modeste et de Laurien à Butare, au Rwanda. Nous aurons la chance de les accueillir à Genève pour un témoignage direct.

Cette rencontre agendée le 6 mars est préparée avec des amis rwandais et avec les réseaux de solidarité du secteur Montbrillant, Servette et St-Jean (les groupes Terre Nouvelle du côté protestant et le groupe Solidarité-Mission des paroisses catholiques). Ces représentants de communautés chrétiennes genevoises ont déjà établi des liens de solidarité avec le Rwanda, en organisant notamment des actions de partage. C'est donc dans une de leurs paroisses (Servette) qu'aura lieu cette année la grande rencontre cantonale de Carême

### AU PROGRAMME:

☐ **16h00: Quel partenariat avec le Rwanda?**  
avec Laurien Ntezimana, Modeste Mungwarareba, et le professeur Richard Friedli, co-auteur d'une évaluation de la coopération suisse au Rwanda. Ce sera aussi l'occasion d'un échange avec diverses associations, organisations, ou groupements engagés dans un partenariat au Rwanda.

☐ **18h30: Méditation oecuménique**  
(avec un repas simple et extensible préparé sur place: tout le monde est bienvenu!)  
Un temps placé sous le signe du deuil et de la souffrance, pour nous sentir un peu plus proches de nos soeurs et de nos frères du Rwanda et de la région. Mais aussi un temps pour dire ensemble notre foi en la vie, notre recherche commune d'un chemin d'humanité.

☐ **20h00: Conférence-débat**  
Comment retrouver, ensemble, un chemin d'humanité après le génocide au Rwanda? La question nous concerne tous, Rwandais et Suisses. **Echange à partir de l'expérience de terrain de Modeste et Laurien, à Butare.**

### En résumé, à noter dans vos agendas:

- ☐ **Dimanche 25 février / GE:** Journée avec Mgr Ruiz (détails, page 1)
  - ☐ **Mercredi 6 mars / GE:** Rwanda, retrouver un chemin d'humanité, avec Laurien Ntezimana et Modeste Mungwarareba (à 16h00 et/ou 18h30 et/ou 20h00, voir détails ci-dessus)
  - ☐ **«Festival de films de Fribourg»** et **«Le circuit Les films du Sud»:** (voir en page 3 et consulter vos quotidiens pour les derniers détails)
    - à Fribourg: 3-13 mars, cinémas Rex et Corso
    - à Lausanne: 7-17 mars/Nouvelles galeries) et 18-24 mars/Cinémathèque
    - à Genève: 14-24 mars Rialto. **Ne pas manquer «Ultimo Viaje» 14 mars.**
    - à Delémont: à La Grange, 8-13 mars
    - à Moutier, Le cinoche, 20-24 mars
    - au Noirmont, 29-31 mars
    - à Sion, Capitole, 14-17 mars
    - à Neuchâtel, Rex 20-28 mars
    - à la Chaux-de-Fonds, au Plaza du 22 au 24, à l'ABC du 22 au 28 mars
- Renseignements pour la Suisse romande: tél 022 344 38 54**

Chaque année, durant le temps de la montée vers Pâques, les oeuvres d'entraide nous invitent à la solidarité et au partage. Avec le slogan «Enchanté-e de te connaître», l'accent est mis cette année sur la rencontre de l'autre. Dans ce numéro de Cotmec-info, nous avons mis en évidence les rencontres avec des témoins du Sud à Genève: Mgr Ruiz (p.1) et Modeste et Laurien du Rwanda (Ci-dessous). Pour de plus amples informations sur la campagne en Suisse romande, merci de vous adresser à: Action de Carême, CP 103, 1000 Lausanne 13. Tél.: 021 617 88 81 Pour votre partage financier: CCP 10-15955-7 (Lausanne). La Cotmec représente Action de Carême sur Genève.

Au Rwanda, 65% des femmes restent seules pour faire vivre leurs familles. Elles sont souvent des éléments moteurs des initiatives de paix.



### Modeste:

*«On a l'impression que certains pays, certaines personnes veulent entretenir la violence au Rwanda. Cela se fait aussi parfois involontairement, par des façons de penser, d'analyser, de présenter des faits. Et nous, nous avons affaire à des personnes concrètes qui doivent encore vivre leur deuil, qui ont perdu leurs parents, leurs biens, qui ont quitté leurs collines et qui n'ont plus de repères... Envers et contre tout, nous devons garder confiance en l'humain, même s'il peut parfois se métamorphoser et devenir méconnaissable.»*

### Laurien:

*«Notre objectif: ensemble, retrouver un chemin d'humanité. Il s'agit de discerner les pannes dans notre sens de l'humain pour - comme nous disons dans la culture rwandaise - "revenir à l'en-droit"... Ce chemin passe par la lucidité. C'est pourquoi nous souhaitons aussi un constat loyal en ce qui concerne notre Eglise, sa situation et son rôle hier et aujourd'hui. C'est une condition pour une recherche de la vérité en profondeur...»*

JAB  
1231 Conches  
Changement d'adresse  
16, bd du Pont-d'Arve  
1205 Genève

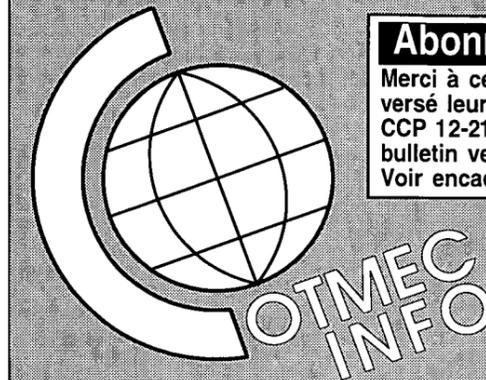
cotmec

Commission  
Tiers Monde  
de l'Eglise catholique  
à Genève

16, bd du Pont d'Arve  
- 1205 Genève -  
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81  
**CCP 12-21551-1**  
Cotmec-info est Mensuel  
Abonnement: Fr. 15.- / an  
Rédacteur responsable:  
Dominique Froidevaux  
Imprimerie: REPROFFSET

### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. **Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous.** Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



**Abonnement: Fr 15.-**

Merci à celles et ceux qui ont déjà versé leur abonnement sur le CCP 12-21551-1, au moyen du bulletin vert agrafé au n° 179. Voir encadré au bas de la page 4!

**Mini-dossier, p. 3**  
Les films du Sud  
à l'honneur!

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

N° 181-182 / Mensuel / janvier-février 1996

# Témoignages du Burundi et du Rwanda

Vous trouverez, annexé à ce numéro un petit supplément de quatre pages blanches. Il est dû à Guy Musy, Jean-Denis Renaud et - surtout - Justin Kahamaile qui, chacun pour des raisons ou missions différentes, se sont rendus dans la région des Grands Lacs cet hiver. Tous trois ont choisi de relever en priorité de petits signes d'espérance. Justin, en particulier, a choisi de donner la parole à des artisans de paix, ceux qui ont toujours été les plus exposés à la violence meurtrière.

A travers ces choix, nous avons bien conscience de ne donner à voir qu'un tout petit bout d'une réalité fort complexe. Nos lecteurs sauront faire la part des choses. Privilégier la promotion de la paix cela ne signifie pas ignorer les logiques meurtrières ou les injustices qui peuvent les provoquer, donner la parole à des personnalités d'Eglise qui inspirent le respect cela ne doit pas masquer les ambiguïtés ou les compromissions sur lesquelles l'Eglise doit porter un regard lucide, se mettre à l'écoute de ceux qui ont les moyens de s'exprimer ne devrait pas nous inciter à oublier celles et ceux qui n'ont que le silence pour dire leur douleur...

Trop d'écrits sur la région des Grands Lacs se complaisent dans des visions caricaturales, centrées sur le sensationnel, au risque de provoquer un sentiment d'horreur et de rejet vis-à-vis de cet "autre" jugé seul capable de tant d'abominations. Or l'Occident n'a pas de leçons à donner en matière de violences génocidaires. En mettant en évidence quelques signes d'espérance et quelques combats exemplaires, nous voudrions simplement inviter à nous sentir plus proches de frères humains qui aspirent à la dignité et à la paix. Et qui sont bien plus nombreux qu'on ne le croit. ■

**Dominique Froidevaux**

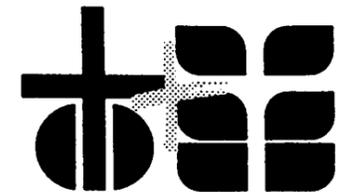
Le 6 mars prochain, nous aurons également la chance de recevoir à Genève Laurien Ntezimana et Modeste Mungwarareba, tous deux engagés de longue date dans la promotion de la justice et de la paix au Rwanda. Ne manquez pas cette occasion. Voir les détails à la dernière page de ce bulletin.



«Espoir et optimisme en dépit des difficultés présentes»  
La leçon nous vient d'Afrique du Sud à travers l'oeuvre de l'artiste namibien J.N. Muafangejo.

**Rappel**

ACTION DE CAREME-PAIN POUR LE PROCHAIN  
ENCHANTE-E DE TE CONNAITRE



**Mgr Ruiz à Genève**  
le dimanche  
25 février 1995

Don Samuel Ruiz, évêque du Chiapas, médiateur de paix et artisan de justice, sera l'un des hôtes de la campagne oecuménique de carême '96. Vous pourrez le rencontrer:

☐ **POUR UNE CONFÉRENCE-DÉBAT**  
le 25 FÉVRIER, dès 14h00, dans la GRANDE SALLE DU SACRÉ-COEUR (Face à la plaine de Plainpalais).

☐ **AUPARAVANT, VOUS ÊTES BIENVENUS AU REPAS (SIMPLE) PRÉPARÉ EN SON HONNEUR**, dès 12h30 dans cette même salle du Sacré-Coeur.

☐ **ET LE MATIN, dès 9H45, À LA CATHÉDRALE ST-PIERRE DE GENÈVE**, aura lieu la célébration oecuménique d'ouverture nationale de la campagne de carême en présence notamment de Mme Ruth Dreifuss, de Laurien Ntezimana et Modeste Mungwarareba, de Mgr Ruiz et du Pasteur Henry Babel. Une verrée de l'amitié et un cortège avec lâcher de ballons suivront, avant le déplacement en direction du Sacré-Coeur, lieu de la conférence.

Animations musicales: Groupe AYNI (Bolivie).

## Hommage à Maurice Demierre 10 ans déjà

Le 16 février 1986 à Somotillo, au Nicaragua, Maurice Demierre et cinq femmes paysannes de la communauté où il travaillait, sont assassinés. Ils sont tombés dans une embuscade tendue par un groupe de «Contras». Il faudra plusieurs mois et malheureusement plusieurs autres assassinats avant que l'opinion, ici, en Suisse, et ailleurs dans le monde, ne prenne conscience du drame que vit ce petit peuple d'Amérique Centrale. Dix ans de guerre, 30'000 victimes et une mise en évidence de la responsabilité des Etats-Unis par le Tribunal International de la Haye, le 27 juin 1986.

Aujourd'hui, dix ans après, Frères sans Frontières et les amis de Maurice se souviennent:  
- de Maurice, de son témoignage et de son service auprès des plus défavorisés;  
- de son engagement et de sa lutte pour la justice;  
- de son ouverture et de son attachement aux valeurs essentielles de l'humain;  
- de son sens de l'abnégation.

Célébrer la mémoire de Maurice c'est rendre aussi hommage au travail de volontaires, des témoins, des acteurs qui nous aident à tisser des liens avec le Sud dans le respect et l'enrichissement mutuel.

Nous nous associons aux célébra-

tions organisées par la famille Demierre (elles auront déjà eu lieu au moment où paraîtra ce bulletin). La Famille de Maurice a su faire de sa douleur la raison d'un engagement déterminé pour la justice qui rayonne largement autour d'elle. C'est avec respect et sympathie que nous lui disons notre solidarité.

**Signalons encore:**  
**Vendredi 23 février à 19h30 à la salle de l'église St-Pierre à Fribourg, meeting en hommage à Maurice Demierre, Joël Fioux et Yvan Leyvraz.**  
**Contact:**  
**FSF (Frères sans frontières), tel. 037/ 82 12 40**

## «Nous sommes l'Eglise»

Le mouvement est parti d'Autriche, à travers une pétition qui s'est diffusée avec la rapidité d'une traînée de poudre. Ce mouvement touche aujourd'hui l'ensemble de l'Europe. Que demande-t-il? Une réforme de l'Eglise catholique romaine «pour que la Bonne Nouvelle puisse mieux atteindre les hommes et les femmes d'aujourd'hui».

Cinq exigences sont avancées:  
- édification d'une Eglise fraternelle, favorisant le rapprochement entre laïcs et clercs et offrant un espace de participation plus accrue des fidèles au choix des ses autorités;  
- égalité totale des femmes, qui

devraient jouir de mêmes droits que les hommes, et participer pleinement et à tous les niveaux à la vie de l'Eglise;  
- libre choix entre vie de célibat ou vie conjugale pour les personnes engagées dans le ministère sacerdotal.  
- valorisation de la sexualité, élément important de l'humanité voulue par Dieu;  
- Bonne Nouvelle et non plus menaces. Une Eglise présente, qui manifeste solidarité avec les personnes en difficultés, une Eglise qui comprend et accompagne ceux qui sont en situation de détresse.

En Suisse le débat sur toutes ces questions est engagé au sein de l'Eglise depuis longtemps. Le Groupe Jonas (prêtre et laïcs en ministère) et le journal «Le COURRIER» ont diffusé la pétition «Nous sommes l'Eglise» («Wir sind Kirche», en allemand) dès le mois de janvier, avec succès. Cela a suscité de nombreux débats, à fortes doses critiques. C'est peut-être là l'intérêt d'une telle démarche. Le texte proposé n'est pas parfait, aux dires même de ses promoteurs. Mais les questions qu'il pose concernent tous les catholiques.

**Si vous souhaitez prendre connaissance de cette pétition vous pouvez l'obtenir au tél. 022 342 26 84 ou 022 782 00 28**

**Renseignements:**  
**Groupe Jonas**  
**C.P. 1632**  
**1227 Carouge.**

## En marge de notre supplément de témoignages du Burundi et du Rwanda

### A lire:

Il faut rendre hommage au travail de surveillance des violations des droits de l'homme qu'effectuent de nombreuses associations locales et internationales. On trouvera une synthèse fiable en la matière dans de récents rapports publiés par Amnesty International (12 février 1996). Ces rapports peuvent être obtenus l'adresse suivante:

**Amnesty International**  
**Erlachstrasse, 16 B**  
**3012 Berne**  
**Tél.: 031 307 22 22**  
**Fax: 031 307 22 33**



### A voir:

En collaboration avec Action de Carême, Pain Pour le Prochain et le Centre catholique de Radio et Télévision, une quipe de la Télévision suisse romande a pu se rendre au Rwanda au début '96. Résultat: trois émissions RACINES qui seront diffusées:

**Dimanche 25 février, 18h05**  
**Le champ du deuil**  
Une veuve, un musicien ainsi que le pasteur André Karamaga de l'Eglise Presbytérienne nous conduisent l'intérieur du processus de deuil tel qu'il est vécu au Rwanda.

**Dimanche 3 mars, 18h05**  
**Animateurs des collines**  
A Butare, au Sud du pays, dans les collines proches du Burundi l'abbé Modeste et Laurien, un théologien laïc, s'engagent avec passion pour restaurer le tissu social meurtri de la société rwandaise. Eux-mêmes ont beaucoup souffert au moment du génocide. Les animateurs qu'ils forment effectuent un travail remarquable pour renouer des liens entre les habitants des collines (cf. Cotmec-info, Nos 177, et ce numéro, page 4). Ils seront en Suisse à l'invitation des oeuvres d'entraide, et témoigneront à Genève notamment, le 6 mars prochain.

**Dimanche 10 mars, 18h05**  
**L'espoir des jeunes**  
«Les jeunes ont l'espérance, mais voient-ils se créer les conditions d'une espérance réelle?» se demande un animateur. Enfants de la rue, jocistes, jeunes de Kigali et de tout le pays, quel est leur avenir?

Ces émissions sont rediffusées le vendredi suivant, à 10h55. Une copie sur cassette peut être obtenue au secrétariat de **Action de Carême**, tél. 021 617 88 81.

# Cinéma du Sud

## 10 ans au service de la diversité culturelle

**Depuis dix ans le Festival de Fribourg a réussi le pari d'intéresser le public de toute la Suisse romande aux productions cinématographiques du Sud. Petit panorama sur les enjeux de cette manifestation qui couvrira toute la Suisse romande durant le mois de mars avec le circuit «Les Films du Sud».**

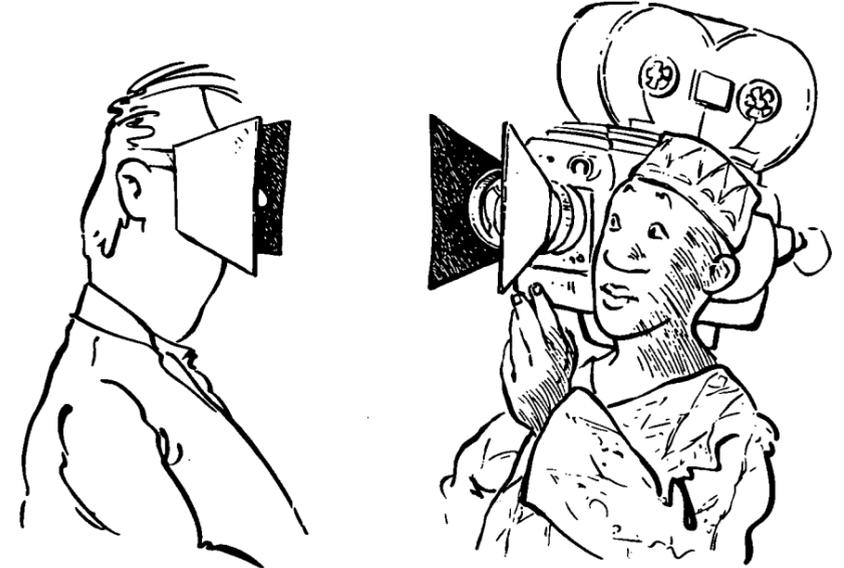
Jean Augagneur

75% des films projetés dans les cinémas de Suisse viennent des Etats-Unis. Le cinéma du Sud, tous continents confondus, ne fait que 2% du marché du 7e art dans notre pays. C'est dire l'importance du défi relevé il y a dix ans par le Festival de Fribourg, une des rares manifestations consacrée entièrement à promouvoir la diffusion de films du Sud. Initiative locale à l'origine, ce festival est devenu romand au fil des années, avec le circuit intitulé «Les Films du Sud» qui reprend les meilleures productions visionnées à Fribourg dans une dizaine de villes, dont Genève (voir les dates des projections dans toute la Romandie à la page 4, agenda). Et le succès va croissant pour un créneau considéré comme difficile à promouvoir: l'an passé, rien qu'à Fribourg, le festival réunissait 14'000 spectateurs en 7 jours! Ce type de festival a pour but d'offrir un panorama de la production du cinéma des Tiers-Mondes en lien avec des associations comme Trigon-films qui achètent ensuite certains des films présentés pour les diffuser dans les salles tout au long de

l'année. C'est une manière de donner la parole au Sud. A travers la richesse de leur créativité artistique, les pays pauvres se montrent sous un angle neuf, différent de ce que laissent entrevoir les regards assistanciers ou catastrophistes auxquels nous sommes accoutumés. Faire connaître ces richesses est un moyen efficace de lutter contre les préjugés racistes et de travailler à la rencontre des cultures. C'est pourquoi des associations toujours plus nombreuses s'associent aux promoteurs du festival (1).

### Quelques points forts de la cuvée '96

L'édition '96 se signale par une rétrospective des films du cinéas-



te bolivien Jorge Sanjinez, déjà connu du public romand par le film «La Nation clandestine». Ce cinéaste très engagé dans le combat politique contre les dictatures a produit de nombreux films qui révèlent les principaux problèmes sociaux et culturels que doit affronter l'Amérique latine: conditions des mineurs sous la dictature («Le Courage du Peuple»), la lutte des petits paysans contre les grands propriétaires («L'Ennemi principal»), l'irruption de l'économie de marché dans les cultures indiennes («Hors d'ici»), le scandale de la stérilisation forcée des femmes («Le Sang du Condor»). Son dernier film, «Le Chant des Oiseaux», a été soutenu financièrement par la Coopération technique suisse et présenté au festival de Locarno, en '95. Parmi les films représentant d'autres continents et qui seront très attendus, on peut citer «Waati, le Temps», le dernier film du réalisateur de «Yeelen», Souleymane Cissé (Mali). Et le tout nouveau film du Coréen Yong-kyun Bae: «Le Peuple vêtu de blanc». Yong-kyun Bae avait déjà séduit le public helvétique avec «Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient?», un film traitant de la quête de l'homme intérieur. En peu de mots, peu de plans, il laissait la nature parler pour l'homme. Ce film fut l'un des très bons succès de Trigon, réalisant à lui seul plus de 100'000 entrées en Suisse. Avec «Le Peuple vêtu de blanc», Yong-kyun Bae ambitionne de mettre en images une vision à la fois plus profonde et plus large de cette aventure spirituelle, en

examinant l'homme dans la société, la recherche intérieure tournée vers les autres (2).

### Un festival animé

A Genève, diverses animations sont prévues autour du festival: un Bar tenu par des étudiants du Sud, de la nourriture «au juste prix» avec les Magasins du Monde, des stands d'information. Le dimanche 17 mars, TRIGON, distributeur de films du Sud, fêtera ses dix ans en même temps que ceux du festival, en présence du réalisateur Raoul Peck, excellent connaisseur de la situation politique en Haïti («L'Homme sur les quais»). Les dimanches 17 et 24 mars, dès 11h00, les Magasins du Monde proposeront des «p'tits déj», avant les projections prévues pour midi.

En bref, ne manquez pas cette fête du ciné du Sud. Notamment le jour de l'ouverture avec le film argentin «Ultimo viaje», parrainé par la COTMEC (voir encadré). ■

### Dominique Froidevaux

1. Les personnes désireuses de participer à cet effort de promotion des films du Sud sur Genève peuvent s'adresser à notre secrétariat pour offrir leurs services du 14 au 24 mars. Tél. 022 329 26 81 (l'après-midi, s'adresser à Olivier Coquoz).

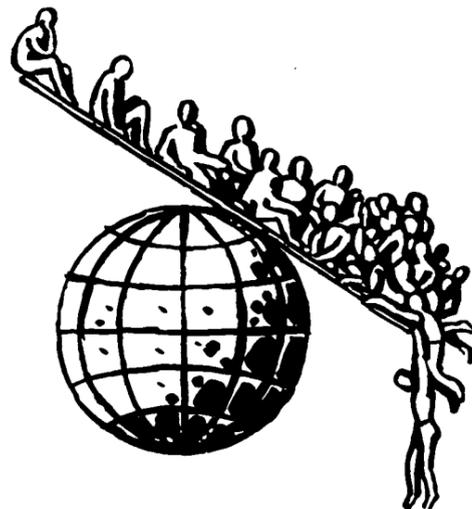
2. Un catalogue complet et des détails sur le festival peuvent être obtenus chez Gérard Perroulaz, coordonnateur à Genève, tél.: 022 344 38 54. Pour la programmation détaillée, prière de vous référer à vos quotidiens. Prix: 1 entrée: 13.50. AVS, étudiants: 9.50. Abonnement: 30 films pour le prix de 4 (50.-)!

# Gattastrophe ou progrès?

Tel était le slogan sous forme de questionnement du symposium organisé à Genève par le CETIM (Centre Europe Tiers-Monde), en novembre '95 (Voir Cotmec-info, octobre '95).

Le CETIM a eu la bonne idée de publier les conclusions de cet important forum où étaient mis en discussion les enjeux de la mise en place d'une nouvelle Organisation du Commerce mondial. Le texte principal de ce document final est rédigé par François Houtard, sociologue et théologien, réputé pour sa recherche constante d'une pensée critique au service d'une plus grande justice entre Nord et Sud. Davantage qu'une fin de parcours, ce document ouvre de nombreuses perspectives. On peut également commander des enregistrements sur cassettes des conférences et débats du symposium.

**Commandes: CETIM,**  
**6, Rue Amat,**  
**Tél. (4122) 731 59 63**



ça. Dans notre diocèse, nous avons écrit une lettre en disant: «Nous sommes en train de perdre nos frères, nos sœurs. Que cela ne soit pas une occasion de chute ni de division». Le fait qu'on écrive cette lettre ensemble, prêtres hutu et tutsi, a manifesté notre désir de cohésion. Au niveau des religieux et religieuses, avec l'aide des délégués de coordination nous voulons amener les congrégations à sortir de leur silence, à parler de cette crise, à dire leur peur, ce qui leur fait mal et voir comment s'en sortir dans la vérité et la transparence. C'est en soi tout un mouvement, tout un cheminement qui demande une grande investigation. Pour Kinama la priorité est le retour de la population. Ces retours sont plus délicats en ville qu'à la campagne. Nous pensons y arriver en impliquant les habitants des quartiers voisins. Des comités de sécurité, des comités de rencontres entre tutsi et hutu ont été créés et, là, le besoin d'une présence de l'église s'est fait sentir. L'évêque et moi nous nous y sommes rendus. La jeunesse s'est engagée à travailler pour le retour de la population. Les Tutsi qui sont partis au

début de la crise, en 1993 ont commencé à revenir, les Hutu aussi. Ensemble ils ont évalué les conséquences de la crise et ont constaté qu'ils étaient tous perdants. Ensemble, ils ont partagé des cruches de bière, en signe de demande mutuelle de pardon. Un attentat meurtrier a failli nous décourager. Mais nous avons pu constater une réelle volonté de bâtir la paix: pour la première fois les responsables de l'attentat ont été identifiés et déferés devant la justice, grâce aux comités de sécurité. Auparavant ils jouissaient de l'impunité la plus totale. Cela a encouragé l'église à rouvrir la paroisse qui avait été détruite et à nommer un nouveau curé. Ensemble Hutu et Tutsi ont dit à l'évêque qu'ils voulaient un prêtre, qu'ils voulaient la messe pour célébrer ce qu'ils étaient en train de vivre. Cette expérience - une première à Bujumbura - nous allons l'étendre sur l'ensemble de la capitale en nous appuyant chaque fois sur l'engagement de la population de se démarquer de toutes les tendances extrémistes. Les forces de l'ordre sont invitées à accompagner le mouvement. Fait posi-

tif, elles ont commencé à livrer vivres et médicaments à la population de Kinama. Kinama est un quartier oublié et pauvre. A ce titre, il constitue un bon laboratoire.

**Q. Etes-vous optimiste?**

**R.** Oui, je suis optimiste car j'ai encore la vie. Et si j'ai encore la vie, je le dois à des personnes qui m'ont sauvé et ces personnes ne sont pas que des gens de mon ethnie. Il y a eu des moments très durs, je me suis parfois retrouvé entre deux feux. Il y a eu des gens qui, au risque de leur vie, ont accepté de me protéger. Parmi eux, il y a des militaires. Je suis optimiste quand j'observe l'engagement de tous ces jeunes des mouvements d'action catholique et dont on parle peu. Il y a beaucoup de martyrs de la fraternité, on ne les voit pas. Mais, très discrètement, en silence, ils accomplissent un travail important. Je pense que les gens simples veulent cohabiter, mais ils sont souvent victimes de manipulations. ■

**Propos recueillis par Justin Kahamaile**

## Sens du deuil et foi en la vie au Rwanda

Butare, ville universitaire, centre culturel important, ville martyre aussi. Butare a en effet été un des epicentres de la violence qu'a connu le Rwanda en 1994. Comment, dans ce contexte, retrouver ses repères pour crier la vie en ce temps de deuil?

**Le témoignage de Teya Petite soeur de Jésus**

Il faut aider les gens à vivre leur deuil, mais il faut aussi les aider à faire une sortie de deuil. Personnellement je pense avoir accompli un cheminement. J'ai eu la chance de m'éloigner du Rwanda quelques temps. J'ai mis à profit mon séjour en Europe pour m'approcher des gens au style de vie simple mais chargé, des gens qui ont réussi à donner un sens à leur vie en se détachant de beaucoup d'éléments qui composent et encombrant notre vie.

La lecture de la Bible m'apporte beaucoup, la vie du Christ m'apparaît sous une autre lumière. Je refuse de demeurer dans la médiocrité, dans la tristesse ou dans un deuil perpétuel. J'ai perdu beaucoup de personnes autour de moi, des gens de ma famille, des amis, des personnes de grande valeur, qui ont

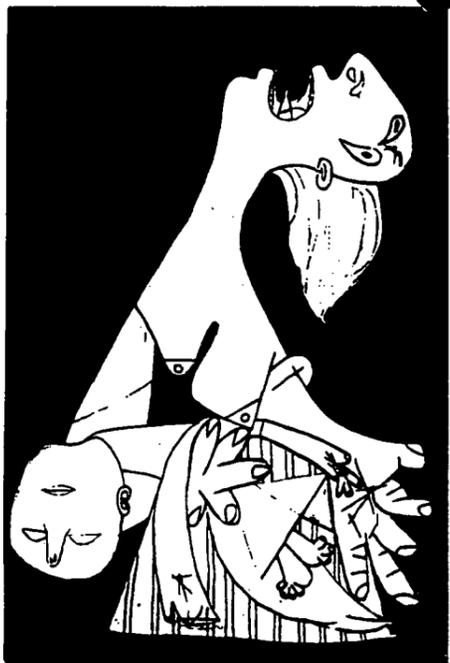
subi le déshonneur jusque dans la mort. En leur nom je vis et pour eux je refuse d'être dans la médiocrité. Ma sortie de deuil est une projection sur les collines, je souffre encore de voir qu'on a fait de mon peuple un peuple d'assassins, car les rwandais ne sont pas des génocidaires ils le sont devenus.

Le temps qui me reste à vivre, je vais le consacrer à un travail devant amener les Rwandais à se dévêtir de cette identité de génocidaire. Qu'ils assument certes les actes qu'ils ont commis, mais qu'ils refusent que ces actes définissent leur identité. Cela prendra peut-être plusieurs générations mais il faut le faire, je ne conçois pas une autre façon de vivre, nous devons nous libérer de ce mal. Aux dénonciations et aux jugements devront succéder le processus de reconstruction des humains. Nous n'avons pas eu de deuil normal la sortie de deuil est donc difficile, mais il faut se dire qu'il est impossible que de tant de sacrifices ne rejaillisse une société plus humaine et plus juste. C'est à nous de travailler à son avènement et de l'accueillir, malgré le vide créé autour de nous.

Je suis opposée à la peine de mort, je suis pour une peine qui en même temps reconstruit les humains. Une mort pour punir un crime ne rétablit aucune justice. Nous sommes confrontés à beaucoup de priorités, nous devons répondre à des besoins quotidiens, aujourd'hui, les gestes de solidarité doivent se multiplier car c'est à travers la vie de tous les

jours que les liens vont se renouer. Les travaux de champs, les reconstructions des maisons pour les veuves... Des gestes qu'il faut souligner et encourager. ■

**Propos recueillis par Justin Kahamaile**



# Témoins du Sud

Supplément à COTMEC-INFO N°181-182



## Signes d'espérance au Burundi et au Rwanda

«Non, la vie n'est pas terminée!»

**Entretien avec Simon Ntamwana, évêque de Bujumbura**

Né le 3 Juin 1946 à Mukenke dans la région de Kirundo, Mgr Ntamwana a fait ses études de théologie et de philosophie au Burundi puis à Rome. Ordonné prêtre en 1974 à Rome, il retourne au Burundi en 1976. Mgr. Ntamwana a depuis exercé plusieurs fonctions au sein de l'Eglise: recteur du petit séminaire puis responsable diocésain des mouvements catholiques des jeunes et des adultes, curé de paroisse, etc. Désigné évêque de Bujumbura le 14 novembre 1988, il recevra son ordination le 5 février 1989. Il dirige ce diocèse depuis. En même temps il occupe la vice-présidence de la conférence épiscopale du Burundi. Connu pour ses prises de positions en faveur de la justice et de la paix, Mgr Ntamwana a payé un lourd tribut pour son engagement: nombre de ses proches ont été assassinés et il a lui-même été la cible de plusieurs attentats.

**Q: Quel est le message de l'Eglise dans la situation de violence actuelle?**

**R:** Par plusieurs initiatives nous avons essayé de ramener les gens les uns envers les autres, les politiciens entre eux, les communautés entre elles. Ce n'est pas quelque chose de spécifique, cela rejoint tout simplement la mission permanente de l'Eglise, nous essayons d'y être fidèles.

L'Eglise est par ailleurs présente dans le secours humanitaire par le truchement de la Caritas. Nous avons voulu intervenir aussi au niveau des prêtres et des religieuses. Pour ce faire nous avons mis en route des sessions de réconciliation entre eux. Car pour qu'ils deviennent des acteurs de réconciliation, il faut qu'ils en soient eux-mêmes pénétrés. Enfin nous avons voulu mettre en avant la réconciliation des communautés par une initiative que nous avons appelée «l'acceptation mutuelle». Celle-ci consiste à prendre

## Noël... A Kigali

J'ai eu la très grande joie de fêter Noël 95 à Kigali. J'avais hâte de vérifier sur place ce qu'était devenu la bonne et joyeuse nouvelle des anges dans ce pays qu'on me présentait comme perdu.

Je me trouvais donc à Kacyiru, parmi mes confrères dominicains qui avaient ouvert toute grande leur chapelle ce jour-là. A deux reprises, le lieu de culte déborda ne pouvant contenir la foule qui se pressait jusque sur le parvis. Population "nouvelle" en grande partie, formée des rwandais venus de l'étranger, mais aussi des "rescapés" -Ceux qui ont survécu à la folie génocidaire- et qui ont un long et douloureux chemin de croix à raconter. Beaucoup de familles dont il est difficile de préciser le contour, tant on a accueilli d'enfants perdus orphelins des parents massacrés ou réfugiés. Dans le chœur, des frères appartenant aux deux ethnies, chacun pleurant la mort ou la disparition d'être chers. Et comme si on voulait contenir cette immense peine, ou la faire refluer dans la mémoire du coeur, on passe en revue tout le répertoire traditionnel de Noël, chanté en français, avec chaleur et conviction. "les anges dans nos campagnes" font encore un tabac au Rwanda!!! et je ne dirais rien de la fêerie des couleurs des pagnes de ces dames et du costume des enfants habillés comme de petits princes. Bref, c'était la fête. Rien ne pouvait évoquer le drame de l'an dernier, ni la sourde inquiétude qui pèse sur beaucoup. Un Noël atypique, comme on en célèbre en Bavière, à Prague ou dans le val d'Anniviers... Etonnant Rwanda...

Et pourtant, des signes qui ne mentent pas. Le long du mur de l'édifice on avait épinglé plus d'une centaine des dessins d'enfants fréquentant les écoles primaires voisines. On leur avait demandé d'imaginer quelques traits la scène de Bethléem. Au delà de la griffe de leurs enseignants, on pouvait percevoir des traits qui ne manquaient pas d'originalité ni d'actualité. Auprès de Jésus et Marie, voici des soldats portant grenades et mitraillettes et dans le ciel, pour faire concurrence aux anges, les hélicoptères de la MINUAR, la force d'intervention des nations unies, toujours présentes dans le pays. Souci de couleur locale ou désir de transformer les épées en socle de charrues, conformément au vieux rêve du prophète Isaïe, qui tient la vedette dans la liturgie de Noël?

A l'offertoire, on recueillit les offrandes pour les orphelins du pays. Additionnées à celles des dimanches précédents, elles atteignirent 50 mille francs rwandais. Deux cents francs suisses, deux fois le salaire d'un employé bien payé! Qui dit mieux?

Je sais bien qu'une célébration peut bien masquer bien de rancoeurs et des désirs de vengeance. Je sais aussi qu'une fête de pâques peut dégénérer dans l'atrocité. Mais, comme beaucoup de rwandais, je veux parier sur la vie. C'est pourquoi je m'attache à ces signes d'espérance. 2000 mille ans, après Bethléem, le message aux bergers est encore d'actualité. Une bonne nouvelle prend forme au Rwanda. Sur un terrain des cadavres, des jeunes pousses de vie commencent à prendre leur essor. Comment ne pas s'en réjouir. ■

**Guy Musy**

dans la communauté civile des personnes susceptibles d'un leadership, les mettre ensemble et leur demander de se réaccepter de tenter de dépasser les souffrances endurées pour oser un nouvel échange. Les résultats sont là: le groupe initial qui a travaillé avec moi a lancé un congrès pour jeunes dans tout le diocèse. Nous l'avons conclu à Noël avec une grande participation des jeunes qui ont passé toute la journée à la cathédrale pour dire «non à la violence, non à la guerre, oui à la réconciliation!». Au niveau des paroisses, chacun essaye d'aider sa communauté à dépasser cette crise, à dépasser sa propre souffrance. Nous avons tenté, à gauche, à droite, la reconstruction - même matérielle - là où nous avons vu qu'une petite reconstruction morale était déjà faite.

**Q. Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous vous heurtez?**

R. La première difficulté tient à nos politiciens: beaucoup sont habités par une immaturité et/ou un extrémisme exclusiviste. La preuve en est la convention actuelle du gouvernement qu'ils ont signée mais qu'ils n'appliquent pas. Ils se mentent les uns aux autres, cela ne fait que croître la méfiance et gêner toute action de rapprochement entre les personnes. La deuxième difficulté est la conséquence de la mésentente entre les politiciens, à savoir les milices de tous bords. Quand on essaie de construire ici les milices détruisent là. La population elle-même peut se relever mais, si elle n'a pas de leadership politique, il est très difficile d'arriver à ériger avec elle un mur de paix.

**Q. Pensez vous qu'un message de paix peut aider les gens à dominer leur peur et à s'engager dans une démarche de réconciliation?**

R. Le phénomène de la peur est un phénomène incontrôlable. Il y en a qui peuvent vivre la peur d'une façon émotive en se faisant des suppositions. ce type de peur c'est comme la folie, une sorte de psychose. Il y en a qui vivent la peur parce qu'ils ont connu des personnes qui les ont poursuivis et qui ont voulu les tuer, je crois que cette peur-là peut être dépassée quand il y a regain de confiance, quand le dialogue reprend. Mais cette peur objective est absorbée par une peur générale qui, elle, tombe dans le domaine de la psychose. Comment donc dissiper cette peur? Il ne suffit pas de dire à quelqu'un de ne pas avoir peur, il faut plutôt s'attacher à elle pour essayer de reconstruire ce que la peur psychopathique a détruit. Et c'est pour cela qu'à côté de la confiance que les uns peuvent avoir envers les autres, il faut que nous puissions éloigner le plus possible les dangers réels qui menacent la population. C'est ici que les politiciens ont une lourde responsabilité: il leur appartient de faire

cesser ce climat de guerre.

**Q. Vous avez perdu plusieurs membres de votre famille, dans cette folie meurtrière, Vous sentez-vous personnellement menacé?**

R. Je pense, comme tous les autres, que je suis menacé et puis cela s'est montré souvent, par des écrits par des rumeurs par des actes concrets contre moi. Mais cela ne va pas encore au delà de mes forces. Je pense que je peux tranquillement aller vers les communautés. Hier j'étais dans le premier bataillon des parachutistes pour célébrer Noël. Avant-hier j'étais dans une communauté ici à Bujumbura. Il y a une semaine j'étais à l'intérieur, dans les paroisses. L'unique médicament sûr que je puisse donner à ma communauté ecclésiale, c'est d'être avec eux, leur montrer que la vie n'est pas terminée, qu'il y a un autre horizon, celui de l'espérance.

**Q. Qu'avez-vous envie de dire aux Burundais de la diaspora, ceux qui vivent en Europe, solidaires de leurs frères dans la souffrance?**

R. Je demande aux Burundais de la diaspora de ne pas devenir aussi sourds que nous. Je sais qu'ils souffrent, je sais qu'ils ont perdu les leurs, je sais que certains sont là parce qu'ils ont été persécutés. Mais, là au moins, ils ont tout un background pour dépasser tout cela. Aussi je leur demande d'être des témoins de réconciliation. Je sais que beaucoup de Burundais en diaspora sont séparés, les Hutu d'un côté, les Tutsi de l'autre. Cela me fait souffrir personnellement et partout où je suis passé, quand j'avais un peu de temps, j'ai lancé ce message: «Vous ne pouvez pas du tout nous aider si vous restez aussi séparés les uns des autres». Quand ils sont chrétiens je suis encore plus sévère. Les chrétiens séparés scandalisent davantage, ils se contredisent et contredisent leur identité: «Soyez un pour que le monde croie que le père m'a envoyé», nous rappelle Jésus.

Quant aux chrétiens d'autres Eglises comme la vôtre, encouragez-nous à cesser cette violence. Les moyens sont ce que vous connaissez: pressions, protestations contre les agissements intolérables. Je voudrais que ces mêmes chrétiens nous aident à couper les sources de cette violence car une des sources est en Occident. Nos chefs de guerre ne sont pas les plus riches du Burundi. Pour qu'ils conduisent une guerre, pour qu'ils installent une guérilla, ils doivent être soutenus. C'est dire donc que, quelque part - en Suisse, en Allemagne, en France, en Belgique, aux Etats-Unis etc.- se trouve quelqu'un qui finance cette guerre. Cette personne ou ces personnes doivent revoir leur solidarité négative avec les Burundais. Une troisième attente: les chrétiens sont appelés à porter cette souffrance avec nous,

dans le sens de communier à nos souffrances. Par la charité et la solidarité. Voilà ce que j'attends des amis de Suisse et de tout autre pays qui veulent être chrétiens avec nous, être Eglise avec nous.

**Q. Peut-on aujourd'hui, dire que l'Eglise au Burundi parle d'une seule voix?**

R. Personnellement je l'espère et je suis convaincu que mes confrères ne vont pas me dédire sur une seule phrase. Nous sommes heureux d'avoir été assez secoués avant cette crise pour nous sentir rapprochés, nous avons vécu le plus dur de cette crise ensemble et je pense que nous pourrions aussi la dépasser ensemble. Actuellement je ne vois pas d'éventualités de rupture. Cette communion entre les évêques est certaine, cela n'empêche cependant pas que le reste de notre hiérarchie, les prêtres, les religieux et les religieuses connaissent des difficultés de résider ensemble parce que, précisément, les souffrances n'ont pas été les mêmes, ou bien n'ont pas été supportées de la même façon. Mais même cela est dépassable. C'est pour cela que nous avons mis en route des sessions de réconciliation pour les prêtres, les religieux et les religieuses, afin qu'ils se disent leur souffrances et qu'ils voient qu'à travers elles, ils sont en train de communier à la même croix du Christ et que, par conséquent, il n'y a pas lieu de se considérer comme victimes les uns des autres.

**Q. Un dernier mot?**

R. Eh bien c'est un merci pour cette solidarité et c'est aussi un souhait très vif: que vous retourniez nous voir! De telles visites manifestent aussi une solidarité bienvenue. ■

Propos recueillis par Justin Kahama



# Kinama. Un quartier renaît de ses cendres

Situé à la périphérie nord de Bujumbura, peuplé en majorité par des Hutu, Kinama, a été le théâtre d'affrontements entre les militaires et les bandes armées dès le début de la crise. Déserté par sa population, Kinama connaît aujourd'hui un retour progressif de sa population. Tout cela a été rendu possible grâce aux efforts concertés de quelques habitants du quartier appuyés dans leur démarche par l'église et le pouvoir.

**Témoignage de l'abbé Salvatore Ntibatetse, ancien curé de la paroisse de Kinama**

**Comment le travail «d'acceptation mutuelle» se pratique-t-il sur le terrain?**

R. Les évêques nous ont proposé un atelier de réflexion. Nous y avons invité des personnes qui représentent toutes les composantes sociales. Pas seulement au niveau ethnique mais aussi au niveau des fonctions et des services: des religieuses, des prêtres, des enseignants, des éducateurs, des officiers de l'armée, des jeunes, sans oublier des hommes d'affaires, des hommes politiques et des représentants des médias. Cet atelier a arrêté des décisions et des perspectives d'avenir à l'issue d'une semaine de travail. Ce groupe s'est constitué en «commission chargée de l'acceptation mutuelle et de réconciliation». Cela existe dans le diocèse de Bujumbura et ailleurs. Cette commission a eu comme première tâche l'organisation du congrès des jeunes. Nous venons de passer cinq mois à vivre ce congrès. Toutes les paroisses ont été invitées à organiser des rencontres. Rencontres de prière d'abord, et rencontres pour analyser la situation burundaise ensuite. Les jeunes ont exprimé leurs interrogations, leurs frustrations, leurs déceptions. Ces jeunes non seulement se parlaient mais accomplissaient des tâches ensemble. Ils ont, par exemple, reconstruit ensemble des maisons de personnes déplacées ou sinistrées. Mieux: nous avons fait participer des gens qui ont détruit des maisons. C'est un exemple d'un esprit de destruction qui se transforme en esprit de construction. Nous avons aussi organisé des marches de paix dans des quartiers "interdits" pour faire rayonner l'espoir de voir bientôt Tutsi et Hutu cohabiter de nouveau, dans le même quartier. Tels sont les axes dans lesquels s'est engagé la jeunesse. Nous comptons à présent rencontrer les politiciens et les intellectuels. Nous allons, les inviter à dialoguer, à se



dire la vérité. Nous comptons sur les représentants présents dans notre commission pour sensibiliser les gens de cette catégorie. En troisième lieu nous irons chez les militaires, comme nous avons des officiers au niveau de notre commission, nous pensons passer par eux pour atteindre les autres. Il y aura ensuite les médias. Nous avons constaté que ces derniers pouvaient être un instrument de destruction mais aussi de construction. Les journalistes qui font partie de notre commission peuvent avoir une influence décisive auprès de leurs collègues pour préparer le terrain. Nous avons à regarder la vérité en face, rompre avec le mensonge et le non-dit. La réconciliation suppose une reconnaissance préalable du mal qu'on a fait. Raconter sa souffrance c'est permettre à l'autre de prendre conscience du mal qu'il a fait. Des jeunes appartenant à une école qui a été affectée par les massacres ont créé un groupe de rescapés. Nous avons même reçu des jeunes qui ont jadis fait partie de milices. Leurs témoignages que nous n'avons pas voulu rendre publics, pour raison de sécurité, nous ont aidé à

croire que la réconciliation est possible. Au plus fort de la crise, des mouvements de jeunes, ont transformé en actes leur esprit de charité. Certains ont assisté les malades d'un hôpital. De jeunes scouts des deux ethnies ont enterré ensemble les victimes de massacres. Cet engagement des mouvements nous a fait comprendre qu'avec l'idéal chrétien on peut aller loin.

**Q. Et au niveau des prêtres?**

R. Nous devons nous ressourcer. Nous nous sommes rencontrés pour analyser la crise burundaise et nous avons essayé de définir notre rôle dans ce contexte. Parfois la population nous colle des étiquettes ou nous enferme dans notre ethnie. Les réactions sont multiples: des fois on se décourage, des fois on tient bon. D'autres fois le risque de pencher est très fort, surtout quand on a souffert, quand on a perdu les siens. Mais, d'une manière générale, les prêtres résistent bien. Il y a beaucoup de prêtres qui ont été tués. Cela aurait pu constituer un élément de division même au niveau de la hiérarchie, mais nous essayons de gérer

## Qui rompra le premier le cercle diabolique?

De retour d'une brève mission exploratoire et d'accompagnement au Burundi en décembre 1995, j'aimerais témoigner en témoin discret. Débarquant de l'avion à Bujumbura, je ne vois rien d'anormal. Pourtant le jour même, les combats aux portes de la ville font officiellement vingt morts, trois cents selon Amnesty International. Une grenade lancée dans un hôpital atteignant les blessés jusque dans leur lit, tuera deux infirmiers au passage. Les langues se délient pour dire la souffrance et la désolation. La confiance gagnée, j'apprends que beaucoup de personnes, sur place, agissent pour la paix et la réconciliation mais se taisent pour protéger les autres et elles-mêmes. Elles sont la cible des extrémistes. D'autres témoignent publiquement qu'elles sont pour la réconciliation et agissent en conséquence, préférant la loyauté au Christ à celle d'un parti, d'une ethnie, d'un groupe ou d'une cause quelconque. Mais la paix doit-elle se faire aux dépens de la justice? Pour cela l'analyse doit me convaincre de quel côté est la justice. Il est vrai que j'incline à prendre parti. Mais la pire des injustices, j'en suis rapidement persuadé, c'est cette guerre civile aveugle qui massacre les innocents et transforme les victimes ou leurs proches en bourreaux. Spirale infinie et infernale de la souffrance, de la haine et de la vengeance. Qui rompra le premier le cercle diabolique? Ils sont nombreux à le faire, souvent dans la solitude, toujours menacés. Sarajevo a fait la une de tous les journaux. N'oublions pas Bujumbura! Les Burundais aussi méritent notre compassion. L'ignorance est mortifère, chaque geste de solidarité compte. ■

Jean-Denis Renaud

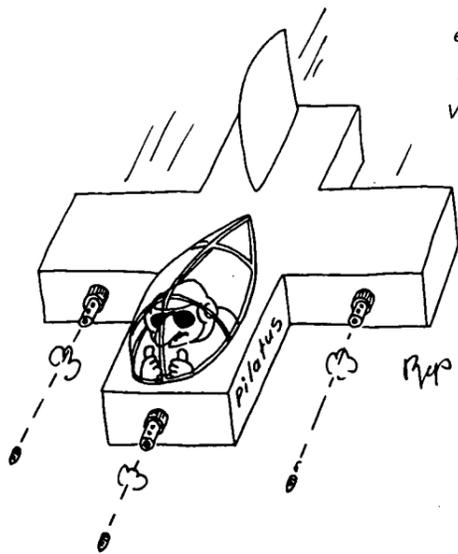
## «TALL TOYS», Guerre et Paix

La Suisse régit son matériel de guerre comme s'il s'agissait de «grands jouets»: le seul intérêt économique - que dissimule mal le spectre du chômage brandi à chaque votation - ne peut justifier des comportements contraires à l'éthique des droits de l'homme. Petit patchwork sur différents enjeux d'actualité.

En Suisse comme ailleurs «sécurité» rime encore avec «force armée». D'où notre budget militaire qui reste colossal (près de 7 milliards) et le nombre démesuré de soldats que l'on songe enfin à réduire un peu. Or, les plus grandes menaces aujourd'hui ont pour nom «racisme», «pauvreté», «migrations» (causées par des inégalités planétaires croissantes et les violations des droits de l'homme), «catastrophes écologiques»... Autant de maux qui s'enveniment avec le surarmement et que seule une politique de développement durable peut panser (cf. mini-dossier, p. 3). Dans le cadre de son aide au développement, la Suisse exige de la part des pays bénéficiaires que «la plus grande part possible des ressources financières soit allouée au développement économique et social». La cohérence exigerait que ces principes soient appliqués d'abord intra-muros!

### Initiatives

Le Parlement tremble devant les décisions que pourrait prendre le peuple dans le sens d'une démantèlement. On l'a vu invalider l'initiative «pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix». A la suite de ce musellement de la démocratie, deux autres initiatives ont été lancées. L'une prévoit de



réduire le budget militaire au profit d'une «reconversion» en emplois d'avenir constructeurs de paix. L'autre permettrait d'inclure des contre-propositions à un référendum et éviterait ainsi de toujours «jeter le bébé avec l'eau du bain» lorsqu'un référendum est rejeté.

### Pilatus

L'initiative sur les exportations de matériel de guerre devrait bientôt être soumise au verdict populaire. Là aussi, torpillage du Conseil national qui vient d'affaiblir encore les contre-propositions du Conseil fédéral en sortant notamment les Pilatus de la liste du matériel de guerre!

### Mines antipersonnel

Il faut cependant se réjouir d'un autre vote de la chambre basse: par 110 voix contre 43 elle a permis à la Suisse d'inscrire dans ses lois l'interdiction des mines

Encore les Pilatus! On ne nie plus que certains sont produits avec des ailes suffisamment solides pour accueillir des armements. Seul argument pour continuer leur exportation vers des pays où l'on connaît leur utilisation meurtrière: «ça crée des emplois»... Vous verrez, on va bientôt casser des jambes pour donner du travail aux infirmières! (réd.)

antipersonnel. Beau succès pour la campagne nationale qui a lutté pour ce résultat. C'est l'occasion de dire un grand Merci aux très nombreux lecteurs de la feuille jaune qui ont signé et fait signer la pétition contre ces engins de mort. A suivre encore: le destin de cette loi aux Etats et le punch qu'elle donnera à nos diplomates!

Reste qu'il y a encore beaucoup à faire pour promouvoir la paix et que nous osons croire que l'on peut faire mieux, en la matière, que d'imposer aux victimes la seule paix... éternelle! ■

Roland Pasquier

### Que fait votre Eglise contre les mines antipersonnel?

Préparée dans le cadre de la campagne internationale pour l'interdiction des mines, une petite brochure (anglais, allemand, français) présente la position des Eglises sur ces engins de mort. Nous y avons ajouté la déclaration très ferme des évêques suisses.

### 26-28 avril 1996, journée mondiale de prière contre les mines antipersonnel

Toujours dans cette brochure, on trouvera une invitation à organiser dans le monde entier des prières pour que soit relevé le défi de l'interdiction totale dans le cadre de la conférence de la dernière chance qui aura lieu à Genève au mois d'avril '96.

Brochure disponible à notre secrétariat: Tél et Fax (4122) 329 26 81 D.F.

JAB  
1231 Conches  
Changement d'adresse  
16, bd du Pont-d'Arve  
1205 Genève

### cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve - 1205 Genève -  
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel

Abonnement: Fr. 15.- / an

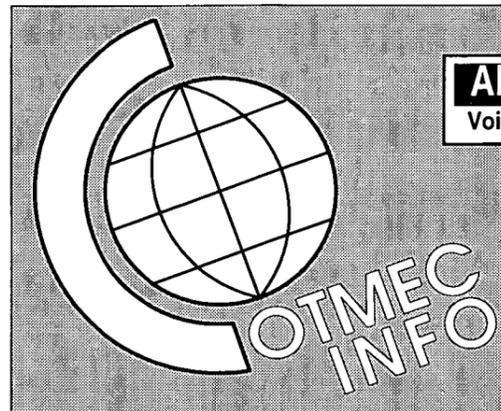
Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Imprimerie: REPROFFSET

### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Abonnement: Fr 15.-

Voir encadré au bas de la page 4

Mini-dossier, p. 3  
Développement durable  
De l'idée à l'action!

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

N° 183 / Mensuel / Mars 1996

### Billet évangélique

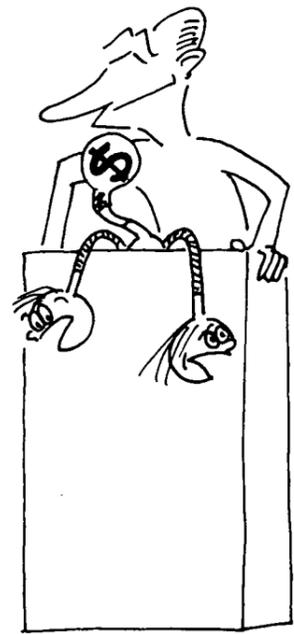
## Premier sommet euro-asiatique «Empoisonnement»

Jacques Chirac, président d'une nation qui fut la mère des Droits de l'Homme et la fille aînée de l'Eglise, a choisi de se taire à Bangkok, alors qu'il conduisait la délégation européenne au premier sommet euro-asiatique. Ou plutôt, on ne parla que de gros sous, évitant toute allusion à ce qui pourrait «empoisonner» les débats. L'expression ne manque pas de saveur quand on la lit dans «Le Monde» (15.02.96) et quand on sait que les sujets proscrits concernaient l'invasion de Timor par l'Indonésie, le travail et la prostitution des enfants en Thaïlande, les clauses sociales du commerce international, l'arrestation des dissidents en Chine. Nous voilà avertis. La défense des Droits de l'Homme est désormais un poison qu'il faut bannir des cocktails entre chefs d'Etat. Et le Président de la Commission européenne, Jacques Santer d'ajouter, comme un vieux chanoine exercé à l'oecuménisme: «Il faut parler de ce qui nous unit - entendez nos intérêts financiers - et non de ce qui nous divise (Le Nouveau Quotidien, 1.03.96). Bouchons donc nos narines et convenons une fois de plus que l'argent n'a pas d'odeur. En tout cas pas celle du sang et de la sueur des enfants contraints au travail forcé.

Et pourtant, si les chrétiens ne crient pas, qui va protester? Mais, au fait, pourquoi incriminer les hommes politiques qui nous représentent si leurs électeurs ne sont pas prêts à consentir au moindre sacrifice matériel pour que les droits de l'homme soient respectés? En Suisse et ailleurs.

N'est-ce pas en perdant d'abord que l'on finit par sauver sa vie... et son honneur. Il me semble avoir lu ces mots dans l'Evangile. ■

Guy Musy



### Proche-Orient

## Paix = Justice

## Pas de Justice = Pas de Paix

**A nouveau, une série de meurtres aveugles ensanglante Israël. Il n'y aurait qu'une seule victime que nous devrions nous élever de toutes nos forces contre ces abominations. Mais comment? L'équation Paix=Justice servira-t-elle enfin de critère de discernement dans la lutte contre la violence et pour les droits de tous au Proche-Orient? Le cri de notre ami Sami Aldeeb remet à juste titre cette exigence au premier plan... D.F.**

«En tant que chrétien d'origine palestinienne, je condamne toute violence et tout terrorisme en Palestine, qu'ils soient l'oeuvre de Palestiniens, d'Israéliens, d'individus isolés, de groupes, de policiers ou d'armée étatique. En voyant ces massacres horribles, je suis encore plus triste quand j'entends les politiciens palestiniens, israéliens et occidentaux parler de guerre contre le terrorisme sans laisser la moindre place dans leurs discours à la «justice». Le terme «justice» semble avoir disparu à tout jamais de leurs dictionnaires et de leurs Livres sacrés.

Comment, en effet, ignorer que la violence et le terrorisme sont principalement le résultat de l'injustice? Comment peut-on espérer avoir la paix au Proche-Orient sans la justice? Le prophète Isaïe le disait il y a 2700 ans déjà: «La paix sera le fruit de la justice» (Is.32,17). L'injustice, en Palestine, est principalement le résultat de l'expulsion des Palestiniens de leurs maisons et de la destruction de plus de 385 villages après la création de l'Etat d'Israël. Un grand nombre de ces réfugiés vivent encore dans 61 camps: 13 au Liban, 10 en Syrie, 10 en Jordanie, 20 en Cisjordanie et 8 dans la bande de Gaza. Les terroristes du côté palestinien sont principalement les fils de ces réfugiés palestiniens auxquels fut nié tout droit de l'homme. L'accord de paix entre l'OLP et Israël remet leur problème à la fin des négociations, mais toutes les déclarations israéliennes concordent à refuser de reconnaître à ces réfugiés leurs droits.

Si nous voulons véritablement avoir une paix juste au Proche-Orient, nous devons trouver une solution juste à ces réfugiés palestiniens. En permettant à ceux qui souhaitent rentrer chez eux de le faire au même titre que les Juifs de Suisse, de Russie ou de Honolulu. En leur payant une compensation généreuse pour leurs souffrances. En construisant des maisons et en donnant du travail à ceux qui n'en ont pas. Bref, en traitant les réfugiés palestiniens comme des êtres humains. Car, si nous continuons à les traiter comme des animaux, ils se comporteront comme des animaux.

Sans une solution juste du problème des réfugiés palestiniens, nous n'aurons jamais la paix au Proche-Orient, mais seulement la paix des cimetières. (...).

Sami Aldeeb

Sami Aldeeb est docteur en droit. Il est l'auteur de «Les Musulmans face aux Droits de l'Homme». Edition française chez Winkler, P.O. Box 102665, D-44726 Bochum, 1994.

### Exposition

## Autoportraits du Nouveau Monde

Il reste un mois pour se précipiter à cette exposition du musée d'ethnographie de Genève. Les 3000 pièces de la collection d'antiquités précolombiennes du musée constituent le plus important fonds public de Suisse. Enrichi au cours des vingt dernières années d'oeuvres prestigieuses, représentatives de cultures et de civilisations peu connues à ce jour, ce fonds n'avait jamais été exploité jusqu'ici.

Prenant appui sur les diverses représentations de la figure humaine dans les cultures précolombiennes, «Autoportraits du Nouveau Monde» privilégie l'effet de miroir en donnant à voir les «images de soi» que nous ont laissées une quarantaine de civilisations s'échelonnant de 1200 av. à 1600 ap. J.-C. D'où le titre de cette superbe expo. A côté d'oeuvres mexicaines et péruviennes, l'accent y est mis sur des formes d'expression venues d'horizons beaucoup moins familiers, en particulier des Andes septentrionales et des basses-terres amazoniennes. Un ouvrage richement illustré complète judicieusement l'exposition.

Olivier Coquoz

\* Musée d'ethnographie de Genève

65, bd Carl-Vogt

tél. 022 / 328.12.18

Ouvert du mardi au dimanche de 10 à 17h.

Visites commentées en groupe sur demande

A voir jusqu'au 14 avril '96.

**Au début de cette année a eu lieu le troisième pèlerinage de la Fraternité du Serviteur souffrant - fondée par Frédy Kunz, ce prêtre né en Suisse que certains d'entre vous connaissent. Quelques centaines de favelados, de «souffrants de la rue» ou de paysans sans terre de douze Etats du Brésil se sont rendus à Crateus, la ville du Nordeste où est née la Fraternité en 1983. Il y avait aussi quelques Européens, dont trois oeurs de la Communauté protestante de Grandchamp. A l'issue du pèlerinage a été proclamée la «bonne nouvelle» vécue par ces pauvres et ces très pauvres. En voici quelques extraits.**

□ Nous demandons à Dieu la grâce de contempler la présence de la Trinité dans la personne des souffrants.  
□ Nous croyons dans la force du jeûne et de la prière pour rejeter les démons du pouvoir, de l'argent, du mensonge, de la peur et

de l'orgueil.  
□ Dans nos groupes de travail artisanal, nous recherchons le silence intérieur, condition de notre rencontre avec Dieu et avec nos frères qui constitue le but et le sens profond de notre vie.  
□ C'est entre pauvres que nous

apprenons à nous accueillir mutuellement et à être attentifs aux besoins de ceux qui souffrent.

□ La rencontre de personne à personne exige un profond respect de chacun. Cinira, souffrante de la rue de Sao Paulo, a dit: «Il ne s'agit pas de nous donner des choses ou de nous les jeter, mais de partager avec nous».  
□ En pleine crise de l'emploi, nous survivons grâce au travail communautaire et à l'artisanat. Ce type de travail suscite la créativité et permet de réunir les gens.

□ Ensemble, nous apprenons à résister à la consommation de produits superflus comme le Coca-Cola ainsi qu'à l'alcool et aux drogues. Nous apprenons aussi à résister à une culture artificielle imposée par les chaînes de télévision et la publicité.

□ La Fraternité met toutes ses

forces dans l'éducation pour la paix et la non-violence évangélique. Quand survient un événement violent, elle suscite des moments de prière, aussi bien dans la maison de la victime que dans celle de l'auteur de la violence.

□ Nous choisissons de ne pas avoir de propriété, de travailler et de nous organiser avec des moyens pauvres.

□ A côté d'une société dominée par les puissants, vouée à une impitoyable compétition et au culte du profit, destructrice des êtres humains et de la nature, nous tentons de faire pousser des semences du Royaume de Dieu. Avec d'autres, la Fraternité est appelée à construire une civilisation de l'austérité, seule capable de rassasier chacun. ■

Michel Bavarel

## Amazonie Un décret contre les Indiens



Une nouvelle atteinte aux droits des peuples indiens compromettrait gravement leur avenir

La COTMEC a participé à la campagne pour la démarcation des terres indigènes au Brésil. Or le 9 janvier, le président Fernando Henrique Cardoso a signé un décret permettant à des non-indiens - propriétaires terriens, entrepreneurs, politiciens - de contester devant la justice la démarcation de ces terres. Ce décret a soulevé de vives protestations de la part de la COIAB (Coordination des peuples indigènes de l'Amazonie brésilienne) et d'autres organisations autochtones. C'est ainsi que deux caciques de l'Etat du Ceara proclament: «Nous n'acceptons pas ce décret qui est totalement contre nous et en faveur des envahisseurs». Le CIMI (Conseil indigéniste missionnaire, organe de l'Eglise catholique) et d'autres groupes d'appui se sont également élevés contre cette décision. «La politique indigéniste officielle du gouvernement brésilien n'est rien d'autre que la continuation du projet colonialiste d'extermination des peuples indigènes», déclarent ainsi plusieurs groupes du Ceara, dont la pastorale indigéniste de l'archidiocèse de Fortaleza. Les avancées de la Constitution de 1988 sont ainsi peu à peu grignotées. Des appels à la résistance ont été lancés à tous ceux qui veulent le respect des droits des peuples indigènes. ■

Michel Bavarel

Diverses ONGs suisses (dont la COTMEC) ont remis une prise de position interpellant le gouvernement brésilien quant à la suite qu'il va donner à sa politique envers les indigènes. Renseignements: Bernard Comoli 022 793 35 69 (Mouvement pour la Coopération Internationale) ou Serge Ghinet 022 736 36 36 (Terre des Hommes).

## Eglises, terres d'asile

**Fruit des réflexions élaborées lors d'une session d'étude (Matran, juin 1996) cet ouvrage est consacré à la question des résistances à la politique d'asile suisse: est-il légitime de résister au risque de sortir de la légalité et, si oui, au nom de quoi? L'expérience des «chrétiens solidaires des réfugiés» sert de base à cette réflexion**

La Suisse, Etat de droit, est régie par des lois approuvées démocratiquement par la majorité. Y sont soumises entre autres les décisions en matière de politique d'asile. Mais le verdict des autorités fait souvent s'insurger une minorité. Cette dernière doit-elle se contenter de réagir en subissant une décision considérée comme juste puisqu'elle émane d'un gouvernement démocratique? Ou faut-il au contraire agir en privilégiant sa foi en la dignité humaine par rapport au respect des lois?

La résistance ne va pas forcément au-delà de la légalité. Mais, si cela se produit, peut-elle malgré tout se justifier? Oui, disent les auteurs, tout en soulignant que l'acte de résistance illégal ne doit être utilisé qu'en connaissance de

cause et en dernier recours: car le véritable acte de résistance est constructeur: il vise à dévoiler, pour mieux le corriger, l'écart inévitable entre des lois telles que les mesures de contrainte et les principes humanitaires, bases de l'Etat de droit. Il ne s'agit donc pas de choisir entre sa loyauté envers l'Etat et sa conviction - souvent religieuse - de l'importance d'une vie humaine: l'acte de résistance peut servir l'un... en sauvant l'autre! ■

Les chrétiens sont nombreux à agir, à prendre la défense d'hommes et de femmes menacés par des décisions bureaucratiques, impersonnelles. La brochure «Eglises, terres d'asile» leur propose non seulement des critères éthiques pour alimenter leur réflexion et leurs choix lorsqu'ils se sentent en situation de devoir résister. Elle leur offre aussi une série d'outils de référence: textes fondamentaux sur la pratique de l'asile dans les Eglises, exemples de structures locales mises au point pour renforcer leurs capacités d'action, charte d'alliance entre les initiatives locales, etc.

Autant d'atouts pour que la Suisse, Etat de droit, devienne vraiment «Etat de droits»... ■

Marie Pasquier

Réalisée par Justice et Paix et l'Institut d'Ethique sociale, «Eglises, terres d'asile» est édité par Labor et Fides (1996). Commandes: Justice et Paix, CP 6872, 3001 Berne.

# Développement durable... ... De l'idée à l'action!

**Depuis un certain nombre d'années, la discussion sur le développement met en avant l'exigence de l'accès équitable de tous aux ressources de la planète. La préoccupation environnementale est venue ajouter à cela l'exigence du maintien, à long terme, de la mise à disposition de ces ressources. La notion de développement durable relie ces deux exigences, met en parallèle une solidarité dans l'espace - entre tous les habitants de notre planète - et dans le temps - avec les générations à venir. Et affirme qu'il ne saurait y avoir de prospérité durable sans prise en compte de ces paramètres. Le point sur les idées qui commencent à prendre corps dans ce domaine.**

Une illustration très concrète en est donnée par la politique de l'énergie: un approvisionnement fondé à 85% sur des ressources non renouvelables n'est pas durable: un rapport faisant que 20% de la population mondiale consomme 80% de l'énergie n'est pas viable. Réussir la transition vers le développement durable est ainsi une condition essentielle d'une vraie prospérité.

### Engagements internationaux

Cette notion de développement durable a été formalisée par une commission des Nations Unies, la commission Brundlandt, qui l'a définie dans un rapport de 1987 comme un développement qui réponde aux besoins des hommes d'aujourd'hui sans obérer ceux des hommes de demain. Ce qui signifie clairement que le mode de consommation occidental actuel, en termes de pression sur les ressources, ne saurait être généralisable, dans un monde où d'immenses besoins demeurent cruellement insatisfaits et dont la population va doubler en moins de 50 ans. Le Sommet de la Terre de 1992 fut convoqué pour finaliser un vaste plan d'action appelé Agenda 21 qui expose ce qu'il faut faire pour réussir le 21e siècle. Divers instruments de droit international visent à donner suite à ces exigences, ou du moins en tiennent compte, comme les conventions sur le climat, sur la biodiversité, sur la

désertification, sur le commerce des bois tropicaux. D'autres restent à être négociés, comme la clause environnementale ou la clause sociale de l'OMC. Le suivi de l'agenda 21 est l'affaire des Etats, avant tout, mais une instance des Nations Unies, la Commission du Développement Durable (CDD), a pour mission d'en animer la mise en oeuvre.

Divers pays ont déjà mis sur pied des plans d'action nationaux, et créé des institutions d'action et d'animation, des CDD nationales, ainsi l'Australie, les Etats-Unis, la France. Curieusement, alors que la Suisse a joué un rôle actif dans la définition des thèmes du Sommet de la Terre, depuis quelques années, l'élan s'est assoupi. L'aide au développement a été réduite puis gelée. Le débat sur la modernisation environnementale de l'économie s'est endormi. Sous la contrainte économique, la révision de la politique agricole prend corps, mais Energie 2000 présente un bilan plus que mitigé. Le plan d'action nationale que le Conseil fédéral devait cette année présenter au public et au Parlement verra le jour, dans les meilleurs des cas, sous forme de bilan. Dans ces conditions, cinq organisations de protection de l'environnement, et six d'aide au développement ont tout récemment pris sur elles de chiffrer la transition de l'économie suisse vers la durabilité\*.

### Conditions de la durabilité

L'ouvrage de de Pury expose les mesures que veulent imposer certains tenants de l'économie suisse au pays. Mais ces milieux prennent pour argent comptant ce que leur indique une comptabilité désespérément partielle, qui occulte les données politiques, sociales, culturelles et environnementales. Le développement durable en ce sens qu'il relève le défi de la mondialisation, me semble être un élément de réponse aux terribles simplificateurs de la «pensée unique». Les calculs montrent en effet à quel point le monde actuel est déréglé.

Le résultat de l'étude confié à Infrasa SA est simple: si tous les humains consommaient autant de quantité d'air, d'eau, de sol, de métaux, de bois, d'énergie, que la moyenne des Suisses, la terre entière n'y suffirait pas. Il faudrait cinq planètes comme la

20% de la population mondiale consomme 80% de l'énergie disponible. Ce n'est pas viable!



nôtre! Ne pas corriger cela c'est nous préparer des instabilités économiques, sociales et politiques, importantes. Le changement de cap est indispensable, et l'étude estime qu'il doit être obtenu dans l'espace de deux générations. C'est peu, à l'échelle de l'être humain. Mais c'est beaucoup, quand on voit le rythme de l'innovation technologique. Autrement dit, en le voulant vraiment, cela doit être possible. En reprenant l'idée du développement durable - les générations futures doivent pouvoir bénéficier des mêmes possibilités de vivre que nous, tous les humains ont le même droit aux ressources de l'environnement - les 11 organisations proposent les réductions suivantes de la pression sur la biosphère:

- d'environ 85% d'emploi de métaux non recyclés
- d'environ 75% pour les énergies non renouvelables, le CO2 et les autres polluants atmosphériques
- d'environ 50% pour les engrais chimiques
- de 30% pour l'eau
- de 10% pour le bois

La part des énergies renouvelables et des réserves naturelles devrait en revanche fortement augmenter.

Il est indispensable de relancer le débat sur ces paramètres qui demeurent un des facteurs déterminants pour notre avenir. Occulter ces enjeux au nom de considérations conjoncturelles c'est se tromper sur la nature de la crise. Le chômage structurel qui empoisonne nos économies industrialisées depuis une dizaine d'années peut tout aussi bien être interprété comme le fait que le paradigme de l'après-guerre est à bout de souffle et qu'il faut inventer du neuf. Ramener l'extraordinaire savoir-faire technique et économique vers la satisfaction de vrais besoins, changer la politique énergétique, assainir l'environnement, développer des techniques propres et des savoir-faire capables d'améliorer fortement les rendements et, ainsi, d'obtenir cette durabilité qu'il nous faut rechercher peuvent être autant de pistes pour sortir de la crise, qui n'est pas seulement une crise de l'emploi, mais du tissu social, du sens, et de notre conception de la vie en général. ■

René Longet

M. René Longet est directeur romand de la Société suisse pour la Protection de l'Environnement (SPE).

\* Un dossier de presse sur cette intervention des ONGs est disponible à la SPE: tél. 022 329 99 29

der un changement. L'espoir a commencé de nouveau à circuler dans notre pays. Auparavant, tout espoir de changement avait pratiquement été abandonné, la pression politique était odieuse. En 1993, vous pouviez le lire dans la presse nationale mexicaine, il ne se passait pas de jour sans qu'il soit fait écho de mouvements pour prendre la municipalité ou le président de la municipalité et de manifestations même violentes, dans tout le Mexique.

**C**e mouvement qui a éclaté au Chiapas est le résultat d'un mouvement volcanique de révolte qui s'était déjà manifesté, mais qui a resurgi parmi les membres d'une couche sociale, la plus pauvre du pays. Cette secousse volcanique, localisée seulement au Chiapas, est la conséquence de tout ce qui a été vécu et de tout ce qui est vécu au Mexique. La répression en est arrivé à fatiguer même les espoirs d'un petit, tout petit groupe, que l'on surnomme «le dernier tiers» des Indiens des hauteurs du Chiapas, c'est-à-dire à peu près quinze mille personnes. Nous sommes arrivés à comprendre ce qui nous avait échappé au début: l'Amérique latine n'a rien à attendre de la guérilla. A plus forte raison, nous, Mexicains, qui sommes très proches d'un voisin puissant. Il est dit communément au Mexique: «très loin de Dieu, très près des Etats-Unis». Nous avions pensé que la révolte était impossible, que, seules, les souffrances étaient notre lot. A moins qu'une situation inconnue nous sorte par la suite du marasme. Mais les Indiens ont élevé leur voix, et cette révolte nous a placés dans une situation tout à fait différente de celle que nous vivions précédemment dans le Continent. A huit jours de l'éclatement d'une guerre, grâce à l'insurrection mexicaine, à la présence solidaire des moyens de communication européens, à la connaissance de ces faits en dehors de notre pays; grâce aussi à la présence continue d'yeux et de visages, étrangers chez nous, nous sommes arrivés à conclure un cessez le feu unilatéral, immédiatement suivi par un cessez le feu bilatéral, maintenu jusqu'à maintenant, malgré tout ce qui a été tenté pour le briser. Nous avons alors appris que les Indiens ne voulaient pas une révolution armée pour le Mexique, mais qu'ils voulaient par là inviter la population mexicaine à devenir politiquement active, afin de passer par un gouvernement de transition et arriver enfin à un gouvernement plus démocratique. En fait, cette révolte avait pour but de faire participer collectivement la population au changement de notre pays.

**U**n Indien de la République du Salvador relatait qu'il avait conscience d'accomplir mieux qu'un métis le travail qui lui était parfois demandé, mais qu'il était moins payé parce qu'il était In-

dien. C'est dire que, s'il y a oppression économique, il y a aussi oppression culturelle. Lorsque j'étais étudiant en Europe, de 1947 à 1952, je me souviens que des séances de réflexion sur l'écologie étaient organisées. Il me semblait alors que les Européens tentaient de soustraire à leur responsabilité la demande de justice qui émergeait du Tiers Monde. Maintenant, je crois que nos désirs convergent. Même si les bonnes décisions ne sont pas encore prises, nous avons pris conscience que l'objectif de progrès, conçu sous forme de croissance industrielle, menace la survie du monde, parce que la consommation des ressources non renouvelables entraîne un réel danger pour l'humanité. Le Premier et le Tiers Monde sont donc arrivés à cheminer ensemble. Il n'est pas mentionné de Second monde, il ne semble pourtant pas que celui-ci ait disparu. Les Premier et Tiers Mondes doivent envisager ce défi de survie. Et je crois que c'est pour cela que l'émergence des Indiens, en ce moment historique, nous rappelle qu'à cette oppression économique, est liée une oppression culturelle. Jusqu'à maintenant, seule l'oppression économique avait été analysée en Amérique latine et ailleurs. L'oppression culturelle fait entrer en jeu d'autres acteurs, tout aussi importants. Les Femmes font partout l'objet d'une oppression culturelle, les Noirs, les Asiatiques, les Indiens émergent en aidant à ouvrir les portes afin que d'autres acteurs prennent leur place pour orienter les changements en cours. C'est un signe d'espoir dans un monde où les défis s'apprécient toujours davantage en termes planétaires.

**Don Samuel Ruiz**

*Propos enregistrés par  
Albert Combernous  
et retranscrits par  
Thérèse Delanoy et  
Dominique Froidevaux.*

**Enregistrement disponible  
à Radio-Cité:  
36, rue du Cardinal Mermillod,  
1227 Carouge,  
tél 022 342 37 00.**

**... «l'objectif  
de progrès,  
conçu sous forme  
de croissance  
industrielle,  
menace la survie  
du monde,  
parce que la  
consommation  
des ressources  
non renouvelables  
entraîne un réel  
danger pour  
l'humanité».**

# Témoins du Sud

Supplément à COTMEC-INFO N°183

## Don Samuel Ruiz évêque du Chiapas

### Au Chiapas, pour saluer il faut «tourner notre coeur»



Photo: Humberto SALGADO

*Sourcils broussailleux, regard vif. Don Samuel Ruiz sait voir et comprendre ceux qu'il rencontre. En l'accompagnant quelques jours lors de sa tournée en Suisse pour la campagne de carême, j'ai mieux compris pourquoi les Indiens du Chiapas lui ont donné la qualité de sage parmi les sages. «Tatic - Grand-Père - Samuel» a le sens de l'humain. Loin de jouer les vedettes lorsqu'il débarque quelque part, il se met tout de suite à l'écoute. Nous rencontrons des amis Latinos, il s'intéresse à ce qu'ils vivent ici: clandestins péruviens subissant des conditions de travail proches de l'esclavage, exilés colombiens, militants de «Viva Zapata», à tous il prête une oreille attentive. Lorsqu'un enfant se renfrogne au moment où ses parents lui demandent de saluer «Monsieur l'évêque», ce dernier trouve illico un tour de passe passe pour le faire éclater de rire. Au-delà des façades de la Genève des banques, Don Samuel s'intéresse aussi à ceux qui n'y trouvent plus de travail, à leurs familles, aux sans-abris...*

*Lorsque des amis journalistes tentent de lui arracher quelques mots bien pesés sur les pressions qu'il subit au sein de l'Eglise, Tatic Samuel répond tout simplement: «Je suis toujours là». Et il invite ses interlocuteurs à parler d'autres enjeux, qui ont davantage de sens à ses yeux. Samuel Ruiz fait partie de ces évêques que l'on dit volontiers «politiques» parce que très engagés pour la justice et la paix. Or ces évêques sont des «pasteurs» au sens fort du terme, c'est-à-dire des passionnés de l'homme. Et, si leur parole a des résonances politiques incontournables, c'est parce qu'elle est enracinée aussi bien dans les réalités humaines qu'ils portent dans leur coeur que dans leur foi.*

*C'est un privilège et une joie que de rencontrer des hommes qui nous invitent ainsi à tourner notre coeur vers les autres. Aussi, nous nous faisons un devoir de retransmettre plus loin leur témoignage. C'est le propos de ce petit dossier, réalisé en supplément à Cotmec-info.*

Dominique Froidevaux



**ENCHANTE-E DE TE CONNAITRE**

**Don Samuel Ruiz** était invité par Pain pour le prochain et Action de Carême pour le lancement de leur campagne oecuménique '96, à Genève. A cette occasion, les Commissions Tiers Monde protestante et catholique ont organisé une série de rencontres avec Don Samuel Ruiz. C'est dans ce cadre que la conférence reproduite ci-après fut enregistrée.

**E**n langue maya, lorsque l'on salue quelqu'un, on fait référence aux «pôles du coeur». C'est une manière culturelle de dire ce qui fait la richesse de quelqu'un très différemment de ce que l'on connaît dans le monde occidental. Pour saluer, il faut tourner notre coeur, afin que tout le monde puisse voir que ce qui est derrière n'est pas différent de ce qui est devant vous. Saluer, c'est être cristallin, transparent, c'est-à-dire sincère. C'est de cette manière que je voudrais me présenter à vous pour ce moment que nous allons passer ensemble.

J'ai beaucoup appris de mon travail de médiateur, comme membre de la délégation officielle dans le dialogue pour la paix au Chiapas. Autour de la table de discussion, je disais un jour: «Beaucoup de choses ont déjà changé chez les Indiens. Ils vous regardent maintenant en face, avant ils ne vous regardaient pas, ils baissaient la tête». Un jour, Pascuala, femme indienne chamola, passe devant ma maison au moment où j'ouvre la porte pour sortir. Je l'appelle: «Où vas-tu?» Elle monte les deux marches qui conduisent à ma maison et, la tête basse, me dit: «je vais, Monsieur l'évêque, à ma leçon pour apprendre à lire et à écrire». Elle avait son cahier sous le bras. Deux jours après, je sors de chez moi alors qu'elle revient de sa troisième leçon. «Comment vas-tu, Pascuala?» Elle monte les marches en me regardant, et la joie était sur son visage. «Maintenant, regardez, Monsieur l'évêque, ce que j'ai écrit». Il n'y avait que des cercles, mais cette femme savait déjà comment lire et écrire, c'était le commencement qui faisait de cette femme un être humain, capable de me regarder droit dans les yeux.

**R**écemment arrivé, un Indien, accompagné de son patron, vient m'inviter pour une séance de confirmations dans le ranch de son patron, où il vit. Durant la conversation, jamais il ne m'a regardé directement; j'ai bien essayé de lui parler en tzeltal, la langue qu'il comprenait, il laissait toujours à son patron le soin de traduire mes paroles. Quelque chose a changé maintenant. L'Indien s'est levé dans tout le Continent. Après cinq cents ans d'écrasement, de domination, il n'a pas disparu. Cela m'étonne d'autant plus que, dans différentes régions des Etats-Unis où je suis allé, des personnes d'origine française ne parlent plus leur langue originelle; déjà après la première génération, elles sont assimilées. Les Indiens perdurent, têtes dures, résistants, mais ils gardent le coeur ouvert. Il y a une certaine similitude, mais aussi une différence entre ces quelques mots de votre campagne «Enchanté-e de te connaître» et ce que disent les Indiens: «Rien pour nous, tout pour vous». D'un côté, vous dites: «Si j'ai une dignité, tu as

aussi une dignité, je te reconnais». L'Indien, lui, avant la reconnaissance de sa dignité, demande que les choses qui manquent à l'autre lui soient accordées: «Tout pour vous, rien pour nous». J'y vois là un sens communautaire profondément chrétien. J'ose dire cependant que l'Évangile n'a pas apporté le sens communautaire aux Indiens. L'Évangile est arrivé là-bas avec notre indi-

**«Et 'participer'  
ne veut pas dire,  
pour eux,  
prendre les choses  
qui nous appartiennent,  
mais les mettre  
sur la table  
pour le repas commun!»**

vidualisme et nos divisions. Le sens communautaire est une valeur éthique et religieuse qui existait chez les Indiens avant l'évangélisation. Les Indiens apportent maintenant leurs valeurs, parce qu'ils veulent participer. Et participer - prendre parti - ne veut pas dire pour eux prendre les choses qui nous appartiennent, mais les mettre sur la table pour le repas commun!

**Q**uelles ont été les causes du conflit au Chiapas? Ce n'était pas la pauvreté, parce que notre Etat n'est pas pauvre, il est riche. Il produit du café, et j'ose vous dire que si vous voulez goûter le meilleur café du Chiapas, il faut aller en Allemagne. Le plus mauvais café est bu au Chiapas, le meilleur l'est en Europe, parce qu'ici on vend, on achète et on possède les devises. Le prix du café n'est pas fixé au Mexique, mais par la loi du marché qui est le fait des pays industrialisés. L'Etat du Chiapas produit du chocolat, du café et, aussi, de l'électricité. Le complexe de production d'électricité du Chiapas, encore incomplet, produira, lorsqu'il sera terminé, autant de kilowatts en quelques minutes que tout ce qu'il a pu produire depuis sa mise en route. On aura trop d'électricité. Le surplus produit au Chiapas, sera vendu à l'Amérique centrale. Pourquoi, avec les capacités techniques actuelles, les 80% de la population mondiale ne possèdent-ils pas encore l'électricité? C'est une question de fonctionnement du système. La paupérisation, la marginalisation, tout cela n'est pas décidé par les Indiens. C'est la conséquence d'un très bon fonctionnement de nos systèmes. Autrefois je disais: «ils fonctionnent mal». Non, ils fonctionnent très bien! Mais ils entraînent la paupérisation, la spoliation et la marginalisation des Indiens. Quand ceux-ci ont demandé justice par des

moyens légitimes, pacifiques, ils ont été rejetés, torturés. Certains, même, ont disparu. Quand, non seulement au Chiapas, mais dans tout le Mexique, la répression n'a plus suffi pour faire peur à la population, nous savions que le seuil critique était atteint... Le système dévoilait ses failles.

**E**n 1993, le Pape a visité Yucatan, au Mexique, pour parler directement aux Indiens. Après le début de la réunion des évêques à Santo Domingo, fatigué, malade, il avait dû y renoncer pour rentrer à Rome. Cependant, il n'oubliait pas que nous étions dans la célébration des 500 ans de ce que l'on a appelé «la découverte» de notre Continent. Nous y vivions déjà, vous savez... Mais on a quand même dit que l'on avait «découvert» l'Amérique... A cette occasion, le Pape a articulé deux mots très intéressants et percutants en s'adressant aux Indiens.

Premièrement, il leur a dit: «Vous, Indiens, vous êtes les sujets de l'évangélisation du Continent». Chose très frappante lorsque l'on entend parfois dire que l'évangélisation doit être un processus où l'un évangélise l'autre en tant qu'égal et compagnon. Mais, à cette occasion, il a dit que l'Indien était le sujet de l'évangélisation de tout le Continent. Pas seulement de ses compagnons Indiens, mais aussi de toute la population! C'est une affirmation très forte. Il avait déjà été dit auparavant: «Les pauvres nous évangélisent».

Deuxièmement, le pape, après avoir fait une description sommaire du système néo-libéral et capitaliste qui concentre le pouvoir et les décisions entre les mains d'un petit nombre, a dit: «Vous êtes aussi les sujets du développement du Continent. N'agissez pas par des moyens violents. Mais n'attendez pas, a-t-il dit, que d'autres commencent à agir, agissez vous-mêmes!» Ces deux affirmations étaient presque hérétiques au regard des sciences sociales, pour qui, seuls, les ouvriers, placés au centre de la production, sont capables de changer le système productif qui les opprime, alors que les Paysans et les Indiens marginalisés seraient incapables d'effectuer cette transformation.

**M**es collaborateurs disaient parfois: «Monsieur l'évêque, que faites-vous? Vous retardez toujours davantage la libération des Indiens en marchant derrière le Concile, soit-disant pour faire naître l'Eglise parmi les autochtones. Vous essayez de rendre les Indiens conscients de leur identité culturelle, mais cela n'aide pas à la transformation du système. Plus ils prennent conscience d'être Indiens plus ils s'éloignent de la possibilité de partager un destin commun avec les ouvriers, les seuls qui peuvent changer le système. Il faut qu'ils prennent conscience d'être opprimés, non d'être Indiens». Ce qui était considéré comme une hérésie sociologique par cer-

tains s'est pourtant révélé comme une réalité sociale incontournable. Avant, j'étais plus empreint de convictions théologiques que de réalités sociologiques lorsque je disais que les Indiens étaient les seuls appelés à changer notre Continent, parce qu'ils sont des pauvres parmi les pauvres et que Jésus a dit: «C'est aux pauvres qu'appartiennent l'Évangile et le Royaume de Dieu». Nous attendions le mouvement des Indiens dans le Continent comme l'unique possibilité d'un réel grand changement. Maintenant, nous avons des certitudes. Les Indiens, qui demandent la reconnaissance de leur culture, de leurs valeurs, de leur langue etc., ont soudainement élevé leur voix, chez nous, le 1er janvier 1994, pour deman-

Photo: Humberto SALGADO



dans le processus de globalisation de l'économie. Cela va encourager les investissements et «élargira les frontières agricoles et de l'exploitation des minerais», avertit le ministère. Le développement se produira «exactement dans la région de plus forte densité démographique indigène». C'est pourquoi, conclut la note, il est fondamental de résoudre définitivement le problème des terres indigènes, sinon les investissements risquent de prendre un caractère «spéculatif et aventureux». Voilà qui ressemble fort à une tentative de pression sur la communauté internationale!

Selon la Constitution, la démarcation aurait dû être achevée en 1993. A Genève, M. Jobim a assuré à ses interlocuteurs qu'elle sera réalisée à 95 % à la fin du mandat du président Cardoso, en 1998. Cependant, le peu de moyens accordés à la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) chargée de ce travail laisse planer un doute sur la détermination du gouvernement brésilien. La FUNAI - qui en est à son troisième président en un an - ne se trouve même pas en mesure de protéger les terres indiennes contre ses multiples envahisseurs. A notre sens, il ne s'agit pas là d'une question d'argent, mais de volonté politique.

Brasilia ne semble pas encore avoir vraiment choisi entre les droits des Indiens et les intérêts de ceux qui convoitent leurs terres. «Nous exigeons du gouvernement fédéral qu'il revienne sur une politique que nous considérons comme une sentence de mort, ou la continuation de 500 ans de génocide...», déclare pour sa part la CAPOIB. ■

Michel Bavarel  
Informations complémentaires  
sur la Campagne Démarcation  
que soutient la COTMEC:  
Bernard Comoli,  
tél. 022 793 35 69

## Radio-Cité FM 92.2 a déménagé

Nous souhaitons tout de bon à cette radio oecuménique de la région genevoise pour continuer son travail d'information et d'animation.  
Du mardi au vendredi, à 8h30 et 20h30, vous pouvez vous mettre à l'écoute des émissions  
«Présence au Monde» sur Radio-Cité: solidarité, droits de l'homme, vie de quartier, un rendez-vous pour sentir battre le pouls de ce monde... Et chaque premier mercredi du mois, à ces mêmes heures, vous avez rendez-vous avec la COTMEC, qui est à l'origine de Présence au Monde.  
La nouvelle adresse de Radio-Cité à laquelle vous pouvez commander des cassettes des émissions:  
Radio-Cité,  
Rue du Cal Milliod, 36  
1227 Carouge  
tél. 022 309 09 50

## Interdiction des mines antipersonnel Conférence de la dernière chance à Genève

**Du 22 Avril au 3 Mai, Genève accueille la conférence internationale sur les armes classiques, conférence de la dernière chance. La Campagne contre les mines antipersonnel saisit cette occasion pour organiser une série de manifestations afin de sensibiliser les délégués de différents pays ainsi que l'opinion sur les enjeux de cette conférence. Cette mobilisation est essentielle! C'est un moyen de motiver les délégations des pays qui ont les législations les plus avancées en la matière - dont la Suisse depuis peu - afin qu'ils défendent avec détermination le bannissement des mines. Merci, donc, de bien prêter attention à tous ces événements, même si votre feuille jaune arrive juste à temps...**

**Du 26 au 28  
avril 1996,  
des journées  
de prières  
sont organisées  
dans le monde  
entier.  
Renseignez-vous  
dans vos  
paroisses**



-Samedi 27 avril, sur la plaine de plainpalais, dans l'après-midi, Démonstration de déminage  
-Vendredi 26 avril à partir de 18h et samedi 27 avril à partir de 19h, Festival du film sur les mines antipersonnel, à la maison des arts du Grütli, 16 rue général Dufour.  
-Dimanche 28 avril à 17h, au Temple de la Fusterie, CÉLÉBRATION INTER-RELIGIEUSE A LA MÉMOIRE DES VICTIMES DES MINES. Y participeront, plusieurs personnalités dont le vénérable Maha Gho-sananda, guide spirituel Bouddhiste Cambodgien, proposé pour le prix Nobel de la paix, ainsi que Monseigneur Desmond Tutu.  
-Du 18 avril au 3 mai, dans le bâtiment E des nations unies, expositions photos "la guerre après la guerre" du photographe australien Jonh Rodsted. Une simulation de champ de mines et un mémorial seront inclus dans l'exposition.  
-Du 15 avril au 5 mai, à la maison des arts du Grütli, "Regards croisés sur les mines", 44 photographies des régions les plus minées, par 4 célèbres photographes français.  
-Du 22 au 29 avril, au centre de Balexert; "La guerre des lâches", Photographies et affiches de sensibilisation des populations aux dangers des mines du monde entier.

## Autres rendez-vous importants pour votre AGENDA

### CONFÉRENCES ET DÉBATS SUR LA PALESTINE

"La culture, expression d'identité d'un peuple"  
Par: Rafik Khoury, représentant du croissant rouge palestinien en France.

Lieu: La maison du Grütli  
Date: 24 AVRIL à 20h  
Organisation: ASSP (Aide sanitaire suisse aux palestiniens) en collaboration avec Fonction cinéma.

### "Libres femmes de Palestine"

Fresque colorée d'un pays occupé et blessé qui cherche passionnément son avenir en construisant son présent, cette récente publication de Marion Sigaut, sera au centre du débat qu'organise L'ASSP, l'auteure sera présente.  
Jeudi 2 Mai, Au Foyer St. Justin, Rue du Prieuré, 15-17, à 20h.  
Vendredi 3 Mai: nocturnes au salon du livre, Marion Sigaut signera son livre, à partir de 18h au stand de l'ASSP, au village alternatif.

### 12èmes RENCONTRES MEDIAS NORD-SUD festival de télévision et cinéma.

Du 6 au 9 mai à la maison des arts du Grütli, Rue général Dufour, 16.  
Du 9 au 11 mai au collège de l'Abbaye, à St. Maurice (Valais)  
Le festival cette année sera consacré spécialement à la presse africaine.  
Contact: Rencontres Médias Nord-Sud, TSR, 20, quai Ernest-Ansermet, 1211 Genève 8, Tél. (022) 708 81 93. Fax: (022) 328 94 10

JAB  
1231 Conches  
Changement d'adresse  
16, bd du Pont-d'Arve  
1205 Genève

### cotmec



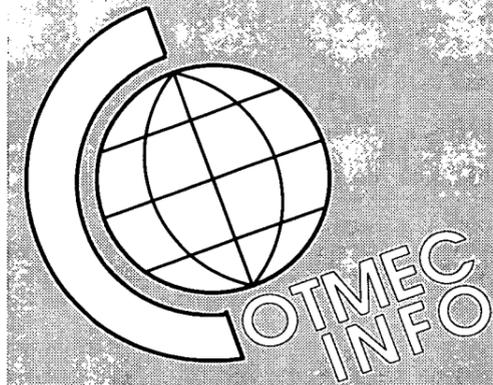
Commission  
Tiers Monde  
de l'Eglise catholique  
à Genève

16, bd du Pont d'Arve  
- 1205 Genève -  
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81  
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel  
Abonnement: Fr. 15.- / an  
Rédacteur responsable:  
Dominique Froidevaux  
Imprimerie: REPROFFSET

### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Supplément  
Femmes du Sud  
IVONE GEBARA

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

## Hommage à notre ami Pierre Dufresne

**Mort d'un cancer le 26 mars, à l'âge de 68 ans, Pierre Dufresne était un des membres fondateurs de la COTMEC. A travers ses multiples activités, à travers son engagement en tant que journaliste et, surtout, comme rédacteur en chef du journal «Le Courrier», il a marqué la vie de Genève d'une manière exceptionnelle. Croyant engagé, homme d'écoute et de combat, il reste une référence pour tous ceux qui se reconnaissent dans la veine humaniste, au-delà des clivages religieux ou politiques.**

**Nous sommes certains que l'hommage que nous lui rendons dans ce numéro intéressera vivement tous nos lecteurs, qu'ils soient de Genève ou d'ailleurs. Le langage des témoins de l'espérance dépasse les frontières. C'est à Pierre Dufresne et à sa famille, ainsi qu'à toute l'équipe du «Courrier», dont nous sommes solidaires dans le deuil, que nous dédions ces vers de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano.**

COTMEC

«Nous avons la joie de nos joies, et nous avons la joie de nos souffrances, parce que la vie indolore que la civilisation de la consommation vend dans les supermarchés ne nous intéresse pas et nous sommes fiers du prix de tant de douleur que nous payons pour tant d'amour.

Nous avons la joie de nos erreurs, faux-pas qui prouvent la passion d'avancer et l'amour pour le chemin. Nous avons la joie de nos défaites, parce que la lutte pour la justice et la beauté vaut la peine. même quand on la perd.

Et surtout, surtout nous avons la joie de nos espérances: en pleine mode du désenchantement, quand le désenchantement est devenu un article de consommation massive et universelle, nous continuons à croire au prodigieux pouvoir des étrointes humaines».

EDUARDO GALEANO  
Traduction: Anne Cauwell

Photo:  
Angelo Guarino  
Pierre avec des membres  
de la COTMEC, à la  
remise du prix COURRIER  
des Droits de l'Homme.  
(1992)

De bas en haut  
et de gauche à droite:  
M. Pasquier,  
E. Reusse, M. Costermans,  
R. Pasquier, D. Froidevaux  
Pierre Dufresne,  
M. Bavarel, D. Biedermann.



Monique Ribordy fut, avec Pierre Dufresne, une des pionnières dans le travail de la COTMEC. A l'époque où il n'y avait pas encore de permanent pour notre commission, ils en ont assumé ensemble la présidence. «A un historique», nous écrit Monique, «j'ai préféré une conversation à bâtons rompus, ce qui était caractéristique de mon amitié avec Pierre».

Pâques 1996

Cher Pierre,  
Grâce à notre foi, que nous avons si souvent partagée, je suis heureuse de pouvoir, aujourd'hui, communier avec toi, alors que tu es dans la Lumière, la Paix, la Vérité et l'Amour.  
Comme si je retrouvais un ami trop longtemps absent j'ai envie de te dire: «Te rappelles-tu?»  
Te rappelles-tu nos premières rencontres, lors de la naissance balbutiante de la COTMEC? A Compesières, quelques laïcs, hommes et femmes de bonne volonté, au milieu d'un cénacle de prêtres compétents et audacieux.  
Je me souviens que, très vite, nous avons eu la joie de nous découvrir, à la fois proches et complémentaires, dans notre volonté de justice, de vérité et de transparence. J'étais déjà fidèle lectrice de ton petit bulletin officieux qui nous appelait à la solidarité humaine (c'est un peu l'ancêtre de Cotmec-info, ndr).  
Nourris des textes du Concile puis du Synode, nous étions dynamisés par le fait que les simples baptisés avaient leur rôle spécifique important à jouer dans le monde et dans l'Eglise.  
Je me souviens, plus tard, de tes hésitations à briguer le poste de rédacteur en chef du COURRIER de Genève. Nous en avons discuté longuement, balançant le positif et le négatif. Te souviens-tu de ce que tu m'as dit finalement: «Quels que soient les arguments pour et contre, c'est ma foi qui me guidera. Et ma foi me pousse à utiliser ma profession de journaliste pour donner une voix aux abandonnés, aux exclus, aux

victimes de la violence et de l'injustice; je crois que le Courrier peut permettre cette évolution.»

Je suis sûre que, comme moi, bien d'autres et en particulier les membres de la COTMEC, gardent en leur mémoire quelques-unes de tes phrases fortes, exprimées toujours dans la tolérance, sans fanatisme et sans laxisme.

Tu es pour moi, en laïc, ce que Devaud est en prêtre: des frères qui ont fortifié ma personnalité dans l'intime union de la liberté et de la responsabilité.

Encore dans les excellents souvenirs: quelle grâce que notre amitié et notre collaboration avec André Fol!

Ensemble, dans les moments heureux comme dans les moments difficiles, nous avons pu réfléchir, tâtonner, préparer un projet, prendre une décision, partager les tâches gratifiantes et les autres, toujours dans un climat d'écoute, de vérité, de simplicité. Avec vous deux j'ai expérimenté la communion dans la différence. La communion, c'est bien plus profond et plus doux que l'unité. Tu en as toujours été un créateur, un propagateur. Tu m'as appris le respect de l'autre parce que je l'aime, je lui veux du bien, pas parce que je désire à tout prix faire ou maintenir l'unité.

Cher Pierre, je bavarderais encore longtemps avec toi, j'ai beaucoup de «merci» à te dire, mais je pense que beaucoup de personnes attendent la communication pour te dire qu'ils t'aiment.

Pourtant je ne te quitte pas, je continuerai la conversation pendant l'Eucharistie qui nous rassemble tous et lors de mes prières personnelles.

Tu m'as devancé d'une étape et je me réjouis de te rejoindre "bientôt" puisque l'éternité ne connaît ni le temps ni l'espace.

Je t'embrasse au fond de mon cœur.

Monique Ribordy

►Photo: J-L. Planté / COURRIER

## Pierre ne nous a pas quittés

Quelques jours avant Pâques. Une Eglise bondée. Avec Pierre et sa famille, des gens de divers réseaux, de diverses convictions, croyants ou non. Tous rassemblés autour d'une ouverture sur «quelque chose de plus grand». L'Eucharistie en laquelle Pierre a toujours ancré sa passion pour la dignité de l'homme, image de Dieu, n'était un obstacle pour personne dans la rencontre. Et Anne-Marie, toujours aux côtés de Pierre, qui nous invitait à continuer le dialogue avec lui, si proche... «tout juste de l'autre côté». Moment d'Eglise vivante, sans frontières. Ce que Pierre a toujours voulu vivre. Anne-Marie et Pierre. C'est en

semble que j'ai d'abord appris à les connaître. Dans un «club subversif», comme Pierre aimait à le dire. Un groupe engagé dans la constitution de refuges pour les requérants d'asile menacés de renvois abusifs, dans des parrainages et même quelques hébergements clandestins. J'avais pu apprécier alors combien la détermination du COURRIER dans la défense du droit d'asile était liée à de simples expériences de fraternité humaine.

Lorsque j'ai commencé mon travail à la COTMEC, Pierre fut de ceux qui me refilèrent quelques trucs de métier. Malgré la différence d'âge, il tenait à être un

## Un infatigable témoin

Par André Fol, prêtre et ancien responsable de la COTMEC.

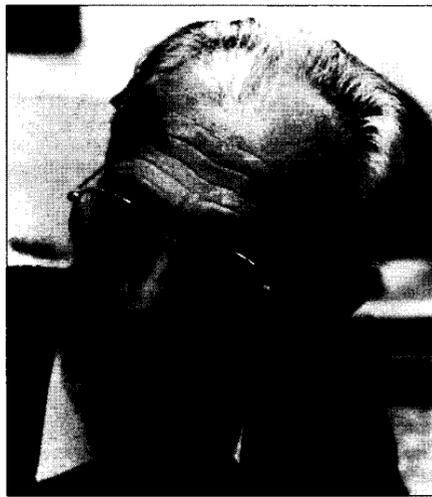
«C'était environ quatre heures...» nous dit l'Evangile de Jean lorsqu'il évoque la rencontre des premiers disciples avec Jésus. Que vient faire, dans un Evangile, ce détail horaire? C'était la meilleure façon pour le rédacteur d'avertir le lecteur: cette rencontre était de celles qu'on n'oublie pas. Sans comparer ce qui n'est pas comparable, dans le même sens, j'ai envie de dire: j'ai rencontré Pierre Dufresne un samedi après-midi et cela a duré des heures.

Le prêtre que j'étais alors, bousculé par la découverte de la question politique dans son ministère, était mal dans sa peau, sachant ce qu'il ne voulait pas, mieux que ce qu'il voulait; conscient de ce qu'il quittait - la vie paroissiale dont il n'était pas fatigué - et voyant mal où il se dirigeait. Et voilà que je rencontrais, en la personne de Pierre, un passionné de justice mais également une personne enracinée dans une foi libre et solide. Des aspirations que je ressentais

comme contradictoires, voilà que quelqu'un les réunissait. A commencé alors avec Pierre Dufresne, une relation chaleureuse, exigeante, essentielle. (D'ailleurs n'est-ce pas dans la fidélité critique qui animait ses fondateurs, que la Cotmec puise son souffle aujourd'hui encore?)

L'amitié met-elle à l'abri des divergences? Sûrement pas. Je crois au contraire qu'elle les autorise sans que l'estime et la reconnaissance en gardent ombrage. A Pierre, je dois d'avoir appris à écrire. Non seulement l'ancien rédacteur de «SOLIDARITÉ DE LA FAMILLE HUMAINE» a rapidement convaincu les membres de la Cotmec de rédiger un bulletin mais encore, avec une patience jamais en défaut, il a relu mes papiers durant des années. Auprès de Pierre, j'ai aussi appris l'ouverture: jamais une rencontre ou une démarche ne lui paraissait inutile, perdue d'avance. A un moment où, dans la fièvre de sa jeunesse, la Commission a pu être tentée par des attitudes intransigeantes, ses invitations à la tolérance étaient précieuses.

Pierre Dufresne: un homme désarmant parce que désarmé,



compagnon attentif et solidaire. D'une qualité d'écoute et d'une présence dans le dialogue inoubliables. Toujours attentif à faire naître quelque chose de premiers balbutiements. Partageant avec humilité ses repères mûris dans la prière et le discernement. Cet homme passionné n'a pourtant jamais rien eu d'un gourou: avec lui je me

sentais provoqué dans ma liberté et ramené à quelque chose d'essentiel en moi. J'ai souvent perçu la même manière de provocation à l'authenticité dans nos décisions à la COTMEC. Tous se souviennent, dans cette commission, d'une des dernières décisions, lourde à prendre, à laquelle il a pris part. C'était une nouvelle fois au sujet du droit d'asile. Nos autorités politiques venaient de concocter une législation de mesures de contraintes à l'endroit des requérants. A la Cotmec, comme dans bien d'autres associations, le débat était vif autour de l'idée d'un référendum contre ces mesures: fallait-il provoquer une votation populaire sur ce sujet au risque d'un plébiscite en faveur de mesures que nous rejetions unanimement?

démuni de stratégie parce qu'habitué de cette confiance qui lui faisait rencontrer les personnes et les problèmes "à mains nues", l'agenda ouvert et la sensibilité à découvert, quelles que soient les secousses qu'il dût en subir jusque dans sa santé.

Puis il y eut, pour cet homme de tout temps exposé, l'expérience de la fragilité dernière. Que dire de cette étape sinon qu'il l'a vécue avec la même "force-fragile", dans la même transparence. Dire aussi le rôle qu'a joué, durant ces longues semaines, Anne-Marie son épouse, ainsi que toute sa famille. Avait-on mesuré jusque là tout ce que Pierre, l'infatigable militant, puisait comme force dans son environnement familial?

"L'utopie est ce qui toujours échoue et toujours réussit". pense qu'on peut en dire autre de la vie de Pierre Dufresne comme de celle de toute personne qui met ses pas dans ceux du Nazaréen. Certes aucun des combats menés ne peut être qualifié de "problème réglé". Mais combien d'hommes et de femmes, au contact de Pierre, auront creusé leur soif d'espérance, de justice, de vérité? Au soir de sa vie, qui peut se souhaiter plus authentique fécondité?

André Fol

Pierre, déjà affaibli par sa maladie, n'avait eu qu'un cri du cœur: «Même si nous sommes minoritaires, nous avons quelque chose de vital à défendre. Personne ne doit pouvoir dire plus tard que nous n'avons rien tenté contre une loi inhumaine». Un cri du cœur, mais aussi de la dignité et du courage! La décision en faveur du référendum a été prise à l'unanimité. Je sais qu'elle a fait l'effet d'une boule de neige dans le milieu de défense du droit d'asile genevois qui était alors très divisé sur cette question.

Ces derniers mois, dans ses paroles arrachées à la douleur ou ses lettres, il trouvait encore le moyen de communiquer tendresse et encouragements. Avec toujours un souffle de liberté. «Il ne faudra jamais oublier que l'Eglise, avec Vatican II, avait ouvert des espaces de liberté dynamisant les artisans de justice». Ce sens de l'ouverture en Eglise aussi, je ne l'oublierai pas. Tout comme la rage d'espérer envers et contre tout. Bien cher Pierre, en ces temps de désenchantement, de raidissement de la pensée et de dilution de l'essentiel, nous continuons à travailler ensemble, sur fond d'éternité.

Dominique Froidevaux

Brésil

# Menaces sur les terres indigènes

**Un bon millier de contestations ont été déposées contre la démarcation de 55 territoires indigènes déjà délimités mais pas encore enregistrés au Brésil. Cette possibilité a été ouverte par le décret 1775 - signé le 8 janvier - qui donnait jusqu'au 8 avril aux autorités locales et aux «autres intéressés» pour réclamer la réduction des superficies reconnues aux Indiens. Après avoir rencontré le Ministre brésilien de la justice, les défenseurs de la cause indigène ne sont pas satisfaits.**

Genève, Bonn, Bruxelles, Londres: le ministre brésilien de la justice, Nelson Jobim effectuait fin mars un tour d'Europe. But: défendre le décret 1775 signé le 8 janvier par le président Cardoso. Portant sur la démarcation des terres indigènes, ce décret a soulevé une vague d'indignation parmi les organisations indiennes et les organisations non gouvernementales (ONG) favorables à la cause indienne. Enjeux de la tournée: l'image de l'administration Cardoso et les dizaines de millions de dollars promis par la communauté internationale - avec en tête l'Allemagne et la Communauté européenne - dans le cadre d'un programme pilote du G7 (les sept pays les plus industrialisés) coordonné par la Banque mondiale. Créé à la suite du sommet de Rio sur la Terre, ce programme a pour but la protection de la forêt tropicale et la reconnaissance effective des droits des Indiens sur leurs terres.

Or le décret 1775 accorde aux Etats (l'équivalent de nos cantons), aux municipalités et

aux «autres intéressés» le droit de contester les délimitations des terres indigènes qui les concernent. Selon M. Jobim, cette nouvelle disposition vise à éviter que le Tribunal Suprême ne déclare inconstitutionnel le processus de démarcation établi en 1991 par le décret 22, car celui-ci ne prévoit aucune voie de recours. Ses opposants non seulement réfutent cette assertion, mais affirment que c'est le nouveau décret qui est contraire à la Constitution de 1988 - plutôt favorable aux droits des peuples indigènes. Ils ont d'ailleurs entrepris des démarches en vue d'obtenir l'annulation du décret 1775.

### Réduire les terres indigènes

Tandis que se déroule la bataille juridique, une autre bataille a lieu sur le terrain. Les autorités locales et les «autres intéressés» avaient jusqu'au 8 avril pour s'opposer aux démarcations qui ne sont pas encore définitivement enregistrées. Un bon millier de contestations, portant sur 55 territoires indigènes, ont été déposées à la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) par des entreprises forestières, minières ou agricoles et par des Etats ou des municipalités. La FUNAI a créé un groupe d'anthropologues et d'avocats qui dispose de 60 jours pour étudier ces cas, la décision finale appartenant au Ministère de la justice. Sollicité de participer à ce groupe, le CIMI (Conseil indigéniste missionnaire de l'Eglise catholique) a sèchement refusé, considérant ce processus «vicié du commencement à la fin».

Ce n'est pas tout. La démarcation des territoires indigènes restant à identifier ou en cours d'identification pourra également être contestée et, selon le CIMI, risque même de ne pas aboutir. «Le plus grave, c'est que ces demandes de réduction des terres indigènes seront jugées par le



Images oubliées de la conquête? Les assassinats et menaces de morts à l'encontre des Indiens restent aujourd'hui choses trop courantes. Amnesty a souvent dénoncé l'impunité dont jouissent au Brésil les auteurs de tels actes. Une claire démarcation des territoires indiens serait la meilleure des garanties dans le contexte actuel

ministre de la justice, Nelson Jobim», relève la CAPOIB, organisme faitier d'un nombre important d'organisations indigènes. Or, ajoute la CAPOIB, M. Jobim est connu pour défendre les intérêts des adversaires des Indiens.

De plus, selon la CAPOIB, le décret 1775 a donné un nouvel élan aux envahisseurs des terres indigènes qui «se sentent protégés par le gouvernement fédéral». De janvier à mars, des chercheurs d'or, des exploitants forestiers ou des colons ont pénétré dans 13 territoires indiens. Dans certaines régions, les démarcations en cours ont été paralysées par ces invasions. Les conflits se sont aggravés et les menaces de mort contre les leaders indigènes se sont généralisées, relève encore la CAPOIB.

### Symbole: un squelette

Du 24 au 28 mars, la CAPOIB a réuni à Brasilia plus de 300 leaders représentant 78 peuples indigènes de toutes les régions du pays pour appuyer sa demande de révocation du décret 1775. Ils ont remis à l'intention du président Cardoso un tableau représentant un squelette, «symbole de la politique indigéniste du gouvernement brésilien». A Genève, lors d'une rencontre avec des ONG, le ministre Jobim a montré son peu de considération pour

la CAPOIB, disant que celle-ci «a la capacité de discuter d'une manière émotionnelle, mais pas rationnelle». Cependant, les organisations indigènes - qui ont fait de gros progrès au cours de ces dernières années - sont loin d'être isolées. Pour ne citer que cet exemple, la Conférence des évêques du Brésil a réclamé la révision du décret 1775 pour «empêcher les abus commis en son nom».

Le gouvernement brésilien accorde sans doute plus d'importance aux réactions de l'extérieur sur un sujet particulièrement sensible. D'où la tournée du Ministre de la justice. Le Parlement européen a condamné l'attitude du Brésil et suggéré que soient suspendues les aides destinées à la démarcation des terres indigènes (la CAPOIB a effectué des démarches dans le même sens auprès de la Banque mondiale et des donateurs). On peut d'ailleurs s'étonner qu'un pays aussi riche ment doté que le Brésil sollicite une aide étrangère pour une opération relativement peu coûteuse...

### La suite de 500 ans de génocide

Une note du Ministère de la justice distribuée lors de la visite de M. Jobim souligne que le Brésil est en voie de s'insérer

s'acheter tout ce que le marché offre, avoir chez elles des piscines à l'eau minérale ou encore s'offrir souvent des vacances dans les lieux touristiques les plus raffinés.

La citoyenneté exige plus que ce simple raccommodage, ce dépannage, même si le raccommodage et le dépannage s'imposent comme une urgence dans les situations tragiques dans lesquelles nous vivons.

Nous savons biens, depuis très longtemps, que la charge de nourrir la famille, surtout les enfants et les vieillards, est une tâche féminine. On dit souvent en Amérique latine que les femmes font chaque jour "le miracle de la multiplication des pains" parce qu'elles sont toujours en quête d'un moyen de nourrir leurs enfants. Et maintenant que les cantines populaires sont en marche, éventuellement avec l'aide du "premier tiers du monde", maintenant que des centres de santé populaire reçoivent de l'aide de quelques organisations non gouvernementales, alors que cependant, le choix politique laissé aux pauvres est de plus en plus minime, on commence à parler de la citoyenneté des femmes?

Ne s'agit-il pas d'un discours piégé pour nous faire croire que quelque chose a changé dans la structure d'oppression de nos pays? Ne serait-ce pas une tentative voilée de récupération des femmes par le système néo-libéral, pour pouvoir continuer le même système d'oppression? Certains diront que, tout de même, il y a du bon et du bien qui se font et qu'il faut maintenir l'espérance des gens. Oui, il y a du bon et

du bien qui se réalisent; oui il faut maintenir l'espérance des gens. Mais l'espérance ne résiste pas longtemps au mensonge institutionnel; pour aider à vivre, l'espérance doit se baser sur quelque chose de plus ou moins solide. Rendre compte de notre espérance, c'est rendre compte de ce que nous sommes en train de faire avec nos soeurs et nos frères.

N'oublions pas les femmes victimes de violence et de viol dans les guerres du Rwanda, de Bosnie, en Haïti... N'oublions pas l'oppression des femmes indigènes de tant de pays d'Amérique latine. N'oublions pas la forme particulière de racisme que subissent les femmes d'origine africaine en Amérique latine. Comment la citoyenneté de tant de femmes est-elle vécue et respectée?

Mes questions critiques veulent partager mes soupçons par rapport à des positions qui s'avèrent parfois théoriques ou ambiguës. Elles veulent seulement dire quelque chose de différent à partir de ce que mes yeux voient et de ce que mes sens touchent...

Je crois qu'il y a, malgré la pauvreté, la misère et l'instrumentalisation, quelque chose de nouveau qui est en train de naître parmi les femmes des "deux tiers du monde". Je crois qu'il y a de plus en plus, à l'intérieur même de ce monde domestique, de ce monde de lutte pour la vie quotidienne, un fil de conscience, de liberté et de dignité, de redécouverte de la valeur de soi-même et de reconnaissance de notre rôle historique. Mais tout ceci est mélangé dans la vie et paradoxal comme elle. Quand les analystes croient avoir trouvé le "fil conducteur" de leur analyse, le "secret caché" des femmes, ils le perdent et il est ailleurs...

Tout ceci pour dire que nos analyses sont toujours relatives aux situations et aux différents groupes et que la lutte des femmes pour plus de dignité est comme le ferment dans la pâte: il est partout et on ne peut plus l'isoler dès lors qu'il est mélangé.

Ivone Gebara

Ce texte est tiré d'un numéro spécial de la revue belge «Espérance des Pauvres, Espérance des peuples», consacré aux femmes du Sud (n° 356, février 1996). Il est possible de le commander au 0032 2 770 96 51 (tél.-fax).



**«Je crois qu'il y a, malgré la pauvreté, la misère et l'instrumentalisation, quelque chose de nouveau qui est en train de naître parmi les femmes des "deux tiers du monde"».**

# Femmes du Sud

Ivone Gebara

Editorial

La nouvelle donne de la théologie de la libération en Amérique latine est marquée par la prise de parole des femmes. Mais ce n'est pas chose aisée. Le cas d'Ivone Gebara est à ce titre exemplaire. Cette théologienne brésilienne est d'abord une femme de terrain: ayant vécu 20 années dans un quartier marginal de Recife, elle est engagée dans un travail de réflexion et d'action avec de nombreux groupes de femmes des quartiers ouvriers, avec des syndicalistes, des communautés de base, des congrégations religieuses. Son travail se veut un accompagnement auprès de femmes et d'hommes qui cherchent à prendre conscience de leur être et à se lever ensemble pour une vie digne. Il jouit de l'appui de nombreux évêques au Brésil.

Sa réflexion est enracinée dans cette expérience. Elle a donc été amenée à développer sa position sur des sujets "à risque" pour une théologienne catholique, comme l'avortement, réel problème dans les milieux défavorisés. La réduction de ses propos à quelques slogans dans la presse brésilienne l'a projetée subitement, en 1993, dans le collimateur de certains services de la curie romaine. Ivone Gebara a eu, depuis, l'occasion de préciser sa pensée qui rejoint celle de beaucoup de théologiennes et de théologiens. Plusieurs évêques lui ont réitéré leur soutien. Mais la machine était embrayée: on s'est intéressé à d'autres détails de sa pensée. Et, pour certains milieux conservateurs, sa parole est devenue suspecte. Une parole nouvelle, dérangeante, engagée auprès des opprimés et, de surcroît, une parole de femme... Pensez donc! Ivone Gebara se trouve aujourd'hui en Europe où elle a été cordialement invitée à se retremper aux sources de l'orthodoxie doctrinale. Nous espérons que ce n'est pas pour la réduire au silence, sans dialogue.

En donnant la parole à Ivone Gebara dans ce numéro, notre propos n'est pas d'entretenir une polémique, mais bien de laisser une porte ouverte au débat. Et d'offrir à nos lecteurs la possibilité de découvrir une pensée qui ne devrait pas être appréhendée à partir de préjugés. Aussi avons-nous demandé à une théologienne, Danièle de Rivaz, de nous présenter certains traits de la pensée de sa consœur brésilienne, sous la forme d'un dialogue respectueux entre femmes, dans le respect également des exigences propres à leur discipline. Le débat sur l'avortement sera bientôt à nouveau sur le devant de la scène au Parlement de la Confédération helvétique. C'est donc à partir de ce point d'actualité que Danièle de Rivaz a choisi de tracer quelques pistes.

La seconde partie de ce supplément reprend un texte d'Ivone Gebara publié récemment par nos amis de la revue belge «Espérance des pauvres, espérance des peuples» avec qui nous faisons régulièrement des échanges. Il aborde la question de la citoyenneté des femmes d'une manière originale, à partir du point de vue des femmes du Sud. Davantage qu'un discours théologique, son texte est une parole de femme et ses question se veulent une ouverture pour aller à la rencontre de l'autre.

Dominique Froidevaux

Sommaire:

Ivone Gebara et le débat sur l'avortement au Brésil.  
Par Danièle de Rivaz

Vous avez dit:  
«Citoyennes comme les autres»?  
Le caractère ambigu de la citoyenneté des femmes dans les «deux tiers» du monde.  
Par Ivone Gebara



## Ivone Gebara et le débat sur l'avortement au Brésil

Par Danièle de Rivaz, théologienne (France)

Au moment du débat sur la légalisation de l'avortement au Brésil, en octobre 1993, la revue Vegas a publié, sous le titre "l'avortement n'est plus un péché", une interview de la théologienne Ivone Gebara, donnant sa position sur le sujet. Celle-ci a aussitôt rectifié; elle n'est pas pour l'avortement. La légalisation de celui-ci n'est "ni bonne, ni innocente." Si Ivone Gebara prend position en faveur de celle-ci, c'est comme "forme de la diminution de la violence contre la vie. (1)"

Il me semble que le noeud du débat gît dans ce glissement significatif. N'y a-t-il pas en effet des lois humaines, médiatrices entre les hommes, en un temps, et dans la réalité d'une société, et, pour le croyant, une parole qu'il reconnaît comme venant de Dieu, qui trace le chemin pour réaliser notre vocation, devenir un véritable

humain? Loi humaine et parole de Dieu ne peuvent coïncider; la parole de Dieu ne se réduit pas à un projet humain, l'utiliser en ce sens serait aboutir à une théocratie, asservissement de l'homme au nom de Dieu. Elles ne peuvent, non plus, s'ignorer; les réalités, souvent dures, que nous avons à vivre, provoquent le croyant à des interprétations toujours renouvelées de la parole, de même que celle-ci remet sans cesse en cause son être avec les autres.

La réalité rencontrée par Ivone Gebara, ce sont les femmes pauvres du Brésil. Contraintes d'avorter, le plus souvent par difficulté économique, et dont 10% meurent. Elle prend leur défense au nom d'une conviction théologique, ancrée dans sa vision de Dieu. Dans un article de "Concilium" (2), Ivone Gebara récuse l'idée d'un Dieu autoritaire et tout puissant, issue d'une conception patriarcale d'un père régissant sa famille de façon hiérarchique. Son Dieu est "soufflé de vie, énergie qui refuse d'être mise en boîte." Il permet la créativité humaine. L'instance critique historique qui juge si cette créativité est liée "à la restauration de la vie et l'avènement de la justice" est le pauvre.

### Dignité du pauvre

En effet, déjà l'Ancien Testament ne cesse de renvoyer à la relation à l'étranger, à la veuve, à l'orphelin. La Bonne Nouvelle de l'Évangile est pour le pauvre. (Lc 4, 18) C'est donc au nom de la solidarité évangélique et de la dignité du pauvre qu'Ivone Gebara se prononce en faveur de la légalisation de l'avortement. On pourra lui objecter que celle-ci est réponse par la violence à une autre violence. Anticipant cette objection, elle se refuse à réduire la défense de l'innocent à celle du seul fœtus; des populations entières sont massacrées tous les jours, du fait de la guerre, des processus économiques et politiques. Pour elle, la responsabilité de la violence, y compris celle de l'avortement est collective. Il s'agit de l'homme tout d'abord, concerné autant que la femme dans la responsabilité d'enfant. Il s'agit de la société, incapable de créer des conditions de vie acceptables. Pour Ivone Gebara, la société toute entière est abortive, on ne peut faire porter aux seules femmes la culpabilité.

En tant que femme, mais ce point de vue est partagé aussi par de nombreux hommes, on ne peut que rencontrer la conception de Dieu d'Ivone Gebara, un Dieu qui ouvre à la liberté et à la responsabilité. On ne peut qu'adhérer aussi à son respect de la douleur et de la dignité des femmes en détresse, non en tant qu'acte de charité, mais comme point critique de notre être de chrétiens. Sur l'essentiel, ma position rencontrerait la sienne, avec quelques nuances.

### Notre contexte est différent

Notre contexte, d'abord, est différent. Nos conditions économiques ne peuvent se comparer à celles du Brésil, même si les conditions précaires de vie vont chez nous en s'aggravant. Nombre d'avortements résultent, néanmoins, d'une simple convenance personnelle.

### Accentuer la dénonciation du drame que constitue cette pratique

Il me semble qu'en assumant la légalisation de l'avortement, on peut et on doit, libéré de toute accusation de violence à l'égard de situations que nous n'avons pas à vivre, accentuer la dénonciation du drame que constitue cette pratique. Pour une société, c'est un aveu d'échec de devoir se prononcer pour cette légalisation, elle doit, néanmoins assumer cet échec. Mais, il faut garder à l'esprit que tout avortement, quelle que soit la façon dont il est pratiqué, est vécu comme "une agression subie par la femme dans sa propre vie... du fait de l'offense faite à l'autre." Tels sont les termes utilisés par la psychanalyste M. Balmory, relatant son expérience issue de la rencontre de femmes ayant avorté. La femme est liée à l'espoir d'enfant, à la vie qui grandit en elle. Pour la psychanalyste, "même si on ne peut toujours éviter que du malheur soit commis, il faut garder la conscience de cette peine." Avorter est un mal, d'autant plus grand qu'on refuse de se l'avouer.

La loi humaine qui assume un mal qu'elle ne sait éviter ne peut pas coïncider avec la Parole de Dieu, selon le principe posé en début de cet article. Mais Celle-ci provoque le croyant en tout ce qui concerne la vie avec ses frères. Cette Parole est Quelqu'un, parole venue dans la chair, "donnée

pour que le monde ait la vie." (Jn, 6-51). Jésus a donné sa vie pour que, libérée d'une loi qui opprime, l'offrande de notre vie puisse prendre, à son tour, sa dimension d'amour.

### L'appel à «naître d'en haut»

Suivant son appel, Ivone Gebara prend parti, face à la détresse des femmes de son pays. Néanmoins, dans certains de ses textes, elle paraît minimiser le fait que le Jésus de l'Histoire, effectuant l'oeuvre de Dieu, fasse toujours référence à un Autre. La Transcendance ne se situe pas parmi les hommes, dans la relation entre eux et avec l'Univers, comme le laisseraient entendre ces textes, rencontrant par là certaines tendances du "Nouvel Age". Celui qu'on peut considérer, avec Ivone Gebara comme "Souffle, Energie" fonde l'humain sans jamais se confondre avec lui. Cette fondation de l'humain concerne la vie, notre vie physique d'abord, qui nous est donnée. Elle concerne l'appel à "naître d'en haut" (Jn, 3-3), qui nous est adressé pour que notre vie physique prenne sa véritable dimension humaine, - se donner - dans la dynamique de l'Esprit.

C'est un chemin de conversion, à réinventer jour après jour, qui ne coïncide jamais avec aucun projet humain. Si c'était le cas celui-ci courrait le risque de devenir totalitaire, en se réclamant d'un Absolu.

Cette provocation à la conversion permettrait de dépasser, semble-t-il, les deux figures caricaturales du débat sur l'avortement. L'une, enchaînée devant une clinique, dont elle obstrue l'accès, l'autre, affichant qu'elle est seule maîtresse de son corps. Dans la Foi, nous ne devons renoncer, ni à la Charité, ni à l'Espérance.

Danièle de Rivaz

(1) Article: *La légalisation de l'avortement, vue depuis le kaléidoscope social*, Pernambuco, octobre 1993.

(2) "Concilium", revue théologique. article; *option pour la femme pauvre*, no 154, octobre 1987.

(3) M. Balmory: *La divine origine*, Paris, Grasset, 1993, p. 174 s.

(4) Article, *Le visage de la transcendance, comme défi à la lecture de la bible en Amérique latine*, décembre 1991.

# Vous avez dit : « Citoyennes comme les autres » ?

## Le caractère ambigu de la citoyenneté des femmes dans « les deux tiers » du monde

Par Ivone Gebara, théologienne (Brésil)

Depuis un certain temps, on parle dans "les deux tiers du monde" de la citoyenneté des femmes. Et quand on demande de quelle citoyenneté il s'agit, nous cite surtout l'exemple des différents groupes de femmes qui s'organisent pour un centre d'accueil pour enfants des rues, pour un centre communautaire, pour un atelier d'artisanat, pour pratiquer la médecine alternative, utilisant des herbes, etc.

On pourrait même se demander s'il y a de la nouveauté dans ce genre d'activités, car on sait bien que ce type de travail a toujours été le lot des femmes et spécialement des femmes pauvres. Pourquoi commence-t-on maintenant à dire que ces activités ont quelque chose à voir avec l'accès à la citoyenneté? Y aurait-il de nouvelles analyses politiques reconnaissant la lutte pour la survie comme une lutte pour la citoyenneté? Les détenteurs du pouvoir ont-ils intérêt à faire cette reconnaissance "formelle" mais publique de la lutte des femmes, leur octroyant, par ce moyen, leur droit à la citoyenneté? Mais de quelle citoyenneté s'agit-il? Qui l'a établi? Quels droits et devoirs réels donne-t-elle aux femmes qui y accèdent?

Même si je reconnais la valeur de toutes ces initiatives des femmes des différents coins du monde, je soupçonne souvent que l'analyse de cette situation ou son interprétation cache une situation tragique à laquelle on a peur de faire face. Cela montre aussi, me semble-t-il, le caractère illusoire que certaines analyses introduisent, finissant ainsi, peut-être sans le vouloir, par faire le jeu du système économique établi. Je suis assez partagée devant cette situation et, à la limite, je serais



tentée de faire une analyse plus critique de ce genre de "citoyenneté".

Il faudrait distinguer tout d'abord quelque chose que j'appelle un droit biologique-social à manger, à boire, à s'habiller, à se loger, à bien soigner sa santé. Or les femmes pauvres et les pauvres tout court n'ont pas accès à ce droit à un minimum biologique. La citoyenneté entendue comme le droit des citoyens et citoyennes à "manger et à boire" n'est que la confirmation d'un droit biologique plus qu'élémentaire; cette acception nous situe à l'intérieur même d'une différence dans la compréhension du droit et de la citoyenneté: Il y a donc des personnes considérées comme des "citoyennes" parce qu'elles arrivent à donner à manger à leurs enfants, tandis que d'autres sont "citoyennes" parce qu'elles peuvent exercer leurs choix politiques, étudier, avoir des loisirs...

**« Il y a donc des personnes considérées comme des "citoyennes" parce qu'elles arrivent à donner à manger à leurs enfants, tandis que d'autres sont "citoyennes" parce qu'elles peuvent exercer leurs choix politiques, étudier, avoir des loisirs... »**

## Photos de couleurs

Les agences de presse du Nord ont pour habitude de dépêcher leurs propres photo-reporters pour couvrir tout événement, même lorsque celui-ci se déroule dans l'autre hémisphère. Le preneur d'image est alors fortement tenté d'impressionner sa pellicule de ce qu'il avait prévu de voir! La photographie reflétera ainsi une vision misérabiliste ou événementielle... En d'autres termes un «développement tiré du négatif!»

Tout autre peut être le regard du témoin indigène. Pour s'en convaincre il n'est que de se précipiter au Grütli à Genève où 13 photographes africains exposent leurs prises de vue (Afrique et démocratie jusqu'au 7 juin). On y découvre des instantanés noir et blanc, pris à hauteur de femme et d'homme, et qui traduisent les couleurs du quotidien, de la lutte et de la fête africaine.

### Le bottin des photographes du Sud existe désormais...

Dans ce même ordre d'idées les professionnels de l'information comme les associations Nord-Sud se réjouiront de la création d'un répertoire qui offre les coordonnées de 190 associations et photographes indépendants du Sud. «**TAKING A DIFFERENT PERSPECTIVE**» est publié par l'association pour l'éducation au développement (DEA) au Royaume-Uni. Dommage que ce répertoire se limite aux pays anglophones. C'est toutefois un moyen d'entrer en contact avec des correspondants qui vivent la réalité du pays qui nous intéresse et qui n'en ont, de ce fait, qu'une pellicule plus sensible. ■

Roland Pasquier

Pour passer commande de «**TAKING A DIFFERENT PERSPECTIVE**» ou établir un simple contact: DEA / Local photographers in the South 29-31 Cowper street Londres EC2A 4AP Tél: +44 171 490 8108 Fax: +44 171 490 8123

EXPO PHOTO AFRIQUE ET DÉMOCRATIE Maison des Arts du Grütli Rue Gal Dufour, 16 / Genève Jusqu'au 7 juin.

## 155 SOS RACISME

### Formation de téléphonistes bénévoles

Le 155 SOS Racisme, ligne d'appel gratuite (no d'appel: 155 44 43) pour les victimes et témoins d'actes et de propos racistes, est un lieu d'écoute, de défense des droits, de médiation, d'information, de recherche...

Le 155 SOS Racisme, qui bénéficie du soutien de nombreux organismes et personnalités, dont Mme Ruth Dreyfuss, Conseillère fédérale, offre une permanence téléphonique gratuite 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Pour toutes les personnes qui seraient intéressées à devenir téléphonistes bénévoles (à raison de deux heures par semaine pendant six mois au moins), le 155 offre une session de formation les vendredi 7 juin, dès 15h00 et samedi 8 juin jusqu'à 17h00. Pour tout renseignement supplémentaire, prière s'adresser à Karl Grünberg ou Anne-Catherine Salberg (022 320 78 11).

ACPR

Tel est le nouveau sigle adopté par l'Association romande contre le racisme

### Campagne pour la paix

«**La paix véritable exige un regard différent, une approche interdisciplinaire**»  
C'est fortes de cette conviction que trois organisations féminines (Fédération des femmes protestantes, Femmes pour la paix, Ligue suisse de femmes catholiques) ont décidé de créer un fonds pour la paix. Après avoir financé de nombreux petits projets, cette campagne ouvre un poste de chercheuse pour la paix, en collaboration avec la Fondation suisse pour la paix.

En tenant compte des recherches existantes, cette nouvelle responsable de recherche s'attaquera aux thèmes majeurs de la prévention et de la réduction de la violence. La place de la femme dans l'étude est prépondérante surtout dans la partie devant analyser les conséquences de la violence sous ses différentes formes. Priorité est donnée à l'analyse de la violence découlant des structures sociales, culturelles, religieuses et politiques. La campagne pour la paix s'est engagée à financer ce poste pendant quatre ans.

Pour vos contributions: Fonds pour la paix, case postale 2803, 1002 Lausanne. CCP 10-14986-6

#### Contact et information:

-Fédération suisse des femmes protestantes, FSFP, Winterthurestr. 60, 8006 Zurich  
-Femmes pour la paix, FPP, Mülhuserstrasse 113, 4056 Bâle  
-Ligue suisse de femmes catholiques, SKF, case postale 7854, 6000 Lucerne 7

### Daniel Viglietti en concert à Fribourg

«**Je veux rompre la vie, combien je voudrais la changer...**»  
Daniel Viglietti

Daniel Viglietti est né en 1939 à Montevideo (Uruguay). Il est musicien-compositeur. Il chante avec modestie, sincérité, joie, douleur, espoir et passion, l'univers latino-américain.

En 1972, les militaires uruguayens veulent emprisonner sa voix, mais une grande mobilisation du peuple et le soutien de personnalités internationales, dont Sartre, réussissent à le sortir de prison. Cependant, il se voit contraint de quitter son pays pour l'exil.

Aujourd'hui, il vit à nouveau en Uruguay. Son message fait de poésie et de musique attire toujours les foules: des jeunes et moins jeunes, une vraie mosaïque de tranches d'âge, s'empressent pour avoir le privilège de l'écouter.

Vendredi 14 juin à 20h00, au FRI-SON, Fonderie 13 / Fribourg  
Tél. 037 / 243 625 (D. Viglietti est produit par Latino-Son)

JAB  
1231 Conches  
Changement d'adresse  
16, bd du Pont-d'Arve  
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve - 1205 Genève -  
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel

Abonnement: Fr. 15.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Imprimerie: REPROFFSET

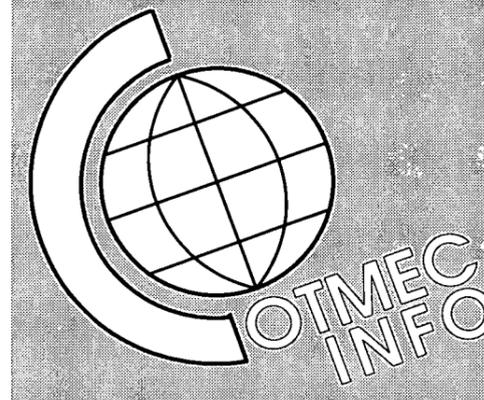
#### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître «Cotmec-info» autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges.

Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel: Fr 15.-

N° 185 - mai 1996



Mini-dossier  
Tourisme et dictature  
en Birmanie

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

#### Billet évangélique

### La vérité vous rendra libres...

J'ai encore en mémoire les propos tonifiants de Laurien et de Modeste en faveur de la réconciliation des Rwandais. Et leur insistance à exiger des partenaires du conflit, un dialogue fondé sur la vérité. Il n'y a pas de paix possible sans une reconnaissance préalable -un aveu- des torts commis par les uns et les autres.

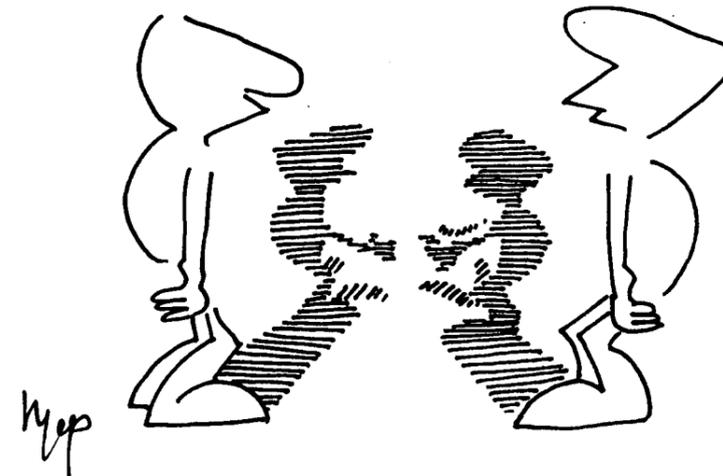
Un film américain vient d'illustrer magnifiquement cette démarche. Tim Robbins met en scène dans la dernière marche les derniers jours d'un homme condamné à mort pour viol et assassinat. Enfermé dans sa révolte contre une société qui exige sa vie pour lui faire payer ses crimes, le condamné crie d'abord son innocence sous un déluge d'injures et des propos racistes. Murés eux aussi dans leur souffrance, voici les parents des victimes qui n'aspirent qu'à la vengeance publique. Ils auront le triste privilège d'assister à l'exécution du meurtrier de leurs enfants. Telles sont les données du problème: On s'appête à tuer un homme parce qu'il a tué lui-même. Application brutale de la loi du talion, sans miséricorde ni pardon.

Mais voici qu'intervient pour interrompre cette logique impitoyable une "bonne soeur". Rien ne la prépare à jouer ce rôle de l'accompagnante du condamné. L'aumônier de la prison, engoncé dans son col romain, fait partie du système et sera récusé. Au dernier moment, il n'esquissera qu'un formel signe de croix en guise d'absolution. La religieuse elle, à force de dialogue, de présence et d'amour obtiendra du condamné qu'il reconnaisse son crime jusque-là toujours nié et qu'il présente une demande de pardon aux parents. Cette démarche équivaut pour lui à une libération intérieure. Il peut mourir en homme libre et responsable. La vérité l'a rendu libre.

Comment réagissent les parents? Deux s'enferment dans le refus et n'acceptent pas le pardon. Un seul fait une démarche positive: il prendra part à l'enterrement du meurtrier. Lui aussi trouve la liberté et réapprend à vivre.

J'aimerais que les peuples ou les ethnies en conflit se souviennent de cette démarche: Il n'y a pas de réconciliation possible sur un fond d'oubli ou alors de mensonge et d'hypocrisie. On ne réconcilie les mémoires que si l'on commence par reconnaître ses torts, en vérité. Puis vient le pardon. Le refuser, c'est aussi refuser de s'ouvrir à l'avenir et de construire la fraternité. La vengeance n'a jamais rien résolu. "La vérité vous rendra libre", dit Jésus. Un message de grande portée politique et spirituelle. Il n'y a pas que le Rwanda qui pourrait en faire son profit. ■

Guy Musy



«Temps de crise  
Temps de croire»  
Un témoignage d'André Fol

危  
機

Ces deux idéogrammes chinois figurent sur la couverture du livre d'André Fol:

l'un signifie «risque» et l'autre «chance». Ensemble, ils expriment le concept de crise.

Impossible de vous résumer le livre d'André. Il ne faut pas le déflorer. Il faut le lire. Le lire comme un témoignage d'amitié. De fraternité humaine partagée dans une profonde intimité.

André Fol, qui fut longtemps rédacteur responsable de Cotmec-info, se bat depuis plusieurs années avec un cancer. Souvent secret sur son monde intérieur, il a ouvert son carnet de bord à quelques amis. Ceux-ci l'ont encouragé à publier ce récit. Au coeur de cette expérience très personnelle, bouleversante, émergent en effet des questions et des ouvertures qui nous parlent à tous. Georges Haldas le souligne dans sa remarquable préface: «S'il est vrai qu'à travers les épreuves qui ont été les siennes, et continuent, hélas, de l'être, André Fol a toujours témoigné de ce que je préfère nommer sa confiance plutôt que sa foi (qui fait cléricale déjà) en la Source, on peut dire qu'il en va de même pour nous en cette fin de siècle. La confusion meurtrière dans laquelle, avec une accélération croissante, se trouve plongé notre monde, a au moins un avantage: celui, dans le débousolement général, de nous contraindre à aller à l'essentiel. Retrouver un sens. A la vie. A nos vies». ■

Dominique Froidevaux

«Temps de crise, temps de croire»  
Editions Saint Augustin, 1996  
(CH-1890 Saint-Maurice)

## Les mines antipersonnel tueront désormais de manière «intelligente»



Genève, mai 1996. Après deux semaines de négociations, les représentants des Etats à la Conférence des Nations Unies sur la limitation des armes classiques se sont contentés de demi-mesures: seules les mines dites «intelligentes» (c'est à dire détectables et autodestructibles) seront autorisées dès 2006.

Cri de révolte du côté des opposants à cette technologie meurtrière: «Comment est-il possible de poser sa signature au bas d'un texte qui autorise et justifie l'existence, la fabrication et l'utilisation d'un type, même sophistiqué, de mines antipersonnel? La vie fauchée d'un enfant n'a que faire de la technologie de l'engin sur lequel il a posé le pied». C'est ce que déclarait notre collègue Elisabeth Reusse-Decrey, coordonnatrice de la campagne suisse contre les mines.

Pourtant, la cause de l'interdiction totale avance dans l'opinion publique. Des organisations humanitaires aux collectivités publiques, des Eglises aux Organisations Non Gouvernementales de toutes sortes, un large front cohérent s'est dressé contre les mines. Aussi peut-on parler de trahison des représentants des Etats. En particulier de ceux qui étaient mandatés par les 34 pays qui ont opté pour une interdiction totale dans leurs lois: ils se sont montrés très discrets dans les négociations. Nos diplomates suisses eux-mêmes ont été en dessous de tout, alors que la législation qui doit encore être ratifiée en juin par notre Conseil des Etats est parmi les plus progressistes en la matière et devrait les inciter à davantage de courage et de détermination dans ce combat. La campagne contre les mines devra encore renforcer sa pression. Nous vous tiendrons au courant des prochaines orientations de son comité. ■

Dominique Froidevaux

Campagne suisse contre les mines: tél. 077 26 24 30

En marge de notre mini-dossier (ci-contre, p.3)

## Les Eglises birmanes sous surveillance rapprochée

Ce sont des marchands portugais qui ont installé le christianisme au XVI et XVIIe siècles en Birmanie. Un religieux barnabite vint dans ce pays en 1711, puis des prêtres des Missions étrangères de Paris, au milieu du XIXe. Au début de ce siècle, d'autres instituts missionnaires sont venus apporter l'Evangile, créant écoles, dispensaires, léproseries, orphelinats et pensionnats. Pendant la seconde guerre mondiale et l'occupation par les Japonais, les missionnaires étrangers ont été conduits dans des camps d'internement en Inde. Au retour, ils trouvèrent les églises bombardées, les oeuvres détruites, les chrétiens dispersés.

### Indépendance

En 1948, la Birmanie gagna son indépendance vis-à-vis des Britanniques. Elle devint un pays démocratique. Mais à la suite de l'assassinat du général Aung San, U Nu devint premier ministre et déclara le bouddhisme religion

de l'Etat. La colère gronda et l'armée ramena le calme en prenant le pouvoir. Un coup d'Etat fit du général Ne Win le chef unique du pays. C'était en 1962. La Birmanie devint une république socialiste. En 1965, Ne Win nationalisa toutes les écoles du pays et décréta que l'enseignement serait intégralement affaire de l'Etat. En 1966, tous les missionnaires étrangers reçurent l'ordre de quitter le pays. L'Eglise dû partir à zéro. Au bout de dix ans, de 1965 à 1975, elle se révélait dynamique, prête à aller de l'avant.

### Enseignement interdit

Aujourd'hui, l'enseignement par des religieux, livres et périodiques religieux sont interdits (les diocèses doivent ronéotyper tous les textes). Mais la concurrence est grande avec l'Etat qui se sert de l'école, de la radio et la télévision pour exalter le socialisme ou propager la religion de l'Etat, le bouddhisme. Il n'y a qu'un

grand séminaire, à Rangoon, où chaque année plus d'une centaine d'élèves poursuivent leurs études. Il existe un séminaire à Maymyo au nord du pays (pour la philosophie) et quelques petits séminaires dans certains diocèses. Les vocations sont nombreuses. Et les prêtres et religieux ont profité de l'allègement de la réglementation des voyages à l'étranger, pour aller se former. La participation des laïcs s'accroît.

### Absence de liberté

Mais les Eglises, qu'elles soient catholique ou protestante, ne sont pas entièrement libres. Leur manque de moyens financiers, les difficultés de transport et de communication entravent leur apostolat ainsi que les multiples tracasseries de la part de l'Etat.

Marie-Thérèse Bouchardy

## Afrique du Sud... est-ce encore notre affaire?

**L'apartheid est abandonné, la constitution votée, la démocratie fonctionnelle... Avons-nous encore une responsabilité à l'égard du peuple d'Afrique du Sud? Quelques oeuvres d'entraide se sont posées la question et ont demandé à Mascha Madörin, économiste, de faire une étude. Sa réponse est un OUI très clair.**

Pourquoi? En vrac, des éléments d'analyse: la Suisse est un des pays qui a permis de contourner les sanctions, les investissements sud-africains en Suisse sont alors passés de 40 millions à 5,2 milliards; la Suisse fut la plaque tournante du commerce extérieur de l'Afrique du Sud. Et aujourd'hui, les pouvoirs économiques de notre pays jouent-ils en faveur de la démocratisation économique? La tentation de la dérégulation sévit-elle aussi là-bas? Les ONG doivent-elles favoriser la création d'un secteur informel? Savons-nous vraiment quel a été le rôle de la Suisse, quelle est la véritable histoire des relations Suisse-Afrique du Sud? Ces quelques questions - choisies arbitrairement dans une étude bien documentée - démontrent que le partenariat Suisse-Afrique du Sud mérite une réflexion en

profondeur. Vous trouverez dans la brochure des pistes d'action pour les groupes qui voudraient continuer à soutenir la démocratie en Afrique du Sud et contribuer à l'établissement de nouvelles relations politico-économiques entre nos deux pays. Nous n'avons pas le pouvoir de décision, mais nous avons la force de notre réflexion, de nos convictions, de notre engagement. Le passé récent de l'Afrique du Sud apporte la preuve que cela n'est pas négligeable. Pour enrichir et compléter notre

connaissance de la réalité sud-africaine, la lecture de Vivant univers N 421 consacré au "pays de tous les possibles" est vivement conseillée. Le meilleur pourrait advenir, mais le pire guette. L'analyse lucide et l'engagement résolu des femmes et des hommes de bonne volonté - chrétiens compris - sur place et ailleurs dans le monde, permettra de démontrer que le pire n'est qu'une fatalité. ■

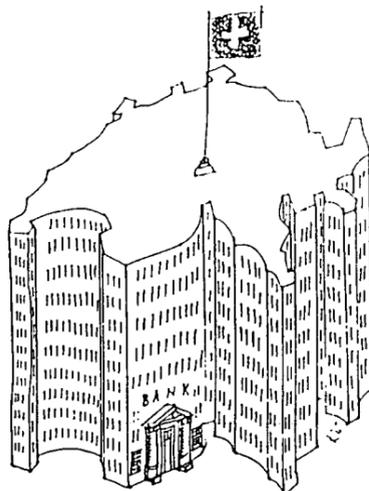
Maryse Durer

### A lire:

□ M. Madörin: **L'Afrique du Sud, le marché mondial et la Suisse. Les relations économiques Suisse-Afrique du Sud dans les années '70** A commander à Pain pour le Prochain, Boisy 3 1004 Lausanne.

□ Groupe Eglises-Nouvelle Afrique du Sud: **Nouvelles d'Afrique du Sud** Au sommaire du dernier numéro, notamment: Comment l'Afrique du Sud assume-t-elle son passé? Relations économiques Suisse-Afrique du Sud. Disponible à notre secrétariat (022 329 26 81)

□ **Vivant Univers no 421.** Un excellent numéro sur le tournant historique de la fin de l'apartheid et les défis actuels en Afrique du Sud. A commander au tél. 037 24 19 77.



# Tourisme et dictature en Birmanie

**1996, grande année du tourisme en Birmanie... On attend quelque 250'000 touristes! Et le SLORC, la junte militaire au pouvoir, a pris tous les moyens pour les attirer dans ce pays si longtemps fermé au reste du monde. Mais qu'y a-t-il derrière les pagodes dorées, les couchers de soleil flamboyants et les odeurs enivrantes d'encens?**

Derrière l'«ouverture» d'un pays, la réalité est sombre et tragique. Plus de 800 prisonniers politiques croupissent dans les geôles birmanes. Les droits démocratiques n'existent pas: la Ligue Nationale pour la Démocratie, qui a gagné les élections en 1990, avec plus de 82 % des sièges, attend toujours d'accéder au pouvoir. Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, libérée de son assignation à résidence depuis le 10 juillet 1995, n'a, dans les faits, pas retrouvé sa totale liberté. Elle ne cesse d'appeler le régime militaire au dialogue en vue d'une réconciliation nationale. Mais celui-ci refuse d'entrer en matière. Autour d'elle, ses sympathisants sont très souvent encore arrêtés et mis en prison.

### Travail et déplacements forcés

Le SLORC mise donc sur le tourisme à la fois pour des raisons politiques et économiques. "Les touristes découvriront la réalité et la vérité" et "leurs témoignages remplaceront les critiques dont le Myanmar est l'objet à l'étranger". Il faut savoir que cette année du tourisme se réalise aux mépris des droits les plus élémentaires: des milliers de personnes ont été recrutées par la force pour nettoyer les monuments importants, pour construire des hôtels, des routes, des voies ferrées. Femmes enceintes, vieillards, mineurs, moines... personne n'a été épargné. Des prisonniers restent enchaînés

pour travailler, les bracelets de leurs chaînes faisant de profondes entailles aux poignets et aux chevilles. Cela a déjà coûté de nombreuses vies humaines. Sur le chantier de l'aéroport de Bassein, des centaines de travailleurs sont victimes du choléra. En 1990, la communauté internationale a eu vent notamment du transfert forcé de 5'200 personnes qui vivaient à proximité des pagodes de Pagan. Sous le prétexte fallacieux de la construction d'un complexe touristique, les villageois ont dû quitter en quelques jours, parfois en quelques heures, les maisons qu'ils habitaient depuis des générations. On détruit les centres des grandes villes pour construire des hôtels cinq étoiles et on en chasse les habitants. Ceux qui restent paient le prix fort en électricité, en eau ou services de voirie. L'inflation est telle que nombre de Birmans ne peuvent plus s'acheter le riz dont le prix a quadruplé.

### Minorités ethniques réprimées

Depuis plus de 40 ans, les minorités ethniques sont aussi réprimées. Les sites regorgeant de matières premières, sources de devises, se trouvent pour la plupart dans les régions où vivent Karen, Chan, Mon, Kachin, pour n'en citer que quelques unes. Le palais royal de Kengtung, dans l'état Shan a été rasé en vue de la construction d'un hôtel... un symbole qui disparaît dans la volonté de détruire l'identité de la population indigène.

### Violence, exploitation, prostitution

Les femmes et les jeunes filles sont violées, torturées, contraintes aux travaux forcés et assassinées. Nombre d'entre elles ne voient qu'une issue: la fuite vers la Thaïlande, où elles sont transformées en esclave dans les bordels! Parallèlement à l'ouverture économique et touristique de la Birmanie, l'industrie du sexe prend son essor, processus que l'année du tourisme ne fera

qu'accentuer.

Amnesty International, Human Rights / Asia ainsi que le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la Birmanie ont rapporté les faits qui sont aujourd'hui dénoncés. Il est essentiel que quiconque envisage de visiter le pays en ce moment soit conscient qu'il participera, par ses dollars, au renforcement du SLORC. Celui-ci les utilise pour ses dépenses militaires qui constituent une proportion démesurée du budget annuel, au détriment des écoles, des hôpitaux (on manque de moyens pour lutter contre la malaria !) ou des crèches... Les touristes utiliseront des routes et des voies ferrées construites par des milliers de travailleurs forcés et visiteront des sites culturels dont la population locale a été évacuée de force. Il ne s'agit pas d'interdire le tourisme, mais celui-ci peut être, avec l'avènement d'investissements économiques, un objet de pression pour une ouverture démocratique. ■

Marie-Thérèse Bouchardy

1. Le SLORC a remplacé le nom de Birmanie par celui de "Myanmar" en juin 1989. Bien que reconvenue par l'ONU, cette appellation est réfutée par l'opposition démocratique et d'autres instances qui considèrent qu'elle ne reflète pas l'histoire de leur pays.



Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix en 1991. Elle vient de rappeler les difficultés d'un dialogue constructif avec le régime répressif des généraux. En mars dernier, l'armée birmane renouvelait ses frappes aériennes contre les minorités Karen au moyen d'avions de la firme suisse "Pilatus"...

## Birmanie Guide alternatif

Traduit de l'anglais, il peut être considéré comme une première étude sur le développement du tourisme en Birmanie, les violations des droits de l'homme qui lui sont associés, les conséquences humaines, sociales, politiques et économiques ainsi que sur l'environnement. Le tout illustré par des photos et des cartes. Diffusé au prix de 6Fr. par l'Association Suisse-Birmanie, 11 rue des Vieux Grenadiers, 1205 Genève. Tél.: 022/ 328 52 05.

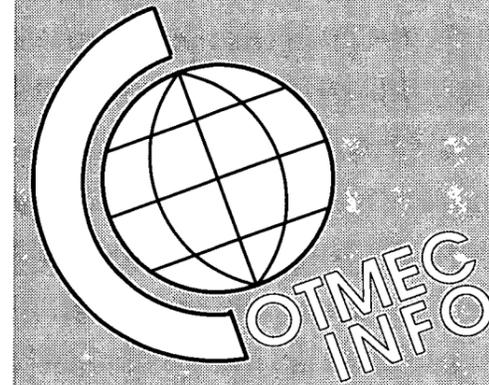
## Signes encourageants

En avril dernier, la multinationale Pepsi a retiré 40% de ses parts dans une usine qui produit ses boissons gazeuses en Birmanie. C'est un des effets encourageants des campagnes de boycott lancées sur le plan international pour faire pression sur la junte Birmane. Sous la pression d'étudiants américains participant à ce boycott, l'Université d'Harvard avait en effet renoncé peu auparavant à passer un contrat d'un million de dollars avec Pepsi pour approvisionner le campus. Le boycott du tourisme commence aussi à produire des fruits en Occident. Malheureusement les touristes japonais, chinois et malaisiens semblent affluer au Myanmar.

D.F.

Mini-dossier  
**ENVIRONNEMENT**  
Les Eglises agissent

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique



## Trente ans de Terre des Hommes Suisse-Genève: Bénévoles, de leur propre zèle

**A l'heure d'éteindre ses trente bougies, Terre des Hommes Genève-Suisse semble loin d'être à bout de souffle... Ce, en grande partie, grâce à la promotion d'un bénévolat intelligent. A méditer dans nos sociétés où le rapport au travail est en pleine mutation!**

### Hier: débuts, déboires

En 1966, à Genève, ils ne sont qu'une poignée à se réunir, pour réagir et agir face à la misère des enfants du Tiers-Monde. A petit groupe, petit local, petit budget, mais grande énergie: ces jeunes bénévoles vont apporter une aide médicale précieuse, principalement à des dispensaires de brousse africains. En 1968, paraît la "Déclaration de Berne" qui met en question certaines formes d'aide humanitaire: ne renforcent-elles pas la dépendan-

ce des pays du Tiers-Monde? Peu de temps après, de graves dissensions au sein du mouvement voient son fondateur quitter le groupe pour créer une autre fondation TdH à Lausanne. De leur côté, les bénévoles de Genève vont précisément tenter de remplacer l'aide médicale par un soutien aux initiatives et groupements locaux attelés notamment à la défense des Droits de l'enfant.

### Aujourd'hui:

#### autres temps, mêmes gens

Après le boom économique des années 80, l'équipe et le champ d'action de TdH se sont passablement élargis. Mais, en dépit de la complexité et de la diversité croissantes de ses activités, le mouvement tient à ce que les bénévoles continuent à jouer un rôle prépondérant. A ce jour, plus de cent, encadrés par neuf permanents salariés, ils apportent une fraîcheur, une convivialité ainsi qu'une importante diversité

d'expériences et de compétences à une organisation qui refuse de s'enliser dans le piège administratif... Cette année, TdH a d'ailleurs intensifié la formation de ses bénévoles, leur permettant par exemple de rencontrer plusieurs de ses partenaires revenant de mission.

### Et demain?

Sous l'action de ses "toujours jeunes" bénévoles, TdH-Suisse entend poursuivre son encouragement aux partenaires locaux (elle soutient actuellement 60 programmes dans 16 pays différents) ainsi que ses efforts de sensibilisation et d'information auprès de nos populations (par ses actions traditionnelles telles que la Marche de l'Espoir). Parviendra-t-elle à garder volonté et efficacité, face au gouffre grandissant entre nantis et démunis? Rendez-vous dans trente ans, pour un prochain bilan. ■

Marie Pasquier

JAB  
1231 Conches  
Changement d'adresse  
16, bd du Pont-d'Arve  
1205 Genève

## Violences dans le Nord-Kivu (Zaïre)

**Début mai, à Mokoto, un monastère trappiste était la cible d'une attaque violente visant des Tutsis zairois qui s'y étaient réfugiés. Nous recevions alors divers appels à l'aide que nous avons tenté de diffuser dans la presse. C'était à peu près en même temps que l'assassinat des frères trappistes de Tibéhirine, en Algérie. De Tibéhirine, la presse a abondamment parlé, mais pas de Mokoto. Or, outre le fait que c'est dans les deux cas un monastère trappiste qui a été touché, quelque chose rapproche ces deux événements: à chaque fois il y a eu transgression d'une barrière sacrée, profanation de lieux de refuges traditionnellement considérés comme inviolables. Tout comme le massacre des délégués du CICR au Burundi, le massacre de Mokoto marque un pas décisif dans la montée de la violence qui affecte depuis trop longtemps la région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, Zaïre). Quelques éléments à propos de ce conflit.**

Le monastère Trappiste de Mokoto où 815 Tutsi zairois avaient trouvé refuge a été attaqué durant la première quinzaine du mois de mai. Une équipe du CICR, Parve-

nue sur les lieux le 15 Mai, a dénombré une dizaine de tués, 30 blessés et 60 disparus. D'après des témoins, l'attaque a été perpétrée par des bandes armées d'origine hutu. Cette attaque marque une nouvelle étape dans l'escalade des violences opposant des membres des ethnies Hunde, Nyanga et Tembo aux Hutu et Tutsi. D'après l'ONU, ce conflit a déjà fait, dans l'indifférence générale, plus de 100'000 morts et provoqué l'exode de plus de 350'000 personnes. Il s'est aggravé en décembre 1995 quand le Gouvernement zairois a décidé de rapatrier de force les réfugiés rwandais.

### Enjeux à plusieurs niveaux

-Des élections générales sont attendues depuis au moins six ans au Zaïre. Craignant de perdre leur représentation politique, des membres d'ethnies "autochtones" exigent le retrait de la nationalité zairoise aux Banyarwanda (Hutu et Tutsi du Zaïre) qui constituent près de 3/4 de la population de la région. La violence a été la réponse à l'indifférence affichée par le gouvernement zairois à qui le conflit donne l'occasion d'anéantir les mouvements d'opposition au président Mobutu dans la région. -Des miliciens Hutus, des éléments de l'ex-FAR (ex-Forces Armées

Rwandaïses) opposés au retour des réfugiés au Rwanda participent aux affrontements et exportent ainsi le conflit rwandais au Zaïre. Cela aux dépens de la majorité des civils hutus (Hutus réfugiés du Rwanda ou Hutus d'origine zairoise) qui se voient ainsi associés malgré eux à ces menées extrémistes.

-Les militaires zairois n'ont pas de mandat clairement défini. Ils sont davantage occupés à rançonner la population qu'à assurer sa sécurité. Tout cela rend la situation encore plus complexe et explosive.

-La minorité Tutsie, reconnaît un rapport de l'ONU, est la plus menacée. Elle se trouve prise en étau entre les ethnies citées ci-dessus et les extrémistes Hutus. Le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) et l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) ont entrepris d'acheminer des réfugiés tutsis zairois au Rwanda, mais l'opération s'avère difficile à cause de l'insécurité et du mauvais état des routes. Par ailleurs les organisations se heurtent à la réticence de la population concernée qui refuse d'être si injustement condamnée à l'exil. ■

Justin Kahamaile

Les personnes intéressées trouveront à notre secrétariat divers documents sur ce conflit.

cotmec



Commission  
Tiers Monde  
de l'Eglise catholique  
à Genève

16, bd du Pont d'Arve  
- 1205 Genève -

Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel

Abonnement: Fr. 15.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Imprimerie: REPROFFSET

### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

### Billet évangélique

## Pincée de sel et langue de bois

J'écris ce billet au matin du 24 mai. Une rumeur persistante fait état de l'assassinat de sept moines français tenus en otage par des extrémistes islamistes algériens. Je n'épiloie pas sur ce meurtre. Il ne nous apprend rien de nouveau sur la cruauté des tueurs, ni même sur les victimes qui s'attendaient à ce dénouement et qui l'avaient accepté d'avance. Je m'interroge plutôt sur la place que l'on fait dans nos liturgies et prédications à la mémoire des martyrs contemporains et à l'indignation contre leurs persécuteurs. Ne faudrait-il pas renouer avec les dénonciations violentes des prophètes?

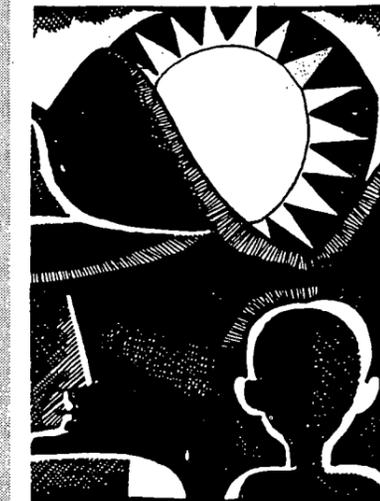
Soyons francs: combien de prêtres et de pasteurs suisses ont protesté dans leurs homélies contre la nouvelle convention qui vient d'être signée à Genève sur l'usage des mines antipersonnel? Des enfants continueront d'être mutilés par des mines "intelligentes", fabriquées peut-être pas loin de chez nous. Quel est l'effet d'un communiqué d'une conférence épiscopale, s'il n'est pas répercuté dans l'assemblée dominicale? On me dira que ce n'est ni le lieu ni le moment pour cela. Mais l'homélie doit-elle pratiquer la langue de bois? Pourquoi se taire, par exemple, sur le commerce de l'extasy qui prend pied et prospère dans nos régions, encouragé indirectement par les banques et les compagnies de transport? Les choses de Dieu n'auraient-elles rien à voir avec les choses de la vie et de la mort? De quoi pouvait bien parler Jésus si ce n'est du mauvais procès fait à la femme adultère, de l'avarice des riches, de l'oppression que font peser les chefs sur les épaules des petits, des marchands du Temple, de l'hypocrisie religieuse? Retranchez de l'évangile tous les propos engageants et vous verrez bien ce qu'il en reste. Rien du tout.

Manquerait-il à nos Eglises un souffle prophétique qui les remette au milieu du village? Elles quitteraient alors ce langage lénifiant et faussement spirituel qui n'engage à rien. Pourquoi s'étonner que nos institutions religieuses n'attirent plus ou ne se régénèrent plus, quand elles ont si peu de sel?

Je visitai récemment un ancien collège catholique de ce pays converti en maison de repos. Tous les lambris étaient lustrés et astiqués. Les salons, les jardins, les réfectoires, la chapelle, les chambres confortables se succédaient à l'enfilade dans un univers abondamment fleuri. De l'ensemble se dégageait une impression de bien-être cosu, fruit de longues années de travail et de fidélité. Je m'extasiai sur ce décor de rêve, quand une porte dérobée m'ouvrit sur une petite pièce qui pouvait ressembler à un placard. Une petite table de bois et une mauvaise chaise remplissaient le local. On m'expliqua que c'était ici qu'on servait au pauvre - SDF, sans doute - la soupe quotidienne. Aussitôt, cette maison devint pour moi une parabole. Elle marquait bien la portion congrue qu'on réserve dans nos Eglises aux défavorisés et à leurs paroles. Une petite pièce à l'écart. Encore heureux, de trouver ce local!

Mais, peut-être, Jésus aurait-il trouvé ici une place plus confortable qu'au tabernacle? ■

Guy Musy



Lorsque la Cotmec a vu le jour, il y a bientôt trente ans, on parlait avec enthousiasme de "réduire le fossé Nord-Sud", de "promouvoir la justice par le progrès". Aujourd'hui, comme le souligne mon collègue Justin - avec son regard du Sud - on assiste à la tiers-mondisation du Nord: si le PNB moyen par habitant est élevé chez nous, c'est qu'il est de plus en plus pompé vers le haut par les privilégiés alors que les plus démunis s'appauvrissent encore. En Suisse comme ailleurs, les acquis sociaux sont remis en cause, l'Etat s'agenouille devant les pouvoirs financiers, les indices de "développement humain" virent à la baisse...

Pour penser l'avenir les grands modèles font défaut. Mais restent des impératifs absolus: cesser de nuire, refuser le mépris de la dignité humaine, combattre les politiques qui renforcent les fractures et les inégalités de plus en plus criantes. Refuser, comme disent les latino-américains, une économie de mort pour penser une économie au service de la vie. C'est sur cette piste que notre commission a lancé une réflexion en profondeur autour d'un enjeu majeur: le commerce de l'argent et l'emballage meurtrier de la spéculation financière. Une affaire à propos de laquelle nous ouvrirons divers espaces de débat dans les colonnes de notre bulletin. A suivre, donc. En attendant, passez tout de même un bon été. ■

Dominique Froidevaux

## Revue BETHLEEM

Un centenaire met le cap sur l'an 2000

Que de chemin parcouru par *Bethléem* depuis sa création en 1896! Un siècle et quelques ajustements plus tard, le bulletin mensuel de la Société des Missionnaires de Bethléem, qui se voulait à l'origine «propagateur de la dévotion aux âmes du purgatoire», est aujourd'hui un centenaire dynamique. Et il s'offre un lifting en guise de cadeau d'anniversaire: format A4, saut de 40 à 48 pages, mise en page plus aérée, quadrichromie et introduction de plusieurs nouvelles rubriques.

Mais l'option du magazine, plus actuelle que jamais, continue sur la lancée des dernières années: analyse approfondie des thèmes qui traversent notre époque et lancement d'initiatives qui visent à «la rencontre des cultures Nord-Sud sur le fondement des valeurs chrétiennes». Voilà qui devrait lui permettre de franchir allègrement le cap du 21e siècle... et celui de son deuxième centenaire! ■

Olivier Coquoz

Revue Bethléem: 037 22 31 71

## Aventures aux Philippines

A découvrir pendant vos vacances, ce livre raconte l'histoire d'un enfant enlevé par des pirates, qui se retrouve esclave dans une mine d'or. Pas de panique, il a de bons copains qui partent à sa recherche!

**Aventures aux Philippines**, de Bertrand Solet, est accompagné par un dossier proposant plus de 60 pages d'activités pédagogiques attractives pour comprendre la vie dans ce pays du Sud et s'interroger sur le travail des enfants. Bravo au Service Ecole de la Communauté de travail des oeuvres d'entraide qui a obtenu le prix Planète Bleue '96 pour ce document. Commandes: 021 616 84 33

D.F.

## Istanbul: Habitat II Les ONG aux champs

Septembre 1995: en acceptant que le Forum des ONG soit relégué à 60km de Pékin lors de la IVème conférence mondiale sur les femmes, les pays membres des Nations Unies et les ONG féminines ont laissé s'établir un précédent dangereux. Juin 1996...Rebelote: Habitat II, les gouvernements à Istanbul, les ONG aux champs. Prochaine conférence: les ONG interdites de séjour? ■

Maryse Durrer

## Pétition «CLIMAT» des Eglises

# Laisser vivre notre terre...

**En mars '96, le Conseil Oecuménique des Eglises demandait aux Eglises des pays industrialisés d'adresser une pétition aux gouvernements de leurs nations respectives exigeant de ceux-ci que des mesures décisives soient prises contre les menaces liées au changement de climat. La pétition suisse élaborée par la Communauté Oecuménique de Travail Eglise et Environnement (COTE) vient d'être lancée, début juin. La récolte des signatures se terminera en janvier '97. Nous avons demandé à l'une des chevilles ouvrières de cette action, Gilbert Tinembart, de nous en présenter les enjeux.**

Le climat change. Un récent rapport de scientifiques conclut dans ce sens. Evidemment, dans un domaine aussi complexe que les interactions entre le rayonnement solaire, l'eau des mers, l'atmosphère, la terre et sa végétation, les volcans, les activités humaines, etc..., il est difficile de formuler des conclusions absolument indiscutables.

### Diagnostic nuancé

Dire "il est prouvé scientifiquement que..." appartient davantage au langage de la publicité qu'à celui de la science véritable. Car mieux que les scientifiques ne sait combien la réalité est loin de ces abruptes simplifications auxquelles nous réduit la culture des mass médias. Il a fallu huit heures de délibération aux scientifiques auteurs du rapport sur le changement du climat pour formuler des conclusions nuancées, mais pourtant claires: non seulement le climat change, mais ce changement est dû pour une part importante à l'activité humaine. Autrement dit, le mode de vie de nos sociétés de consommation produit trop de gaz à effet de serre. Depuis moins de deux cents ans, nous brûlons les combustibles fabriqués par la nature au cours de millions d'années. Le changement du climat est l'indice de ce grave déséquilibre: au lieu de manger les fruits de la terre, nous consommons la terre elle-même.

Les premières victimes de ces dérapages énergivores sont les pays du Sud. Ils connaissent une augmentation des sécheresses,

une avance des déserts; les cyclones et les inondations qui les frappent croissent en fréquence et en intensité.

Dans les régions équatoriales, les îles basses des océans sont menacées de disparition. Agressées par une maladie mortelle de leur socle corallien, par l'élévation (même très modeste) du niveau de la mer, par l'assaut toujours plus violent des tempêtes, elles se désagrègent peu à peu. Il y a là un signal non équivoque qui devrait attirer notre attention.

### Peut-on arranger ce qui dérange?

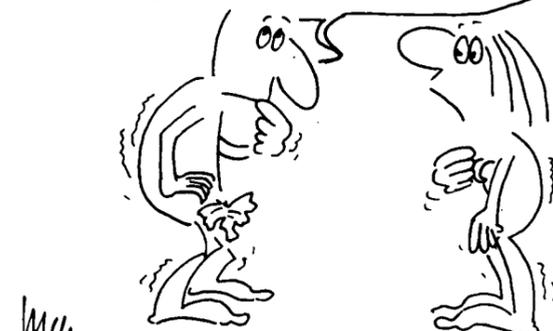
Las! Devant cette gênante perspective, nous élevons des doutes sur le caractère vraiment scientifique des recherches, sur le côté peut-être hâtif des conclusions qu'on en tire, bref nous essayons d'arranger ce qui dérange. Ensuite, pour nous reposer de ce quotidien absurde, gaspilleur et inquiétant, nous allons rechercher la quiétude et la nature vierge... En faisant produire quatre à cinq tonnes de gaz carbonique à l'avion qui nous emmène vers un paradis tropical! Les énergivores sont aussi de drôles d'énergumènes. Actuellement, nous produisons 6,5 tonnes de CO2 par habitant et par an. La santé de la terre - et la nôtre - exigerait que nous redescendions à 2 tonnes par habitant et par an. Comment y arriver?

### Moralisme étroit ou réforme du style de vie?

Le discours moralisateur et culpabilisant d'un certain christianisme ne va-t-il pas ressurgir ici: restrictions, renoncement, mortification, ascèse? Je préférerais parler de réforme du style de vie. L'exigence d'une réduction notable de notre consommation d'énergie n'offre-t-elle pas l'occasion de sortir une bonne fois de la course au tout marchandise dans laquelle nous sommes engagés et qui nous éreinte.

Certains disent: il y a des priorités bien plus urgentes que celles de l'écologie: le chômage, la malnutrition, les injustices criantes, le sous-développement. Il ne faut pas opposer ces deux champs de lutte. Ils sont liés et ils le seront toujours davantage. Il nous faut au contraire entendre l'appel à réduire notre consommation d'énergie comme un défi positif qui nous provoque à entrer dans un mode de vie différent. Un mode de vie qui - parce qu'il est plus simple, plus sobre, plus modeste - accorde

SI EN NE CONSOMMANT QU'UNE SEULE POMME ON PROVOQUE DÉJÀ UN TEL CHANGEMENT...



plus de place à l'autre, à ses besoins, à ses aspirations, plus de place aussi aux projets de société qui regardent vers le partage, vers le long terme, vers le durable. Nous nous plaignons souvent de vivre dans un monde qui a perdu toute mesure et qui va à la dérive. Retrouver une vie simple est, dans cette perspective, une vraie priorité.

### Pétition aux gouvernements et engagement personnel

C'est en ayant en vue ce genre de réflexion que les Eglises des pays industrialisés ont lancé leur pétition internationale sur le changement du climat. Il ne s'agit pas de dire à nos gouvernements: "Vous devriez vous occuper de ce problème et nous allons vous regarder faire", mais plutôt: "Osez prendre des initiatives courageuses, nous sommes derrière vous, nous vous soutenons".

Nous avons tout à gagner à entrer dès maintenant dans un autre mode de vie. Car l'époque de l'énergie à bon marché que l'on peut gaspiller ne durera pas. Les industries du Nord ne pourront plus longtemps profiter de bas prix des transports pour faire produire à "bon marché" là-bas afin d'écouler ici. Il faudra bien revenir à la réalité. Il sera de toutes façons moins douloureux d'infléchir dès aujourd'hui la courbe de notre consommation d'énergie, car demain, nous tomberons de moins haut.

Les économies d'énergie sont aussi créatrices d'emplois: isolation de locaux, recherche de systèmes à basse consommation, développement de ressources alternatives et durables, etc...

### Enjeu théologique

Le respect de la création, la solidarité avec les victimes, la recherche d'une vie moins gaspilleuse, autant d'éléments d'une spiritualité renouvelée. Il y a là un enjeu théologique important. Face à un New Age qui donne dans le néo-paganisme de Gaïa-la-terremère; face aux sectes qui brandissent l'apocalypse en proposant des arches de Noé illusoire; face au néo-libéralisme qui fétichise le marché et détruit l'humanisme; face aux mysticismes exacerbés qui cherchent sur Sirius ou dans la pure intériorité une échappatoire aux contraintes de la réalité; face aux crispations d'une idéologie du progrès qui vit sur les sciences du 19ème siècle; face aux fondamentalismes qui enferment dans une régression infantilissante, il importe d'exprimer la joie d'une spiritualité chrétienne revigorée: celle de la frugalité évangélique, telle que l'enseigne le Sermon sur la Montagne.

La pétition climat vient d'être lancée. Elle va courir jusqu'en janvier 1997. Nous avons du temps devant nous pour inventer, dans nos lieux de vie et de témoignage, des chemins de prise de conscience. Voilà longtemps que nos partenaires du Sud nous laissent entendre que quand nous consommons moins nous les comprendrons davantage. Le moment est venu. ■

Gilbert Tinembart

Solidarité Europe-Pacifique

### Commandez la pétition:

En Suisse, les formulaires sont disponibles auprès de la COTE, tél.: 031 372 44 14 ou à notre secrétariat.

# Embargo: cynisme ou inconscience?

**En 1990, le Conseil de Sécurité des Nations Unies vote un embargo contre l'Irak, puis refuse de le lever pour tenter d'affaiblir Saddam Hussein, alors que les seules victimes sont les enfants au premier chef et toute la population.**

**Aujourd'hui ces mêmes Nations Unies lancent un appel à la solidarité à tous les pays...**

**Les mêmes qui ont accepté ou n'ont pas pu refuser l'embargo.**

**Peut-on être plus cynique? ou inconscient!**

En analysant la situation dans les pays qu'un embargo devait amener à de meilleurs sentiments, on ne peut s'empêcher de se poser la question de la pertinence de cette stratégie: Serbie, embargo économique et commercial décrété en mai 1992, Lybie, embargo aérien et militaire depuis avril 1992, Cuba, depuis 1962, Vietnam, depuis la défaite américaine en 1975... Avec le temps, la plupart ont été soit contournés, soit assouplis, soit levés. Mais l'effet de dissuasion rapide que l'embargo devrait avoir semble inopérant et dans tous ces pays, nous pouvons constater que c'est la population qui en paie le prix. Un prix trop lourd!

### Irak, Lybie, Cuba...

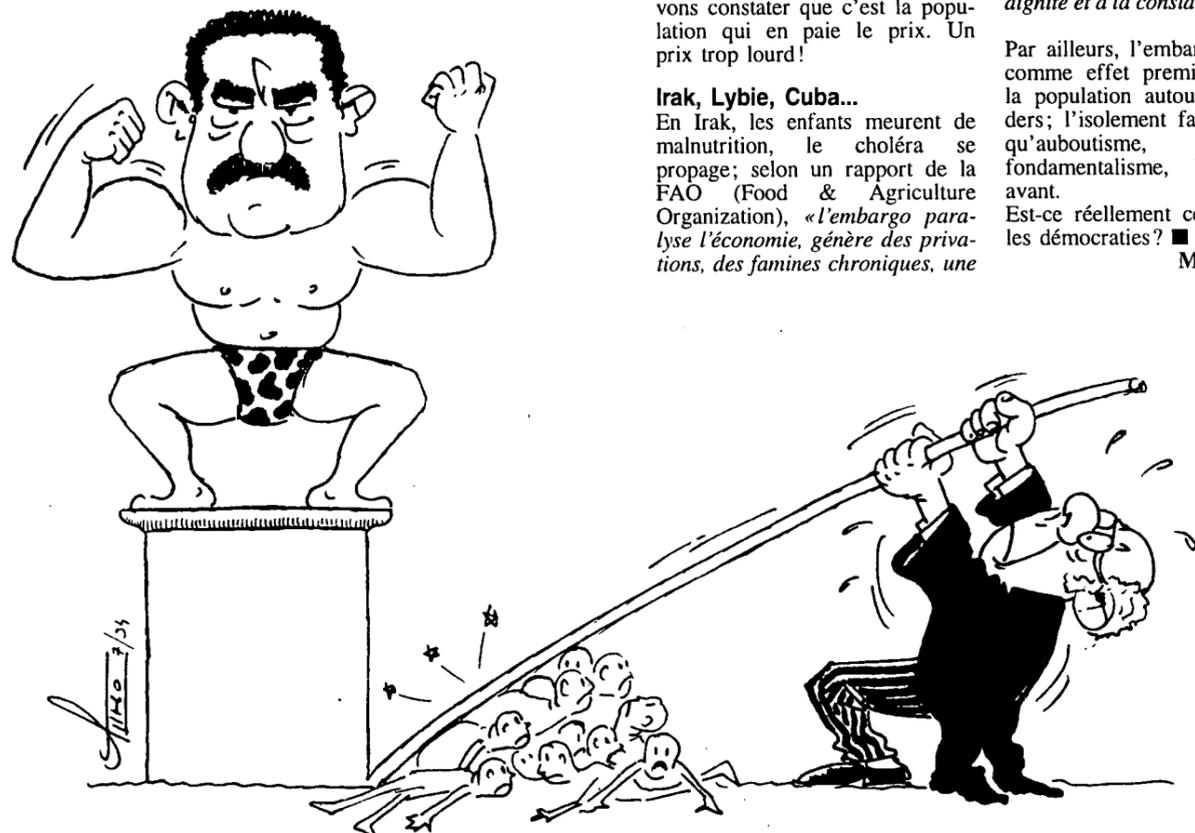
En Irak, les enfants meurent de malnutrition, le choléra se propage; selon un rapport de la FAO (Food & Agriculture Organization), «l'embargo paralyse l'économie, génère des privations, des famines chroniques, une

sous-nutrition endémique et de grandes souffrances humaines.» En Lybie, l'activité agricole a été réduite presque de moitié, etc... Que dire de la situation économique de Cuba, de la Serbie ou du Vietnam?

Même si les gouvernements visés par l'embargo sont indéfendables, est-il légitime de prendre en otage la population? Car en attendant que les gouvernements tombent ou changent, «ce sont les peuples qui souffrent», dit le rapport cité plus haut, des peuples qui n'ont même plus droit à la dignité et à la considération.»

Par ailleurs, l'embargo a souvent comme effet premier de souder la population autour de ses leaders; l'isolement favorise le justaucourantisme, le fondamentalisme, la fuite en avant. Est-ce réellement ce que veulent les démocraties? ■

Maryse Durrer



## AGENDA

- 13 octobre 1996, 11h-17h  
**MARCHE DE L'ESPOIR**  
 Départ: Quai du Mont-Blanc  
 Organisation: Terre des hommes  
 Contact: tél: 022 736 36 36.

- 5 octobre 1996  
**PEURS ET NON-VIOLENCE**  
 Journée de réflexion  
 Lieu: Vaumarcus  
 -Organisation: MIR (Mouvement international de la réconciliation)  
 Animation: Alexandre Paris, pasteur et formateur.  
 Inscriptions: Tél: 022 362 71 23

- Septembre-novembre  
**"AY, AY, AY CAFE"**  
 "...Une scène presque vide, des sacs de café de toutes provenances éparpillés ici et là. Un grain de café s'échappe de son sac, jette un regard étonné autour de lui et... se met à raconter son histoire"  
 Spectacle en français présenté par TEATRO VIVO (Guatemala) avec le soutien d'HELVETAS.  
 Renseignements sur la tournée dans toute la Suisse romande: Tél. 021 323 33 73.

**Manifestations en Suisse à la veille du SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION:**  
 - 25 octobre - 20h00/ Lausanne Hôtel Continental, Pl. de la Gare 2.  
**COMMENT NOURRIR LA PLANETE AU XXI<sup>e</sup> SIECLE?**  
 Avec Michel Pimbert (WWF-Suisse), Fernand Cuhe (Union des producteurs suisses), Anton Kohler (secrétariat suisse de la FAO) et un représentant d'une ONG Nord-Sud et un autre d'une multinationale.  
 Stands et animations les 25 et 26 octobre à Lausanne  
 Renseignements: Forum Romand de l'Alimentation (021 624 54 17).

## L'ACEG fait la fête et prépare un Repas équitable (19 octobre)

Les lecteurs de Cotmec-info connaissent la jeune Association pour un Commerce Equitable à Genève née il y a un an (ACEG, voir notre N°178, oct 1995). Tenaces, les membres de l'ACEG jouent la stratégie de la goutte d'eau pour faire avancer la cause d'une économie assurant une rémunération digne aux producteurs: à force de frapper au même endroit, les petites gouttes d'eau grignotent le roc! Les actions exemplaires de l'ACEG pour faire passer des produits équitables dans les cafétérias des collèges, des administrations publiques et des institutions internationales font des petits: la prochaine campagne oecuménique de carême s'en inspirera!  
 En plus l'ACEG sait faire la fête: **soutenez cette association en participant au REPAS EQUITABLE qu'elle organise le 19 octobre, en marge de sa prochaine Assemblée Générale.** D.F.  
**Inscriptions jusqu'au 7 octobre: tél. 344 12 62.**

## Commerce équitable et développement durable

**Ces deux couples de mots résonnent comme le credo des personnes et organisations qui refusent que tout gravite autour du seul axe économique.**

En effet, notre mode de vie actuel n'est pas «compatible avec le monde». Le Sud et le Nord ont besoin d'un développement durable, si nous ne voulons pas sacrifier l'avenir au profit du présent.  
 Petite présentation de trois nouveautés qui induisent, chacune à leur manière, une dynamique à contre-courant. Histoire de préparer le terrain à la **prochaine campagne oecuménique de Carême** qui sera centrée sur ce thème.

**Un CD-Rom 100% Coton**  
 Sachant exploiter les moyens pédagogiques appréciés par le public auquel il s'adresse, le service école propose un jeu méga cool sur CD-Rom: «**Welcome to Mupedza Nhamo**»  
 Mupedza Nhamo signifie en Shona, langue du Zimbabwe «Fin de la pauvreté». C'est aussi le nom du grand marché d'Harare (la capitale du pays) qui veut des habits d'occasion qui (re)viennent d'Europe.  
 L'on comprend que ce jeu interactif va nous faire découvrir dans un mélange d'action et d'aventure, le monde du textile, de la culture du coton à la récupération.

Avec **Bila**, chanteuse d'un groupe de rock, nous partons à la poursuite de ses costumes de scène qui ont atterri malencontreusement dans le ramassage de vieux habits. Ce voyage va nous conduire au Zimbabwe où **John nous servira de guide**. Ce pays fait exception parmi les producteurs de coton puisque le 90% des vêtements neufs qui y sont vendus proviennent de la production locale. Cela n'empêche pas nos deux héros de porter un regard critique sur tous les maillons de la chaîne du commerce d'habits.

**Bila: «Il y a des gens qui s'éreintent toute l'année dans un champs de coton, et ils gagnent bien trop peu pour acheter les habits qu'ils fabriquent avec».**

**John: «Alors les vêtements sont vendus en Europe. Quand on en veut plus, on les met au rebut et, en fin de parcours, c'est un des paysans d'ici qui achète un de ces vieux T-shirts qui a peut-être été fabriqué avec du coton qu'il a lui-même cultivé et récolté. C'est complètement dingue!»**  
 De quoi nourrir de manière

ludique notre réflexion, nous qui, comme tout suisse, dépensons 1485 Frs pour revêtir notre quinzaine de kilos d'habits annuels!

**Un dossier imprimé est aussi disponible: on peut le lire sans lecteur CD-rom! Sensass. Non? Commandes: Service Ecole de la Communauté de travail. Tél. 021 616 84 33**

**STEP BY STEP... New Label**  
 Step a pour ambition de faire en sorte que la production de tapis ne représente plus de succession de «noeuds», mais devienne une véritable «trame de solidarité». Des entreprises de toutes tailles ont signé cette licence et arborent le sigle STEP dans les magasins. Cela garantit à l'acheteur qu'une partie de sa dépense sera affectée à l'amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine. Des projets sont en train de se développer ainsi qui concernent, bien sûr, l'abandon du travail des enfants mais également la promotion de coopératives locales, de structures sociales, de programmes de santé de prévention du Sida, etc.

Comme l'affirme l'un des signataires: «**l'existence de familles entières peut-être assurée avec quelques francs supplémentaires par mètre carré de tapis**».



**STEP, fondation pour des conditions équitables dans la production et le commerce de tapis est une initiative de Pain Pour le Prochain, Caritas, Action de Carême, Swissaid, Déclaration de Berne, Association Suisse pour un commerce loyal du tapis d'Orient.**  
**STEP diffuse un bulletin d'infos: Commandes: tél. 031 351 75 85.**

**Nouveau à Genève: Le BALAFON Un magasin qui raisonne**  
 Trois associations bien connues de la COTMEC: La déclaration de Berne, Genève-tiers-monde et les Magasins du monde ont conjugué leurs efforts et ouvert un nouveau point de vente et d'information à Genève, angle rues Villereuse et Terrassière (tél. 735 10 65).

Un moyen supplémentaire de donner une dimension de solidarité à ses achats quotidiens. ■ **Roland Pasquier**

**cotmec**  
 Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve - 1205 Genève -  
 Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81  
**CCP 12-21551-1**

**Cotmec-info est Mensuel**  
 Abonnement: Fr. 15.- / an  
 Rédacteur responsable: Dominique Froidevaux  
 Imprimerie: REPROFFSET

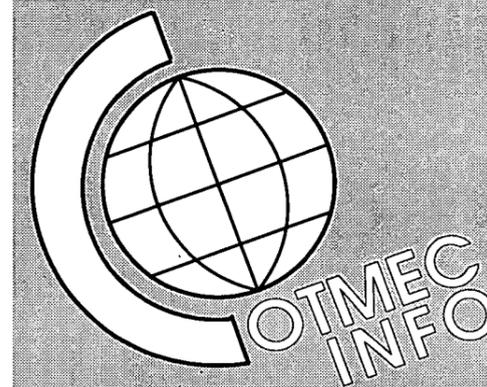
### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. **Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous.** Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges.  
**Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.**

JAB  
 1231 Conches  
 Changement d'adresse  
 16, bd du Pont-d'Arve  
 1205 Genève

Mensuel - Abonnement annuel: Fr 15.-

N° 187 septembre 1996



Mini-dossier  
 Tout enfant  
 est une promesse

commission tiers monde  
 de l'Eglise catholique

### Billet évangélique

## l'honnêteté ne paye plus

«N'ayez de dettes envers personne, sinon celle de l'amour mutuel». La génération laborieuse de nos parents a fait sienne cette maxime biblique. Le sommet de la vertu était de léguer aux enfants un héritage vierge de toute hypothèque, même si une longue vie avait été nécessaire pour le constituer. L'argent emprunté avait l'odeur d'un bien mal acquis qui brûlait avant d'être remboursé.  
 Depuis, les petits malins initiés aux arcanes de la fiscalité ont appris que pour bâtir il suffisait d'emprunter. Les déductions fiscales compensent le service de la dette et le reste du salaire peut être avantageusement placé à l'étranger sur un compte non déclaré. C'est simple, il suffisait d'y penser. L'individu s'y retrouve, pas forcément la collectivité. Et encore moins les pauvres hères qui ont passé leur vie entière à économiser sou par sou et qui se font ridiculiser pour n'avoir pas su en profiter.

Il faut dénoncer l'injustice des changes internationaux et le servage des pays pauvres par des capitalistes véreux. Bien. Mais qu'en est-il de la morale dans nos propres affaires? Pourquoi les plus honnêtes devraient-ils être les plus lésés? Nous serions mieux armés pour réclamer un commerce international plus juste, si nous commençons à débroussailler devant notre porte. A moins que notre système repose sur la fraude et la triche et, dans ce cas, il n'y aurait pas de faute à faire ce que tout le monde fait.

Mais à quoi bon ces propos moralisateurs? «les pharisiens qui aimaient l'argent écoutaient tout cela et ricanait» (Luc 16, 14). L'évangéliste aurait pu écrire aussi qu'ils «rigolaient». Les pharisiens? Pourtant pointilleux avec la morale ces gens-là! Ils ne plaissent pas avec l'adultère, l'observance du sabbat et la contribution pour le temple. Parfaits pour la morale privée (sans trop y regarder de près, toutefois). Mais pour la morale sociale, autre paire de manche!  
 Jean-Baptiste - qui n'était que précurseur - engageait ses baptisés à réformer radicalement leurs rapport sociaux. Jésus - plus grand que lui - pousse encore plus loin les exigences. En insistant sur les droits de Dieu, il défendait aussi ceux de l'homme, de tous les hommes.

Le temps n'est-il pas venu de rouvrir nos Evangiles. Il pourrait y avoir du bon. ■

Guy Musy

Libres paroles

Mgr  
 Paulo  
 ARNS  
 (Cardinal  
 brésilien)

«N'importe quel enfant de la rue,  
 de n'importe quel coin pauvre  
 de cette planète  
 est une image  
 unique de Dieu»

**La principale lutte de notre Eglise est et sera toujours de sauver des vies, des cultures et des corps meurtris par le péché structurel, social et personnel. L'information et la solidarité rapides et urgentes continuent d'être des mécanismes nécessaires et efficaces pour affronter l'injustice institutionnalisée. Sauver des vies qui courent le risque de disparaître exige des chrétiens des attitudes solidaires et collectives audacieuses et une charité organisée, quand ce sont des millions d'êtres humains qui dépendent de ce geste et de cet amour politique.**

**Aujourd'hui, les droits des pauvres, menacés par le système néolibéral, exigent de nouveau que l'Eglise prête sa voix, ses espaces religieux et sa propre vigueur évangélique en faveur de la vie de tant de petits. Comme l'affirme le texte de base de la campagne de fraternité 1996, au Brésil: «Il existe dans le monde des structures sociales et économiques qui peuvent être appelées des structures de péché. Elles sont la présence de ce qui peut être appelé un mal objectif dans le coeur du monde, et en tant que telles, constituent un contresigne du règne, ou son contraire» (n° 145).**

**Et le texte de la campagne de fraternité 1996 continue encore: «Le dépassement de ces structures se présente comme un impératif évangélique. Ce dépassement ne peut être réalisé que par des actions politiques qui, avec leurs moyens spécifiques, transforment les structures et provoquent la création d'une société plus juste et fraternelle» (n°147).**

Ce mois de septembre le Cardinal Arns, une des grandes figures de l'épiscopat brésilien, fête ses 75 ans. C'est l'âge auquel les évêques doivent présenter leur démission. Infatigable défenseur de la ligne conciliaire, profondément engagé dans la promotion des droits de l'homme et de la justice sociale, le cardinal Arns ne s'est jamais lassé du choix prioritaire des pauvres. Le texte de cette libre parole est extrait d'une interview de lui parue dans Vida Pastoral, mai-juin 1996, au Brésil et traduite par l'agence DIAL. Nous profitons de remercier nos amis de DIAL: les anciens qui avec Charles Antoine ont suivi l'actualité et les enjeux de la justice en Amérique latine durant un quart de siècle et ceux qui ont repris le flambeau de cette agence sous la direction d'Alain Durand.

**Le texte intégral de cette interview peut être obtenu à DIAL (D2097), 38 rue du Doyenné - F 69005 Lyon - tél. (0033) 72 77 00 26.**

## L'Agenda latino-américain 1997 est disponible

Versions  
 en français,  
 allemand  
 ou espagnol

Chaque année nous encourageons l'achat de cet agenda (Frs 21.-) pas comme les autres: il propose de nombreuses ouvertures spirituelles, politiques, sociales, économiques pour un avenir solidaire.  
**La COTMEC lance cette année un concours avec les auteurs de l'agenda pour une production journalistique s'inscrivant dans cette perspective.**



Commandes de l'Agenda latino 1997 et renseignements sur le concours:  
 Wilma Jung / Nueva utopia  
 Grand-Fontaine 38  
 CH-1700 Fribourg  
 Tél+Fax (037) 22 64 61

## Service civil en Suisse ça démarre enfin!

**«Obéir ou servir on peut choisir». Après 90 ans de revendications et de luttes, la loi sur le service civil (SC) entre en vigueur le 1er octobre 1996.**

Dernier pays d'Europe occidentale à faire le pas, la Suisse ne s'est malheureusement pas dotée d'une législation révolutionnaire. Malgré ces imperfections, la voie est ouverte à un véritable service à la communauté, à une durée de 1,5 fois la période de service militaire à effectuer. Ce service pourra se faire dans les domaines aussi divers que la protection de l'environnement, le social, la santé, l'aide aux personnes âgées ou handicapées, ou encore la solidarité internationale.

A Genève, une permanence «service civil» s'est constituée pour sensibiliser les civilistes potentiels aux possibilités qui s'offrent à eux. Elle s'efforcera de les conseiller, de les aider dans leurs démarches et de les mettre en contact avec les associations ou institutions susceptibles de les employer. La permanence fera tout pour susciter de l'intérêt de la part du milieu associatif genevois. Le SC représente une vraie chance pour les nombreux mouvements de solidarité en tous genres de développer leurs activités en ayant recours - moyennant indemnités - à une personne à priori motivée.

«Si tu veux la paix, prépare la paix». A partir du 1er octobre, c'est possible. ■

**Philip Grant**

Permanence service civil, 14 Quai des Forces Motrices, C.P. 102, 1211 Genève 8, CCP 87-246058-5 Tél & Fax: 022/328 24 54 Permanences les Lundis et les Jeudis de 17h à 19h, dès le 7 octobre.

## Rencontre avec Nara et Freddy Kunz L'Évangile à fleur de peau

Quelle bouffée d'air frais ces deux heures passées avec Freddy Kunz et Nara, présentée comme son «ange gardien», débarqués tout droit d'une favela de Sao Paulo! Ce petit bout d'homme de 76 ans, d'origine suisse, qui fut militant jociste, prisonnier de guerre et prêtre passa le plus clair de sa vie au service des déshérités du Brésil. L'an dernier, il obtint de son évêque le «cadeau» de s'installer dans la rue partageant avec les sans-logis le morceau de carton qui leur sert de paillasse et de couverture. Depuis 1977, il rassemble autour de lui la fraternité du «Serveur

## Imaginez une Suisse-allemande musulmane avec des enclaves romandes...

Ou une Suisse romande chrétienne tachetée d'enclaves suisses-allemandes;

- un Tessin clanique à tradition ésotérique;

- des religions divisées intérieurement en de nombreuses confessions;

- une puissante armée étrangère, collaborant avec la nôtre, dressant des barrages systématiques pour contrôler presque tout notre territoire;

- une autre, lui faisant face, occupant le sud du pays avec l'aide d'un faction de Suisses dissidents, en prise aux raids d'une milice essayant de récupérer cette région;

- une guérilla exotique s'entraînant dans une de nos vallées, sans compter des camps de réfugiés de plusieurs centaines de milliers de personnes et la présence de plus d'un million d'étrangers... Tout ça sur un territoire grand comme la Romandie convoité par des voisins puissants: vous l'avez peut-être reconnu, cette analogie simplifiée et très approximative décrit le Liban d'aujourd'hui. C'est donc d'un pays aux populations très hétérogènes, essayant de cicatriser les déchirures d'une tragique guerre civile, que le Mouvement Social Libanais (MSL) m'a appelé, comme membre du Groupe de formation du MIR romand, pour former, au mois de juillet passé, à la "communication efficace" une trentaine de jeunes gens et jeunes filles, volontaires à des chantiers de développement dans des milieux défavorisés. Le pays ne m'a pas

souffrant», une cour de miracles, qui multiplie les gestes d'entraide, d'amour et de tendresse... Seuls les pauvres savent aider les pauvres. Nous étions une petite trentaine ce Mercredi 4 septembre au centre occuménique de Meyrin, subjugués par ces deux témoins qui nous firent part de leur bonheur de vivre au milieu des pauvres et de chanter et mimer pour nous les fiorettes et les miracles de leur «fraternité». Le tout, sans aigreur, ni mépris. Et de nous entraîner aussi dans la danse...en nous apprenant à découvrir les lieux où à Genève aussi on ressuscite. Comme si

## Liban

### Levain de non-violence en pays sous tutelle

attendu pour s'intéresser à la non-violence (!): plusieurs de nos collègues francophones européens ont d'ailleurs collaboré à la formation de militants libanais (Jean Goss était sur place il y a une quinzaine d'années déjà et Hildegard s'y est rendue à deux reprises). Un centre, qui regroupe une coalition entre militants non-violents et écologistes, a pignon sur rue à Beyrouth. Cependant, la communication non-violente proprement dite, à ma connaissance, n'y a jamais été enseignée. Le séminaire de formation, prévu d'abord dans le sud de la Békaa, a finalement été organisé, vu les tensions consécutives à l'opération d'avril "Raisins de la colère", à une cinquantaine de kilomètres au nord de Beyrouth dans un centre très moderne surplombant de loin la Méditerranée.

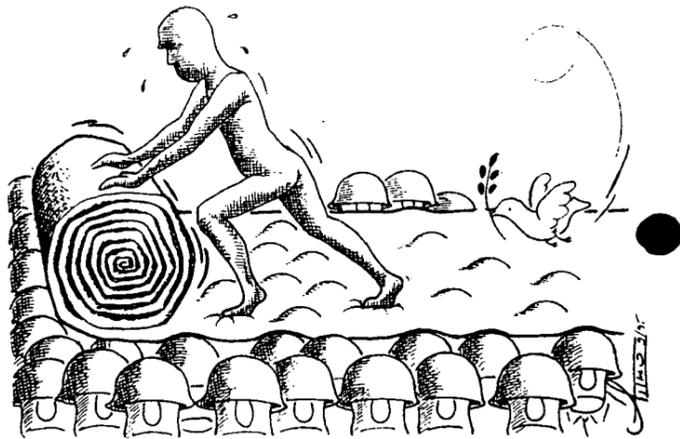
Afin de préparer les jeunes adultes à travailler ensemble, alors que des différences culturelles significatives les séparent, et pour améliorer leur capacité de contact avec les populations spécifiques auxquelles ils s'adresseront, nous avons travaillé la communication

non-violente d'une manière intensive par des exercices. Elle est basée sur une écoute empathique et une affirmation de soi fondée sur la compassion plutôt que sur la peur, la honte ou la culpabilité. Une pratique complémentaire de la gestion des conflits, ainsi que la compréhension du processus de deuil ont aussi été abordés. Étonnamment, il est apparu que nos amis avaient de la difficulté à s'affirmer lors de nos exercices, alors que leur langage - dans les situations conflictuelles face à leurs adversaires ne s'embarrasse généralement pas, de circonlocutions diplomatiques... Sept collaboratrices et collaborateurs du MSL ont co-animé cette session et ont servi d'interprètes français-arabe. Ils ont également pu profiter de notre apport tout en enseignant eux-mêmes certaines disciplines.

Quant à l'accueil que j'ai reçu, sa chaleur et sa cordialité dépassent toute description!

Au revoir, amis libanais et à bientôt j'espère! ■

**Jean-Denis Renaud**



### «Ton Dieu, est-ce le même que le mien?»

Cette question ébranla un jour NARA. C'est une femme de la rue qui la lui posait. Avec insistance! Après un moment de perplexité Nara voit sa compagne lui arracher le poncho qui lui couvrait les épaules pour la donner à une femme dont les enfants, transis de froid, dormaient à même le sol...

«Eh bien voilà, lui dit la femme de la rue, si ton Dieu ne t'arrache pas de la sorte ta couverture pour la donner à plus pauvre que toi, ce n'est pas le même que le mien!»

**D.F**

**Guy Musy**

# Tout enfant est une promesse

«Tout enfant est une promesse». Tel est le titre de la nouvelle Action du BICE Bureau international catholique de l'enfance.

**Après l'avalanche d'informations et de faits dramatiques relatés dans la presse ces dernières semaines - Congrès contre l'exploitation sexuelle des enfants et affaire Dutroux - il est temps de réfléchir à la place de l'enfant dans le monde. Enfant travailleur, enfant martyr, enfant otage, enfant objet, c'est par millions que se comptent les enfants privés d'enfance et d'avenir. Et ce n'est pas réservé à quelques pays que l'on montre du doigt. Chaque pays peut alayer devant sa porte et chacun et chacune peut s'interroger: cette affirmation du BICE - chaque enfant est une promesse - est-elle valable autour de nous et ailleurs. Ou comme le dit le BICE «s'agit-il d'un constat, d'un souhait ou d'un véritable acte de foi?»**

Cette campagne est étayée par une solide expérience, par une volonté sans faille de bien cerner les causes de cet état de faits et surtout d'agir pour et avec les enfants.

Dans une brochure bien documentée, Florence Bruce, directrice des programmes du BICE, lève le voile sur un des aspects de cette maltraitance des enfants. Sous le titre de Enfants et prostitution, elle définit ce que sont pornographie et prostitution enfantine, elle parle des victimes, mais aussi des familles et «des clients». Elle ouvre enfin une fenêtre d'espérance en disant les stratégies de réadaptation mises en oeuvre pour que l'enfant-victime redevienne une promesse.

«Parler de prostitution et de pornographie enfantine, c'est parler d'un crime et de criminels. C'est parler davantage des adultes que des enfants. C'est parler d'un manque de volonté politique, d'un manque de respect pour les enfants, d'un manque d'éducation et d'emploi, surtout pour les filles, d'un manque de compréhension et d'action de la part de la police et du système judiciaire - c'est parler également de la misère», c'est par ces mots que l'auteur introduit son sujet. D'emblée, nous prenons conscience de l'immensité du problème, il touche au mal-développement économique, social, spirituel, il révèle une certaine volonté de ne pas savoir,

de refuser de voir que l'éradication de cette lèpre de notre société est du ressort de chacun et chacune. Ne lit-on pas plus loin: «L'érosion, partout dans le monde, des valeurs familiales et communautaires, qui a fait de l'argent rapide la valeur suprême dont dépendent les relations humaines et sociales, aux dépens même de la santé et de la dignité de l'enfant?»

Par ailleurs, il est «urgent et nécessaire de clarifier les concepts et de briser les tabous concernant le sexe pour que ces violations soient dénoncées et leurs auteurs traduits en justice».

### Qui sont les «clients»?

Dans la majeure partie des cas ce sont des hommes - bien que quelques femmes occidentales aient été signalées - appartenant à toutes les couches de la population. Ils sont aussi bien des résidents du pays que des travailleurs, soldats, touristes étrangers. Des études faites sur le tourisme sexuel démontrent «qu'ils sont, pour la plupart, des personnes ordinaires, souvent mariées, venant de divers horizons professionnels.» Tous, loin de là, ne sont pas des pédophiles, mais des «abuseurs d'enfants opportunistes», ils profitent de l'offre disponible sans trop se poser de questions.

Un autre lieu d'abus est la famille - dans ces cas on ne saurait parler de prostitution - bien que le lien soit direct - combien d'enfants se retrouvent à la rue, livrés à la prostitution parce qu'ils ont fui à cause des sévices subis dans leur foyer? Et que dire des adultes qui au nom de leur autorité s'octroient le droit d'abuser sexuellement des enfants. Toutefois les données précises font défaut. Ce qui démontre une volonté certaine de ne pas savoir car ce problème est dénoncé depuis plus de 10 ans par l'UNICEF et de nombreuses ONG.

### Pourquoi?

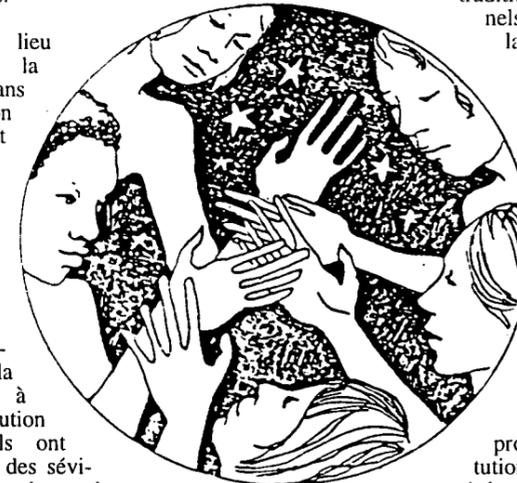
La pauvreté est souvent à l'origine de la prostitution. Le statut de la femme, citoyenne de seconde zone, joue aussi son rôle: dans

bien des cultures on peut les vendre, les exploiter. L'émigration, le chômage, l'exode rural, tous ces facteurs concourent à une fragilisation de la communauté, à une érosion des valeurs traditionnelles. S'y ajoute le manque de formation pour de nombreuses jeunes filles ou une qualification professionnelle insuffisante pour assurer la survie. Le Sida joue un rôle non négligeable dans le phénomène de la prostitution enfantine; nombreux sont les hommes qui demandent des enfants de plus en plus jeunes, des enfants vierges.

### Où?

Si la majorité des enfants-victimes se trouvent dans les pays du Sud, nos pays ne sont pas à l'abri. «Le nombre croissant de pauvres dans les économies «développées» crée des situations quelque peu similaires à celles du monde en développement, quoique sur une échelle bien plus réduite; ici aussi la pauvreté, l'absence de foyer et les conflits familiaux peuvent pousser un adolescent à abandonner son domicile et sa famille et à survivre dans la rue au moyen de la prostitution.»

Les enfants les plus menacés? Ce sont ceux qui vivent sur les lieux traditionnels de la



prostitution organisée; les enfants de la rue; les enfants vivant de petits boulots; les enfants travaillant dans les usines; les enfants dans les conflits armés.

La santé, tant physique que psychique de ces enfants, est déficiente. Ils souffrent de maladies vénériennes, de troubles respiratoires, de toxicomanie et de manque de sommeil, la peur, le sentiment d'insécurité les empêchant de dormir tranquilles. D'un point de vue psychologique, ils sont souvent agressifs,

méfiant, parfois dépressifs. D'aucuns tirent une certaine fierté du fait d'être un soutien économique pour leur famille. Pour les jeunes filles parfois, la naissance d'un bébé est une manière de surmonter une situation de violence, de redonner un sens à la vie, de retrouver un sentiment de dignité personnelle.

### Que faire?

Le champ d'action est vaste et il englobe toute la société. Il y a un développement économique à assurer pour que nul enfant doive se prostituer pour survivre et pour que nul client puisse s'abriter derrière l'aide qu'il prétend apporter. Un réexamen de nos valeurs est essentiel; comment en est-on arrivé à banaliser tout ce qui touche à l'enfant, tout ce qui touche au sexe? Pouvons-nous réellement continuer à ne pas voir, ne pas savoir? Suffit-il de soulager sa gêne en finançant des programmes d'aide au développement ou de réhabilitation des victimes? Certes cet aspect est important, car les besoins sont immenses. Mais si cela ne se double pas d'une action politique et d'une conversion, elle reste illusoire.

L'auteur propose trois pistes d'action: l'examen de nos valeurs, la création d'un environnement favorable à l'enfant aussi bien au niveau national qu'international, la création d'environnements thérapeutiques centrés sur l'enfant.

«C'est de la communauté que viennent certaines des dynamiques qui poussent les enfants à la prostitution - ou à abuser des enfants. La communauté est l'endroit où les enfants vivent, où un intérêt se manifeste pour eux. C'est d'elle que naîtra la volonté de changer les choses. Les hommes et les jeunes hommes sont évidemment une cible essentielle de ce processus de mobilisation sociale.» Saurons-nous prendre nos responsabilités? ■

**Maryse Durrer**

NB: La Suisse na pas encore signé La Convention des Nations Unies pour les Droits de l'enfant. Un des arguments de certains opposants est que les droits de l'enfant empiètent sur ceux des parents. La question du regroupement familial est également un obstacle. Mais il semble que devant l'urgence et l'aggravation de la situation des enfants, le bien des enfants devrait primer sur toute considération politique ou économique.

### A lire

«Enfants et prostitution. Ne me laissez pas tomber...» par Florence Bruce, BICE, 1996. Commandes: tél. (4122) 731 32 48.

# Affaire du «**COURRIER**»

## Protestation contre une décision injuste

Supplément à COTMEC-INFO, N°187, septembre 1996

*Amis lecteurs,*

*Vous avez sans doute entendu parler de l'affaire du «**Courrier**» à travers les médias. Ce journal, lié à l'Eglise catholique depuis 127 ans, doit désormais tenter sa survie sans soutien financier de la part de cette dernière. Au sein de la COTMEC, nous n'acceptons pas la manière dont les décisions ont été prises à ce sujet et nous avons tenu à le dire dans la lettre ouverte à nos autorités que vous trouverez reproduite ici.*

*Les liens qui nous unissent au **Courrier** sont très intimes. Lorsque Pierre Dufresne, qui fut un des plus anciens membres de notre commission, reprit la rédaction en chef du journal, celui-ci avait connu une crise sans précédent, était devenu insignifiant et perdait sans cesse des lecteurs. L'engagement pour la justice, les ouvertures humanistes inspirées d'un regard chrétien que Pierre Dufresne a offerts au journal lui ont permis de remonter la pente et en ont fait un organe estimé bien au-delà des frontières genevoises. L'actuelle équipe de rédaction et la Nouvelle Association du **Courrier**, organe éditeur, ont continué sur la même ligne en l'inscrivant au coeur d'une charte rédactionnelle.*

*Pierre Dufresne voyait une cohérence entre son engagement en tant que journaliste et son activité à la COTMEC: les actions pour la justice entre Nord et Sud ne sont pas crédibles si l'on ne tente pas le même discernement solidaire dans notre propre contexte local. C'est ce qu'il a voulu faire en «donnant une voix aux abandonnés, aux exclus, aux victimes de la violence et de l'injustice, ici et ailleurs». Il l'a fait de son mieux, avec ses imperfections, en écorchant parfois certaines sensibilités, mais toujours dans un esprit ouvert au dialogue. Et nous savons que ce journal peut, aujourd'hui encore, relever le défi de se laisser aiguillonner par l'interpellation des Evangiles tout en parlant un langage ouvert à tous, croyants ou non croyants. C'est pourquoi nous continuerons à agir pour que vive cet espace de liberté.*

*Pour l'heure, donc, il faut tout faire pour que vive «**Le Courrier**». Nous vous proposons une action dans ce sens au dos de cette feuille. Si certains ont des désaccords avec «**Le Courrier**», nous leur demandons instamment d'engager un dialogue loyal avec ceux qui font ce journal, plusieurs membres de la COTMEC, qui sont membres de l'association éditrice du **Courrier**, sont prêts à les aider à faire valoir leur point de vue. Mais nous prions tous les lecteurs de notre bulletin de ne pas négliger l'enjeu: c'est un outil essentiel pour la défense des droits humains et la promotion des initiatives de solidarité qui risque de disparaître s'il n'a pas suffisamment d'abonnés pour combler la disparition de la subvention ecclésiastique.*

Dominique Froidevaux

### Rappel des faits

Rappelons brièvement les faits: en juin dernier, après un long conflit latent et une multitude d'initiatives de dialogue avortées, les relations entre l'Eglise catholique et «**Le Courrier**» s'annonçaient pour le mieux. Une commission réunissant différents milieux concernés (représentants des instances pastorales et financières de l'Eglise catholique, représentants de l'organisme éditeur du **Courrier** et de sa rédaction) avait rendu un rapport qui offrait de nombreuses ouvertures de la part de la rédaction et recommandait l'octroi d'une subvention de 250'000 francs au **Courrier** pour 1997, reconductible en 1998.

Le Conseil exécutif, principale instance pastorale des catholiques genevois, avait accepté (avec une seule abstention, celle du département des finances) les conclusions de ce rapport et s'en était réjoui. Mais, le 12 juin, suite à une réunion houleuse, l'organe financier et juridique de l'Eglise catholique (SCR\*) déclarait accorder sa subvention pour 97 et 98 à une condition: que le rédacteur en chef du **Courrier** démissionne. Tout le patient travail de dialogue se trouvait ainsi balayé d'un revers de main.

Cette décision, refusée unanimement par le personnel du journal et son association éditrice, ne pouvait que susciter une avalanche de protestations: plus de 500 lettres de soutien - souvent collectives - parvenaient au journal et une pétition lancée par son Association de lecteurs (ALC) rassemblait plus de 4300 signatures! Par ailleurs un nombre suffisant de membres de la SCR ayant dénoncé la précipitation et le manque de préparation de la décision de juin réclamaient une nouvelle réunion de son assemblée générale. Cette dernière avait lieu le 28 août, peu après la nomination du nouvel évêque auxiliaire du diocèse pour Genève et alors que ce dernier n'était pas encore entré officiellement en fonction.

A nouveau, lors de cette réunion, les dés étaient pipés. En catimini, sans concertation avec les autres instances concernées, le comité de la SCR avait concocté une décision qui ne pouvait qu'être refusée par «**Le**

**Courrier**», à savoir: abandon de la subvention au profit d'une souscription auprès des catholiques genevois. Ce comité proclamait sa bonne foi en disant que, si la souscription ne rapportait pas assez, la SCR pourrait combler le trou, au moins la première année.

S'il avait pris la peine d'en discuter avec ceux qui essaient de faire vivre le **Courrier**, le comité de la SCR aurait bien compris que sa souscription venait nécessairement concurrencer celles que lance le **Courrier**, avec succès depuis plusieurs années déjà. Il se serait aussi rendu compte de la signification d'une telle décision sur le plan pastoral: dans la vie de l'Eglise, l'action du **Courrier** se trouvait ainsi reléguée dans les annexes optionnelles au budget, à la différence des autres choix pastoraux.

L'assemblée de la SCR adoptait malgré tout cette proposition le 28 août, par 17 voix contre 13. Les instances pastorales étaient une fois de plus minorisées dans cette enceinte qui fait la part belle aux milieux financiers\*. Le communiqué final de la SCR présentait cette décision accompagnée de belles phrases sur le dialogue à poursuivre avec le **Courrier**...

Le 3 septembre suivant, l'association éditrice du **Courrier** (NAC) refusait, par 33 voix contre 4, la proposition de la SCR en considérant qu'on revenait une fois de plus en arrière par rapport aux propositions de la commission de dialogue. Depuis, c'est le silence radio absolu du côté des autorités de l'Eglise et de la SCR et le **Courrier** lutte toujours pour sa survie.

\* **SCR: La Société Catholique Romaine (SCR) est à la fois l'organe financier de l'Eglise catholique à Genève et l'instance qui la représente sur le plan juridique civil. La SCR compte deux catégories de membres.**

**Les membres de droit: l'évêque auxiliaire et cinq archiprêtres et neuf laïcs représentant les divers lieux de l'action pastorale. Et 19 membres élus après cooptation, dont 8 au comité de la SCR qui constitue le "département des finances".**

### Lettre ouverte à nos évêques et aux membres du Conseil pastoral de l'Eglise catholique à Genève

Nous ne pouvons accepter les récentes décisions de la SCR au sujet du **Courrier** ni la manière dont elles ont été prises.

Ces décisions ont été prises au mépris du patient travail de dialogue entrepris

- au sein de la NAC qui s'est donné une large représentativité,
- dans les différents espaces de dialogue ouverts par le département de l'information de l'Eglise catholique qui avait posé les axes pour un travail avec le **Courrier** et d'autres médias au service d'une Eglise vivante et ouverte sur le monde,
- au sein de la commission de dialogue à laquelle participaient des membres de la SCR et qui avait rendu un rapport encourageant.

On ne peut prêcher le dialogue et n'en pas tenir compte dans ses actes. Or

le Comité de la SCR n'a nullement élaboré ses prises de position des mois de juin et d'août en concertation avec les instances concernées.

A travers de tels procédés, notre Eglise présente au public un visage caricatural que nous ne pouvons reconnaître. La SCR y apparaît comme l'organe suprême qui n'a de comptes à rendre à personne. Or, les différents départements de notre Eglise ont été mis en place, dans la foulée du Concile Vatican II, pour assurer au contraire une large participation de tous ceux qui constituent l'Eglise catholique à Genève, en lien avec leurs évêques. C'est pourquoi le Conseil exécutif qui réunit tous les départements, y compris celui des finances, était sensé être un lieu de concertation entre tous les lieux où se joue la vie de l'Eglise. Dans cet esprit, la SCR, organe financier et juridique ne devait pas pouvoir bloquer ce qui se fait par ailleurs. Dans l'affaire du Courrier, en court-circuitant des solutions nées du dialogue et avalisées par l'autorité pastorale, les responsables de la SCR ont-ils répondu à leur mandat - des plus respectables - qui est d'assurer les besoins matériels de notre Eglise? On peut se le demander.

Si la SCR peut s'arroger le pouvoir exorbitant de décider seule du sort du *Courrier*, il est urgent de changer le mode de fonctionnement de nos structures, en saisissant par exemple l'occasion de la réforme actuellement en cours du Conseil exécutif qui devient, cet automne, un «Conseil Pastoral Cantonal (CPC)».

Sans une réforme clarifiant les compétences des diverses instances\* et respectant la co-responsabilité en Eglise, la crise de confiance qui est en train de se développer sous nos yeux ne fera que s'aggraver. Beaucoup de personnes, qui comptent parmi les forces vives de notre Eglise, sont en effet découragées voire écoeurées. Beaucoup - des jeunes en particulier - se sentent exclus de l'Eglise. Après tant de lettres et de témoignages de soutien au Courrier, de cris de révolte ou d'interpellations respectueuses, les autorités de l'Eglise semblent paralysées, sourdes, incapables de réagir en raison des blocages que nous avons évoqués. Dans notre propre activité, nous sommes sans cesse confrontés à des personnes qui ont de la sympathie pour notre action mais ne peuvent plus se reconnaître dans l'Eglise catholique à Genève.

Nous désirons toujours travailler en Eglise, mais comment pourrions-nous encore être crédibles lorsque nous parlons de justice, de paix, de réconciliation, de sens du dialogue, de démocratie et de droits de l'homme si nous acceptons l'état de fait actuel? Nous nous permettons d'interpeller, à travers vous, tous les catholiques à Genève. Nous savons que l'action politique des chrétiens - et donc aussi la nôtre - suscitera toujours des interprétations plurielles, voire antagonistes. Entre chrétiens, au lieu de pratiquer l'anathème ou de faire taire la voix des plus dérangeants, ne devrions-nous pas être capables de débats sincères, transparents, en nous laissant sans cesse remuer par l'interpellation évangélique dont nul ne peut se dire le propriétaire exclusif? C'est en tout cas la forme de débat que nous souhaitons encourager dans notre Eglise.

Nous sommes certains que ce n'est pas seulement l'avenir du Courrier qui est en jeu, mais aussi l'avenir de notre communauté chrétienne. En cette période où éclatent de toutes parts les nationalismes meurtriers, les catholiques à Genève sont-ils encore capables de témoigner *ensemble* de la promesse de justice, de fraternité et d'amour dont sont porteurs les Evangiles?

*Lucia Argiroffo, Michel Bavarel, Dominique Biedermann, Fina Bijmens, Anita Boeckh, Marie-Thérèse Bouchardy, Kai Fen Cheng, Olivier Coquoz, Yves Brun, Bernard Comoli, Thérèse Delanoy, Christiane Escher, Michel Floquet, Claude Fol, Dominique Froidevaux, Wilma Jung, Justin Kahamaile, Philippe Maury, Guy Musy, Jean-Pierre Papart, Roland Pasquier, Elisabeth Reusse, Jean Charles-Roulin, Jean-Marc Siéro, Silvere Willemmin.*  
Selon une décision adoptée à l'unanimité le 16 septembre 1996.

\* A notre sens, il est essentiel de distinguer très nettement les compétences de l'autorité exécutive - qui doit être réellement exécutive - et celles de l'organe financier et juridique qui doit donner à l'autorité exécutive les moyens de sa pastorale.

Document à photocopier et distribuer autour de vous. Reproduction libre!

# Avec 25 francs chacun peut faire quelque chose Pour que vive «LE COURRIER»



Nous vous proposons  
de prendre un abonnement  
à l'essai pour 2 mois (Frs 25.-)  
(commande: 022 809 55 55).

OU, si vous êtes déjà abonnés,  
d'offrir un ou plusieurs essais  
d'abonnement à 25 francs et de faire  
votre possible pour fidéliser les  
personnes que vous aurez ainsi  
contactées.

Plusieurs membres de la COTMEC ont  
déjà entrepris avec succès des démar-  
ches de ce type auprès de leurs  
connaissances.

**A vous de Jouer!**  
Coupon à renvoyer au «Courrier»  
3, rue de la Truite,  
Case postale 238  
1211 Genève 8



Merci d'envoyer de ma part  
un essai de deux mois aux  
personnes suivantes:

Nom:.....

Prénom:.....

Rue et N°:.....

NP et Localité:.....

Téléphone:.....

Nom:.....

Prénom:.....

Rue et N°:.....

NP et Localité:.....

Téléphone:.....

**Je ferai mon possible pour  
fidéliser ces nouveaux lecteurs.  
Prière de m'envoyer la facture à  
l'adresse suivante:**

Nom:.....

Prénom:.....

Rue et N°:.....

NP et Localité:.....

Téléphone:.....

### Hommage à deux témoins de la paix

Deux évêques, l'un français, l'autre burundais sont assassinés. Le premier en Algérie, le deuxième au Burundi. Ils sont coupables d'avoir tenté de porter un témoignage de paix en terre de violence. Le geste n'est pas seulement lâche, il est choquant. Il l'est d'autant plus qu'il traduit l'absurdité des conflits religieux ou ethniques, de plus en plus répandus aujourd'hui, hélas!

«J'ai milité pour le dialogue et l'amitié entre les gens, les cultures, les religions. Tout cela mérite probablement la mort et je suis prêt à en assumer le risque. Ce serait même un hommage que je rendrais au Dieu auquel je crois» ainsi s'exprimait Mgr Pierre Claverie en Mai 1994 au lendemain de l'assassinat de deux religieux dans la Casbah. Le 1er août 1996, il a été tué en compagnie de son chauffeur dans un attentat à la bombe qui a soufflé sa voiture.

«Il n'est ni tutsi ni hutu, il est notre père à tous» répondaient les Burundais en parlant de Mgr Ruhuna. Le 23 juillet 1996 lors de l'enterrement des 304 victimes tutsi de Bugendana, ce

dernier avait renvoyé dos à dos les extrémistes de deux bords, invité les belligérants à déposer les armes, à négocier et à se réconcilier. Ce discours n'a visiblement pas plu à tout le monde, il a été assassiné le 9 septembre 1996.

Le scénario des deux attentats est quasiment le même et le but des commanditaires identique: éteindre des voix qui dérangent. Le choix des victimes, n'est pas fortuit non plus. Il faut choquer l'opinion en touchant l'autorité morale. L'objectif lointain étant de provoquer - suivant le cas - isolement, abandon, démission ou radicalisation.

Mais au delà des calculs machiavéliques c'est la justification et parfois l'exaltation de la violence gratuite comme instrument de lutte pour la justice qui révolte. L'acharnement à supprimer les symboles de la paix est caractéristique des conflits d'aujourd'hui et témoigne de leur absurdité. Ceci, peut être un signe: il y a urgence de retrouver des repères crédibles dans la multitude des significations flottantes de notre temps.

Le martyr des deux évêques honore leur foi. Leur sacrifice nous interpelle et interroge notre engagement. ■

Justin Kahamaile

### Danseuses et candidates au mariage

Une invitation joyeuse? Voire, si l'on est ressortissante d'un pays de l'Europe centrale et orientale ou du Sud, c'est à dire appartenant au 3ème cercle... Dans une brochure qui vient de paraître, Caritas suisse relève les incohérences juridiques qui empêchent ces femmes de faire valoir leurs droits.

Lors de la première étude «La traite du malheur», parue en 1992, Caritas, la ligue suisse de femmes catholiques SKF et le FIZ (centre d'information pour les femmes du tiers-monde) avaient fait une enquête fouillée sur la réalité quotidienne des femmes venant en Suisse comme danseuses et candidates au mariage. Une nouvelle étude intitulée précisément «Danseuses et candidates au mariage» est centrée sur les «aspects juridiques de la traite des femmes en Suisse». Si nous voulons vraiment obtenir que cesse cette exploitation scandaleuse de femmes que la pauvreté et/ou le chômage pousse à chercher leur survie dans les pays dits riches, il faut obtenir du parlement des lois permettant de lutter contre les abus manifestes dont sont victimes de trop nombreuses femmes venant dans notre pays en toute confiance. La lutte contre le trafic des femmes, la prostitution, le tourisme sexuel ont été une des priorités de la délégation de la Suisse lors de la conférence sur les femmes de Pékin, en septembre 1995, démontrant qu'il y a une réelle prise de conscience du Conseil fédéral et de l'administration fédérale. Il faut maintenant que cet engagement se traduise dans des lois qui assurent à ces femmes que leur dignité et leurs droits sont respectés. Caritas souligne également qu'«une réflexion reste à mener du côté des demandeurs et des consommateurs et que le comportement des hommes doit changer également pour que la lutte contre ce problème devienne vraiment efficace». Messieurs, la balle est dans votre camp, à vous de jouer! ■

Maryse Durrer

Danseuses et candidates au mariage - Aspects juridiques de la traite des femmes en Suisse et la traite du malheur et Le marché des femmes en Suisse peuvent s'obtenir auprès de Caritas Suisse, Löwenstrasse 3 6002 Lucerne. Contact pour les personnes intéressées à participer à une démarche, dans le sens préconisé par la brochure, auprès des autorités politiques: 022 362 29 51.

COTMEC  
bd du Pont-d'Arve 16  
1205 GENEVE  
CH

JAB  
1231 Conches  
Changement d'adresse  
16, bd du Pont-d'Arve  
1205 Genève

cotmec

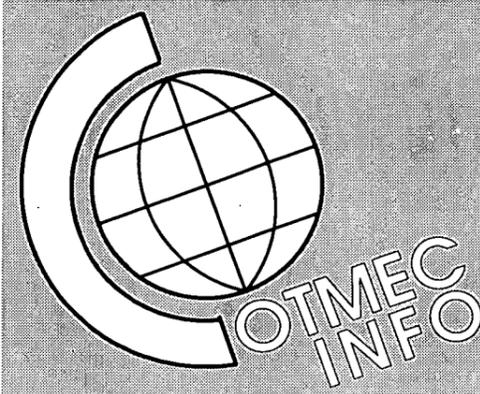
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve - 1205 Genève -  
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1  
Cotmec-info est Mensuel  
Abonnement: Fr. 15.- / an  
Rédacteur responsable: Dominique Froidevaux  
Imprimerie: REPROFFSET

#### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier  
Immigration clandestine  
Une initiative indigne

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

### Billet évangélique Un bulletin de vote suffit

Depuis les temps immémoriaux, les temples et les autels ont été considérés comme des lieux où des hommes et des femmes - en situation irrégulière - pouvaient échapper à la vindicte populaire et aux poursuites policières. C'était là un vieux droit sacré, reconnu par les législations et les pouvoirs publics. La bible ne fait pas exception. Le Deutéronome prescrit l'existence en Israël d'une ville offerte aux meurtriers «involontaires»; ils échappaient ainsi à l'aveugle vengeance du sang. Le christianisme a hérité de ces usages, ses églises et couvents ont servi souvent de lieux de retraite aux innocents pourchassés. (Il va sans dire que je ne parle pas ici des criminels et des assassins!)

Ainsi au cours de la dernière guerre mondiale, des faux plafonds ou des greniers d'églises ou des monastères ont caché des Juifs que des règlements iniques envoyaient dans les camps de la mort. Comme si la loi de Dieu corrigeait les injustices humaines même légales.

Cette convention non écrite n'a pas toujours été respectée. Cela va de soi. Nous avons encore sous les yeux les images atroces de chapelles et d'églises rwandaises remplies de malheureux calcinés qui avaient cru trouver dans ces lieux sacrés protection et sauvegarde. Plus près de nous, le spectacle des portes de l'église parisienne Saint-Bernard fractionnées à la hache par la police pour en faire sortir quelques africains sans-papiers nous interroge aussi. Il n'y aurait donc plus de lieux d'asile reconnus et par conséquent plus de correctifs aux législations aux coutumes injustes? Je continue à penser que les lois de Dieu l'emportent sur les règlements des hommes, même adoptés par une majorité des parlementaires. Et il appartient aux chrétiens de s'exposer pour les faire prévaloir.

Justement, si nos églises de pierres ne sont plus honorées comme lieux d'asile, il reste qu'ensemble nous formons un «temple» inviolable, capable d'héberger clandestins et sans-abris injustement poursuivis. Ce temple spirituel est la communauté des chrétiens. Nous avons une occasion extraordinaire de le construire une fois de plus, le 1er décembre prochain, en résistant ensemble contre le renforcement des lois destinées à restreindre le droit d'asile dans notre pays.

A cet effet, nous n'allons pas prendre les armes ni utiliser de moyens illégaux. Un bulletin de vote suffit! ■

Guy Musy

Lire le mini-dossier consacré à la prochaine votation sur l'asile en page 3.

### A propos de la loi sur le travail Qu'est-ce qui est au centre?

Chaque fois que nous avons à nous prononcer sur un sujet, une initiative, une modification de la loi, nous pouvons nous poser cette question simple: qu'est-ce qui est au centre? Chaque fois que nous pouvons répondre d'une manière évidente qu'au centre se trouve la personne humaine (dans son entité, sa dignité, sa santé, la survie de la planète) nous pouvons accepter la proposition. Dans le cas contraire nous devons la refuser. Passons la nouvelle loi sur le travail au crible de la question.

Au centre de cette révision se trouve le profit économique et la compétitivité, au détriment de la personne humaine. Cette satellisation autour du noyau économique provoque un nombre grandissant d'exclus, rejetés comme par force centrifuge d'un mouvement qui s'accélère. Et si les situations sont différentes, les mécanismes sont pourtant les mêmes dans notre pays qu'à l'échelon mondial. C'est la même logique qui voudrait légaliser, ici, le travail de nuit, le travail du dimanche et les heures supplémentaires et, là-bas, le travail des enfants, la liberté totale pour les multinationales, les salaires dérisoires... Cette logique a pour nom le profit et pour unique but de diminuer les coûts de production au mépris de la personne humaine. Dès lors, l'enjeu du 1er décembre revêt une importance capitale car, en déposant notre bulletin dans l'urne, nous répondrons à une question plus large encore que celle du début: «quelle société voulons-nous construire?» ■

Roland Pasquier



Nous vous offrons avec ce numéro un supplément sur LE DROIT A SE NOURRIR. Vous y trouverez des pistes concrètes pour agir contre la faim, d'une manière originale. Ce supplément constitue un outil de travail que des groupes - de jeunes ou moins jeunes, de communautés de base ou de paroisses - peuvent utiliser en vue d'une réflexion sur un enjeu qui nous concerne tous!

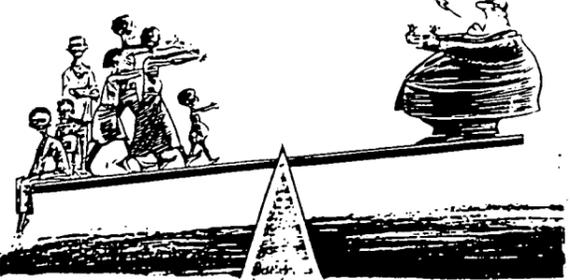
#### AGENDA

Du 1er au 21 novembre à Genève  
Exposition photographique: **DES FEMMES DANS LES PAYS ARABES**  
Lieu: Librairie Al Diwan, 4 bis, rue des Pâquis, 1202 Genève  
C'est une galerie de portraits qui montre les femmes telles qu'elles sont dans la vie de tous les jours. Elles sont Algériennes, égyptiennes, irakiennes, jordaniennes, koweïtiennes, libanaises, palestiniennes, etc...  
Réalisation: L'institut du monde Arabe  
Org: CETIM (022/ 731 59 63 et Librairie Al Diwan (022/ 738 89 38)

Du 14 au 17 novembre à Genève  
Série de films proposant un **REGARD SUR LES MIGRATIONS**  
Ce mini-festival est organisé par le ciné-club CINEMA DES TROIS MONDE animé par des étudiants et collaborateurs de l'IUED. Existant depuis 1985, ce ciné-club tente d'élargir son audience. **Demandez absolument le programme détaillé des projections à Gérard Perroulaz au tél. 022 906 59 54.** (Sortie d'un film de Safi Faye-cinéaste sénégalaise, présentation de films de Richard Dindo, Peter von Gunten, Marzak Allouache. Un programme de qualité!)

Du 28 février au 2 mars 1997 à Villars s/Glâne - Fribourg  
**Afrique du Sud - Suisse: FIN à L'APARTHEID ECONOMIQUE!**  
Un séminaire à ne pas manquer avec trois volets: 1 - Analyses sur la réalité sud-africaine, 2 - Relations économiques Suisse-Afrique du Sud, 3 - Interpellation théologique face à l'apartheid économique.  
**Retenez la date, une invitation détaillée suivra dans Cotmec-info.**

STOP LA-BAS!  
VOUS TROUBLEZ  
L'EQUILIBRE



## Informons sur l'informel...

**Conséquence de la restriction des emplois générée par une société esclave de la rentabilité, l'économie dite «informelle» est souvent perçue comme porteuse de solidarité, en opposition à la jungle capitaliste. Le dernier numéro de «vivant univers» nous dévoile les différentes facettes de cette forme d'économie, née avant tout de l'exclusion...**

Le terme d'économie informelle désigne généralement tout type d'activités non contrôlées et non réglementées par l'autorité -mais pas forcément illégales ou non structurées pour autant! Ces activités sont aussi diverses et répandues que le cirage de chaussures, la cuisine au bord des routes ou les réseaux d'échanges de savoir. Ce concept d'"informel" est cependant controversé: bien que juridiquement différentes, les activités des secteurs formel et informel sont de même nature. Dans les deux cas elles peuvent être sous-tendues par l'obsession du gain ou au contraire, par un plus grand souci de partage. On préfère donc de plus en plus parler d'économie populaire, concept

différent se définissant plutôt par les acteurs, le genre d'activités et la logique mise en oeuvre (logique capitaliste traditionnelle ou logique plus solidaire).

### Pourquoi?

Aujourd'hui, les activités de type informel sont en pleine expansion: aussi bien au nord qu'au sud, le seul développement envisagé est centré sur l'économie. Au nom de la rentabilité, des emplois sont sacrifiés. Au nom de la flexibilité (capacité d'adaptation aux "besoins" du marché) des travailleurs sont remplacés. Au nom de la libre concurrence, l'intervention de l'Etat est minimisée... D'où l'augmentation des chômeurs contraints à bricoler pour survivre et d'entreprises quasi informelles ("made in Taiwan") dont les lois pour le moins légères sur le travail permettent de produire à moindre prix (mais dans quelles conditions?)

### Quels inconvénients? Quels avantages?

On constate que l'économie informelle prend racine dans l'exclusion et engendre parfois l'exploitation -du fait même de l'absence des lois- Elle reproduit souvent les injustices et les schémas hiérarchiques du secteur for-

mel auquel il est du reste étroitement lié: Ainsi, les femmes vendant la nourriture à la sortie des bureaux dépendent de l'activité des travailleurs du formel! d'autre part, l'activité informelle échappe certes aux contraintes, mais aussi à la protection de la loi (assurance, caisse, retraite...). Elle emprunte également des chemins parallèles à la contrebande et est souvent considérée comme une simple étape vers un statut plus élevé.

Néanmoins, l'économie informelle - comme l'économie formelle, parfois - peut se révéler véritable moteur social, lorsqu'elle repose sur la solidarité. Effectivement, elle met en jeu la créativité et la débrouillardise et remet en question le monde traditionnel du travail. Ainsi, à Kinshasa, les bénéficiaires de l'activité informelle sont redistribués entre individus liés affectivement, augmentant le nombre d'acheteurs potentiels et facilitant le bien-être relatif de tous...

Il convient donc de reconnaître les potentialités du secteur informel, sans oublier qu'il n'est souvent pas choisi, mais exigé. ■

Marie Pasquier

vivant univers N° 425  
Septembre-octobre 1996  
Commandes: 037 24 19 77

## Livre dédié à 4 coopérants tués au Nicaragua

Nicaragua, février 1986, Maurice Demierre est assassiné, juillet de la même année, Yvan Leyvraz, Joël Fieux et Berndt Koberstein subissent le même sort. Ils viennent de payer le lourd tribut de leur engagement solidaire auprès du peuple nicaraguayen. Quatre hommes, quatre destins brisés par la Contra. L'objectif de celle-ci: empêcher l'émergence d'un «nouveau modèle de société», et toute forme de solidarité pouvant le favoriser est combattue. La méthode est simple: paralyser toute action oeuvrant pour plus de justice et d'égalité.

Aujourd'hui, dix ans après, un livre témoignage rend hommage aux quatre coopérants. Oeuvre d'un collectif d'amis, le livre veut avant tout fixer le souvenir. Il est un appel à la résistance et à la solidarité, il est aussi un cri d'espoir. C'est également un voyage à travers le Nicaragua d'hier et d'aujourd'hui, avec ses souffrances et ses joies, ses rêves et ses réalisations.

Le ton, marxisant par endroits, peut agacer mais n'altère guère la richesse du message. Un livre comme un suc qui nourrit l'engagement. ■

Justin Kahamaile

«Nicaragua 1986, l'aventure internationaliste de Maurice, Yvan, Joël et Berndt», CETIM, Juillet 1996  
A commander au CETIM,  
6, rue Amat, CH-1202 GENEVE  
Tél. (41) (22) 731 91 52,  
Fax (41) (22) 731 91 52

## Mines antipersonnel: enfin le militaire cède le pas à l'humain !

**A la conférence internationale d'Ottawa qui s'est déroulée du 3 au 5 octobre dernier une page de l'histoire des mines antipersonnel s'est tournée: Environ cinquante pays ont répondu aux cris du monde en s'engageant sur la voie de l'interdiction des mines antipersonnel. Une déclaration a été adoptée, un plan d'actions étudié et, point fort de cette conférence, un projet de traité de prohibition totale a été annoncé par le gouvernement canadien. Même si le chemin s'avère encore long, les diverses campagnes applaudissent.**

Il faut en effet se rappeler que l'accord de ce printemps à Genève avait été un échec complet pour celles et ceux qui s'engagent en faveur d'une interdiction totale et immédiate des mines antipersonnel. Pire encore, cet accord légitimait les mines dites "intelligentes" parce que détectables et autodestructibles.

Alors, comment ce dossier qui semblait enlisé a-t-il pu subir un tel changement?

Une cinquantaine de pays a eu le courage de sortir des chemins battus, de laisser à l'écart la mécanique rouillée de l'ONU et de se réunir pour créer un groupe déterminé à construire un monde sans mine. A l'initiative du gouvernement canadien, cette rencontre a eu lieu la semaine dernière à Ottawa. Fait nouveau aussi, les ONG, habituellement à peine tolérées, étaient partie prenantes à la conférence, au même titre que les délégations officielles représentant les Etats, certains gouvernements comptaient même un délégué d'ONG dans leur propre délégation, d'autres encore, dont la Suisse, avaient facilité leur présence par des appuis financiers.

La déclaration finale adoptée, quoiqu'encore faible, insuffisamment précise sur des contraintes réelles et sur un calendrier, et évitant d'évoquer la question de la définition des mines, démontre cependant pour la première fois une volonté claire des Etats présents de prévenir à libérer notre planète le plus rapidement possible de ce fléau.

L'engagement le plus fort sera venu du ministre des affaires étrangères du Canada, qui a donné sa promesse de préparer dans les mois prochains un traité de prohibition totale et de relever le défi de réunir les Etats pour signature en décembre 1997 déjà. Quant à la diplomatie suisse, elle a, avec plusieurs autres pays d'Europe et d'Amérique centrale, refusé de céder aux pressions visant à retarder le processus d'interdiction (pressions exercées tout particulièrement par la France)

La campagne suisse contre les mines antipersonnel, présente parmi les ONG à Ottawa, tient à exprimer sa satisfaction sur les négociations de la semaine dernière. Elle se félicite de constater qu'enfin les Etats partagent les préoccupations partagées depuis plusieurs années tant par les campagnes nationales qu'internationales, qu'ils semblent décidés à rejoindre leurs rangs et à prendre des mesures courageuses et déterminées.

Notre campagne se réjouit tout particulièrement de la promesse d'un traité de

prohibition pour la fin de l'année 1997 et attend que ces engagements soient maintenant tenus.

Depuis plusieurs années, les mines antipersonnel étaient au banc des accusés. A Ottawa, condamnation semble s'être dessinée clairement. ■

Elisabeth Reusse-Decrey

Des cartes invitant le Conseil fédéral à agir sur le plan international peuvent être obtenues au tél.: (022) 328 01 73



## Nouvelle initiative sur l'immigration clandestine en Suisse

# Dangereuse et indigne !

**Le premier décembre, les Suisses sont à nouveau appelés à voter sur une initiative risquant de mettre leur droit d'asile en péril. Il s'agit de l'initiative de l'Union des Démocrates du Centre (UDC) «contre l'immigration clandestine» qui s'est profilée, l'air de rien, derrière une autre initiative, celle des Démocrates suisses, annulée au printemps passé pour vice de forme. Ambiguë dans sa formulation, la nouvelle initiative n'en est pas moins dangereuse et indigne. Sophie de Rivaz, qui suit de près les questions de l'asile, propose un argumentaire incitant à refuser ce texte. A diffuser et faire connaître autour de vous! Une réflexion plus détaillée et élaborée par diverses organisations d'Eglises sous l'égide de CARITAS peut être obtenue à notre secrétariat.**

### Ce qu'entend principalement l'initiative de l'UDC:

- Refuser à une personne qui serait entrée en Suisse clandestinement le statut de réfugié. La Suisse, par son adhésion aux conventions internationales, ne peut toutefois pas refouler ces personnes qui seront mises au bénéfice d'autorisations de séjour plus précaires.

- Citer les requérants d'asile à faire leur demande depuis leur pays d'origine.

- Interdire aux personnes entrées clandestinement en Suisse de travailler et en cas d'autorisation exceptionnelle, obliger l'administration à leur séquestrer et gérer leurs salaires.

### L'initiative est une nouvelle atteinte à un droit d'asile par ailleurs fort restrictif dans sa pratique en Suisse:

- La majorité des personnes qui se battent pour leurs idéaux politiques dans leurs pays se voient retirer leurs passeports et sont donc obligées de fuir sans document d'identité. Ainsi les personnes qui répondraient aux critères très restrictifs appliqués actuellement par les autorités compétentes en matière d'asile en Suisse n'auraient plus droit au statut de réfugié.

- Concrètement, cela signifie qu'il leur faudrait attendre dix années au lieu de cinq pour obtenir un permis C; ils n'auraient



plus droit automatiquement à faire venir leur famille.

- Il est extrêmement difficile à des personnes, lors de conflits dans leur pays de se rendre dans les capitales pour y déposer des demandes d'asile aux ambassades ou consulats suisses. Déposer une demande d'asile à l'extérieur de la Suisse est une vue de l'esprit.

- Les requérants entrés clandestinement n'auraient plus droit d'accéder au marché du travail pendant toute la durée de la procédure. Actuellement cette interdiction s'applique pour les trois premiers mois de l'examen de la procédure, interdiction étendue à six mois lorsque l'Office fédéral des réfugiés a rendu une réponse négative au cours des trois premiers mois suivants le dépôt de la demande. Il faut savoir que plus le requérant d'asile a de justes motifs, plus la procédure est longue. En outre, l'expérience a montré que pour la plupart des personnes venues demander protection à notre pays, le fait de ne pouvoir exercer une activité est vécue très douloureusement, notamment par les hommes chefs de famille.

### L'initiative rate sa cible:

- Elle empêche une bonne intégration de personnes qui ont dû fuir leur pays à la suite de persécutions.

- Elle n'a aucun impact sur la question de l'immigration clandestine et absolument aucune conséquence pour les employeurs qui utilisent de la main d'oeuvre bon marché au noir.

- Elle aura enfin comme conséquence secondaire de renforcer la "forteresse suisse". S'il s'agit d'avoir une autorisation en règle pour entrer sur notre territoire et déposer une demande d'asile, il risque alors

d'être encore plus difficile pour les ressortissants du 3ème cercle d'obtenir un visa pour venir visiter de la famille ou des amis installés en Suisse.

- Elle profite de l'état de désabusement et de désarroi des

citoyens en désignant des boucs émissaires. Il est à craindre que les citoyens acceptent l'initiative, non pour son contenu, mais davantage pour exprimer leur "ras-le-bol" face au pouvoir. ■

Sophie de Rivaz

## Quelques arguments contre les «a priori» à l'égard des étrangers

### «On ne va quand même pas accueillir toute la misère du monde»

Selon des chiffres (1995) du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), quatre pays accueillent plus d'un million de réfugiés. Il s'agit de l'Iran, du Zaïre, du Pakistan et de l'Allemagne. Il y a en Afrique 16 millions de déplacés, 7 en Asie, 5 en Europe, 3 en Amérique.

### «Les étrangers nous piquent notre travail»

Selon une analyse (1996) du Syndicat de l'Industrie et du Bâtiment (SIB), le taux de chômage est de 8,4 % chez les étrangers, 3,1 % chez les citoyens suisses.

En outre, selon un rapport rédigé par l'Office fédéral de la statistique, en mai 1994, la Suisse, face au vieillissement de sa population et à l'absence de renouvellement des générations sera obligée à terme de faire appel à de la main d'oeuvre étrangère, comme elle l'avait fait dans les années 70.

### «On aide davantage les étrangers que les Suisses»

A Genève, les premiers bénéficiaires de l'aide sociale fournie par l'Hospice général sont les rentiers AVS/AI avec un revenu garanti de 21'000 francs par an en plus du loyer et de la prime maladie et de 13'000 francs pour les chômeurs en fin de droit. Des sommes qui, il est vrai, restent très faibles au vu du coût de la vie à Genève. Les requérants d'asile touchent, pour leur part, 13 francs pour leur logement et 18,50 francs pour leur nourriture et frais divers. Ceux qui ont déposé leur demande depuis moins d'une année, touchent 16 francs par jour pour se nourrir, payer leur transport ainsi que d'autres frais divers.

### «Les requérants d'asile commettent tous des délits»

Il y a bien 6,7 % des condamnés qui sont requérants d'asile (ils ne représentent que 1,2 % de la population en Suisse) mais 52 % d'entre eux l'ont été pour des motifs liés à une infraction sur le séjour des étrangers. En outre, les condamnations concernent en général des hommes plutôt que des femmes et des personnes entre 20 et 40 ans. Or la plupart des requérants répondent à ces caractéristiques. A profil égal, les étrangers ne commettent pas plus de délit que les Suisses.

### «Plus il y a d'étrangers en Suisse, plus la criminalité augmente»

En 1995, selon les statistiques de l'Office fédéral de la police, la criminalité a encore baissé en Suisse pour la quatrième année consécutive. En comparaison internationale, la Suisse est un des pays les plus sûrs du monde. Malheureusement le sentiment subjectif d'insécurité ne cesse de progresser, relayé par certains médias.

S.d.R.

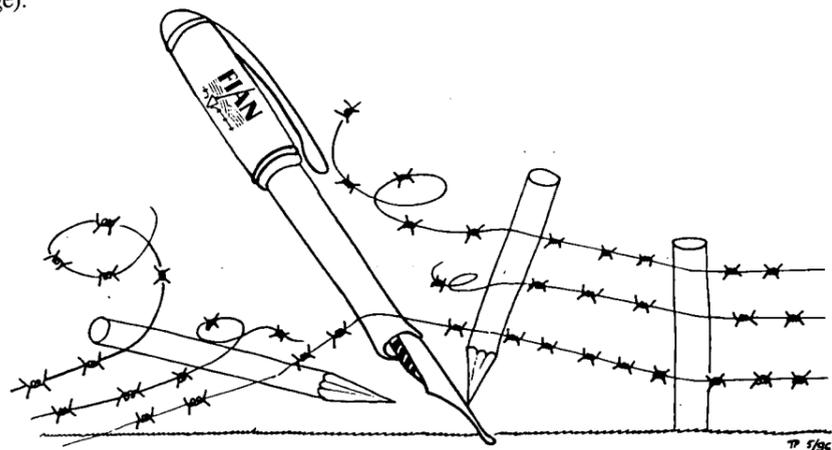
# La justice au bout de nos stylos !

Par José Parra  
Secrétaire de FIAN-Suisse

Pour réaliser le Droit à se nourrir, FIAN s'inspire des méthodes éprouvées d'Amnesty International. Partant d'informations vérifiées et établissant les violations du Droit à se nourrir, une action est lancée. Tous les membres de FIAN prennent alors leur plume. Et ce sont des centaines de courriers qui s'unissent pour exiger le Droit à se nourrir.

Pour agir, il faut aussi être convaincu. Convaincu de l'importance des Droits économiques, sociaux et culturels de l'Homme. Que ces Droits fondent la dignité humaine. Et que le Droit à se nourrir est une solution pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. Ces convictions forment la clef de voûte du travail de FIAN. Elles donnent à ses actions leur sens et leur force.

Face au fléau de la faim, FIAN mène des actions simples et efficaces. Une feuille de papier et un stylo pour exprimer le refus de l'impunité et soutenir les populations victimes. Efficace car, dans 90% des cas, les actions de FIAN aboutissent à une amélioration de la situation des victimes. Pour en savoir plus vous pouvez consulter la brochure «Les actions urgentes menées par FIAN atteignent leur but...» (disponible à l'adresse citée en bas de page).



## Participez à nos actions!

- Les actions urgentes:** lorsqu'une violation du Droit à se nourrir a lieu, nous envoyons aux autorités responsables des lettres de protestation en faveur des victimes. Cette action dure environ 2 mois. (Par exemple: menaces ou cas d'expulsion forcée, accès dénié à la terre, etc.)
- Les Hotlines:** lorsqu'une violation du Droit à se nourrir a lieu dans une situation critique et exige une réaction très rapide. Des lettres de protestation sont alors envoyées par fax. Ce type d'intervention n'excède pas 2 semaines. (Par exemple: lors de décision juridiques concernant les victimes ou lorsque des menaces ou des actes violents sont perpétrés à l'encontre de paysans sans terres)
- Le suivi de cas:** un groupe local (5 à 6 membres) peut entreprendre un engagement plus important et plus direct: à savoir, adopter un cas particulier de violation du Droit à se nourrir. Un lien de solidarité voit le jour entre le groupe et les populations concernées. Des objectifs sont fixés à moyen et à long terme. Alors commence le travail de soutien en collaboration avec FIAN International.
- Les campagnes internationales:** dans ce cas, plusieurs sections nationales de FIAN se chargent de cas où les violations du Droit à se nourrir se placent à plus grande échelle. (Par exemple: impact de projets de la Banque Mondiale sur le Droit à se nourrir).
- Lobby auprès des Etats et des Nations Unies:** les interventions de FIAN présentent aux autorités responsables l'état des lieux des violations du Droit à se nourrir, les incitant à prendre des mesures appropriées. (Par exemple: présentation d'un rapport parallèle lorsqu'un pays présente l'avancée de ses travaux en faveur des Droits de l'Homme auprès de l'ONU).

FIAN-Section Suisse, Case Postale 2338, 1211 Genève 2 / Fax: 022 329.26.81  
CCP: 12-29517-4

## Un travail de sensibilisation

En marge de ses actions, FIAN accomplit un travail remarquable de sensibilisation et de formation pour promouvoir le Droit de l'Homme à se nourrir.

Quelques titres à lire absolument:

- **DROITS ÉCONOMIQUES: LEUR HEURE EST VENUE.**

Ce petit livre tente de clarifier les principaux concepts dans ce domaine des droits humains et d'esquisser des pistes d'action à l'attention de divers acteurs: organisation de base, ONG, syndicats, mouvements de femmes, dirigeants, journalistes, etc.

- **DOUZE MALENTENDUS SUR LE DROIT À SE NOURRIR.**

Un argumentaire précis et digeste sur les questions que l'on peut se poser à propos du droit à se nourrir et de sa réalisation.

- **AFFAMÉ DE JUSTICE.**

Un excellent titre pour ce périodique

FIAN en français. On y trouve des dossiers sur divers enjeux ayant trait à la faim, l'alimentation, l'injustice économique tant au Nord qu'au Sud et un panorama détaillé des actions pour le droit à se nourrir.

Par ailleurs FIAN organise régulièrement des sessions de formation pour celles et ceux qui s'intéressent aux droits économiques et sociaux (renseignements à l'adresse citée en bas de page - à gauche).

## Sommet de l'Alimentation Exemple d'un travail de lobby

Invité aux séances préparatoires du Sommet Mondial de l'Alimentation (cf. article de Thierry Pellet en page 1), FIAN International pose quatre exigences autour de l'élaboration d'une déclaration de principe et d'un programme d'action.

1. L'introduction d'un Code de conduite pour le Droit à se nourrir adéquate dans le Programme d'Action Général. Ce Code permettrait une mise en oeuvre plus efficace du Droit à se nourrir en fixant les responsabilités des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de la société civile.
2. La réforme agraire doit être énoncée comme une priorité majeure pour assurer un meilleur accès aux moyens de production agricoles et financiers et ainsi garantir le Droit à se nourrir.
3. La création d'un système de documentation sur les violations du Droit à se nourrir par la FAO.
4. L'élaboration d'un pacte multilatéral sur la sécurité alimentaire qui fixerait les droits et les devoirs des pays exportateurs et importateurs de d'entrées alimentaires afin que le commerce dans le secteur agricole puisse contribuer à garantir la sécurité alimentaire dans les pays importateurs.

José Parra et Dominique Froidevaux

# Enjeux Nord/Sud

Editorial

## Le droit à se nourrir

Au mois de novembre aura lieu à Rome le sommet mondial de l'alimentation. Enjeu: le pain que se partageront les habitants de la planète à l'aube du prochain millénaire. Comme lors de toutes ces grandes messes placées sous l'égide des Nations Unies, on y goûtera les fameuses expertises des technocrates, les conflits d'intérêts entre Etats, la sauce militante - diversement épicée - des organisations non gouvernementales (ONG). Le gros du menu risque fort, cependant, d'être préparé sous la marmite à pression du puissant lobby agro-alimentaire des pays industrialisés, Etats-Unis en tête. De ce côté-là, on développe en effet des projets ambitieux qui ne demandent qu'à se déployer sur toute la planète: agriculture extensive, dopée par les ressources agro-chimiques et servie par un réseau de distribution commercial mondialisé qui ne connaît bientôt plus de barrières. Du tout cuit, préemballé!

Dans ce supplément, nous voudrions décortiquer avec vous quelques-uns des enjeux de ce sommet et des débats qui y ont lieu (voir l'article de Thierry Pellet ci-contre).

L'essentiel de ce dossier mettra cependant en vedette l'action d'un organisme qui propose un regard neuf sur le problème de la faim dans le monde. Cet organisme c'est FIAN\*, un réseau international dont l'objectif est de promouvoir la priorité du droit à se nourrir. Vous découvrirez dans ces pages toute la richesse de cette nouvelle approche. Lancé en Allemagne avec le même concept d'action qu'Amnesty dans le registre des droits civils et politiques, FIAN est devenu une des rares organisations de pointe dans la défense et la promotion des droits économiques et sociaux. Une section suisse de FIAN vient de se créer. Nous vous encourageons vivement à soutenir le démarrage de cette initiative dont l'action est à la portée de tout le monde et dont la vocation est de travailler en synergie avec les organisations déjà existantes dans ce domaine. Ce supplément a été réalisé en lien avec plusieurs membres de la jeune section suisse de FIAN.

Dominique Froidevaux

\* FIAN: Food first International Action Network

### Sommaire:

- En finir avec le scandale de la faim par Thierry Pellet (DB)
- Un réseau suisse pour défendre le droit à se nourrir par Mamcor Diouf (président de FIAN-Suisse)
- La Suisse face aux droits économiques par Caroline Dommen (juriste, FIAN-Suisse)
- Un regard éthique par Dominique Froidevaux (COTMEC)
- La justice au bout de nos stylos ! par José Parra (Secrétaire de FIAN-Suisse)



## En finir avec le scandale de la faim !

Par Thierry Pellet,  
Déclaration de Berne

Plus de vingt ans ont passé depuis la première Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 où les puissants de la planète avaient crânement proclamé: «dans dix ans, plus aucun homme, aucune femme, ni aucun enfant n'ira se coucher la faim au ventre». De toute évidence, cette promesse n'a pas été tenue.

Aujourd'hui encore, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde et les prévisions pour les trente prochaines années laissent augurer de l'ampleur du défi à relever: selon la FAO, la production alimentaire globale devrait augmenter de 75% durant cette période pour nourrir les quelque trois milliards de personnes supplémentaires attendues! Et cela permettrait seulement de

réduire un peu le nombre de personnes sous-alimentées...

Alors comment réaliser la sécurité alimentaire pour la planète et toutes les populations? C'est à cette question que devront répondre les Chefs d'Etat qui se réuniront à Rome du 13 au 17 novembre au Sommet mondial de l'alimentation.

Au-delà des solutions techniques prônées habituellement pour augmenter les quantités produites, une approche qualitative devra aussi émerger. Car plus que la pénurie, certaines inégalités entre pays du Nord et du Sud ou à l'intérieur d'un Etat menacent la sécurité alimentaire: poids de la croissance démographique, creusement du fossé entre riches et pauvres,

distribution inéquitable des terres, poids de la dette extérieure, etc. Seule une agriculture durable permettra de relever le défi alimentaire mondial, à travers une approche globale à long terme.

Elle devra s'établir à tous les niveaux: commercial, en rémunérant les producteurs de manière équitable, en réduisant les subventions aux surproductions du Nord et en facilitant l'accès aux marchés pour les produits du Sud.

**Social:** par une répartition équitable des terres et une reconnaissance du rôle prépondérant des femmes - 60% des ménages ont une femme pour chef de famille dans certaines régions d'Afrique.

**Environnemental:** en encourageant des pratiques agricoles douces, avec peu d'intrants chimiques mais intense en main d'oeuvre, en préservant la biodiversité et en reconnaissant le rôle central des paysans dans cette tâche.

**Culturel:** en respectant les traditions locales et le savoir-faire local.

**Politique:** en accordant plus d'importance à l'autosuffisance alimentaire, au développement décentralisé du territoire rural - c'est encore là que vit la majorité des 800 millions de personnes souffrant de la faim - et à la participation démocratique des populations rurales.

Les Etats qui feront le voyage à Rome devront dépasser les déclarations d'intention et afficher une réelle volonté politique pour offrir une chance de venir à bout de ce formidable défi qui nous attend pour le XXIème siècle.

Thierry Pellet

### Pour en savoir plus

Le Sommet mondial de l'alimentation et les positions qu'y défendront le gouvernement et les ONG suisses ont fait l'objet d'un journal préparé par le Forum romand de l'alimentation. Commandes: 021 624 54 17

## La Suisse face aux Droits économiques et sociaux

Par Caroline Dommen  
Juriste, FIAN-Suisse

La Suisse a ratifié le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ci-après: Pacte) en 1992, sans réserve. Ce Pacte garantit aux habitants des pays qui l'ont ratifié une large gamme de droits dont: le droit à une éducation primaire gratuite pour tous, la protection de la mère et de l'enfant, le droit au travail - dans des conditions justes et favorables - le droit de former des syndicats et de faire la grève, les droits à la sécurité sociale et à un niveau de vie adéquat, y compris les droits à se loger et à se nourrir. Ce Pacte est entré en vigueur en 1976 et est juridiquement

## FIAN-Suisse Un réseau à construire pour promouvoir le droit à se nourrir

Par Jean Baptiste Mamcor DIOUF  
Président de la  
section suisse de FIAN



FIAN - Mouvement international - pour le droit à se nourrir, a vu le jour en Allemagne de l'Ouest depuis le début des années '80. Ce n'est qu'en 1995 - sous l'impulsion de Peter Damary de Genève - que la section suisse de FIAN a été portée sur les fonds baptismaux. Cette section compte une quarantaine de membres et de sympathisants. Elle fonctionne grâce aux subventions de la coopération suisse au développement (DDC) et de la ville de Genève, au soutien de la COTMEC qui a mis à notre disposition son infrastructure (salles, photocopieuse, documentation) et un bureau. Nous remercions vivement ces instances.

FIAN s'inspire du pacte des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels. C'est donc un mouvement de promotion des droits de l'homme. FIAN lutte pour que ceux qui ne peuvent pas produire leur nourriture puissent le faire. Par exemple:  
- les paysans qui se retrouvent sans terre dans leurs pays à cause des réformes agraires, en Amérique latine notamment;  
- les éleveurs qui ne peuvent vendre leur bétail à des prix raisonnables à cause du dumping des pays occidentaux;  
- les pêcheurs artisanaux qui subissent la concurrence sauvage des chalutiers des pays riches;  
- les travailleurs occidentaux qui vivent la récession avec son cortège de malheurs et,

notamment, les fusions de grandes entreprises engendrant un chômage de plus en plus insupportable, intolérable et injustifiable.

Le respect des droits économiques, sociaux et culturels doit permettre à chaque personne de s'épanouir dans sa culture et de gagner dignement sa vie.

FIAN ne finance pas de projets de développement et ne distribue pas non plus de nourriture. A l'instar d'Amnesty, FIAN procède par harcèlement épistolaire: nous envoyons des lettres aux gouvernements concernés et nous alertons l'opinion internationale. FIAN International se charge de dénoncer auprès des instances de l'ONU les pays qui violent le droit à se nourrir.

Après une année de fonctionnement, la section suisse est toujours à la recherche de membres. FIAN est ouvert à tous, sans distinction de race, de religion ou d'idéologie. Ce n'est qu'en luttant ensemble que nous pourrions vaincre l'injustice, la cupidité et la misère pour instaurer un monde de paix, de fraternité et d'amour.

Jean Baptiste Mamcor DIOUF

NB: Des sections de FIAN peuvent être créées au Nord comme au Sud. Celles de l'Inde et du Mexique comptent aujourd'hui parmi les plus dynamiques (Réd.).

santé, l'éducation, l'alimentation ou le droit au travail. Le Comité accorde une attention particulière à la situation des couches les plus vulnérables de la population. FIAN-International intervient régulièrement en soumettant au Comité des rapports alternatifs qui permettent à celui-ci de mieux évaluer la situation réelle de chaque pays.

La Suisse vient de soumettre son premier rapport sur le Pacte au Centre des Droits de l'homme des Nations Unies. Ce rapport sera donc examiné par le Comité lors d'une de ses prochaines sessions. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) ont été consultées pour la préparation du rapport suisse. Un tel document fournit aux ONG une occasion unique pour discuter des politiques suisses dans les domaines couverts par le Pacte. En effet, elles peuvent vérifier les informations contenues dans le rapport et, en cas de besoin, les

compléter. Lors de la séance du Comité-même, elles peuvent venir pour s'assurer, d'une part, que les affirmations des représentants suisses sont exactes et, d'autre part, que les promesses faites par les représentants suisses seront réalisées par la suite. En Suisse pour répondre aux exigences posées par le Pacte des actions devront être entreprises dans différents domaines: congé maternité, paiement des jours fériés, statut des travailleurs migrants et lutte contre la pauvreté.

Le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels acquiert une importance toute particulière aujourd'hui, au moment où le Conseil national tergiverse à propos de la Charte sociale européenne en la renvoyant en commission pour examen. En effet, certaines dispositions de la charte sociale qui ont posé problème, sont clairement reconnues dans le Pacte, notamment le droit de grève. Et là, la Suisse est tenue par ses engagements internationaux.

Caroline Dommen

## Exemple d'une action urgente le Droit à se nourrir des populations indiennes Pehuenche menacé par un projet hydro-électrique au Chili

Au Chili, le long de la rivière de Biobio s'étendent les terres traditionnelles des indiens Pehuenche, peuple semi-nomade qui se nourrit de chasse et de cueillette. Cette région, fait aussi l'objet d'un projet de construction de six centrales hydroélectriques. Conséquences: inondations des terres indiennes et déplacements des populations.

Les populations indiennes n'ont pas été consultées dans le processus décisionnel. Pangua, la première centrale, leur a été déjà imposée et une soixantaine de personnes a été déplacée et relogée. Malheureusement, la surface des terres fertiles en échange est trop petite et la chasse et la cueillette, n'y sont pas possibles. En outre, la fertilité de ces terres n'est pas encore prouvée et l'accès à l'eau y est rendu plus difficile à cause des barrages. Ainsi l'on se trouve face à une violation flagrante du Droit de ces populations à se nourrir et FIAN a lancé une action urgente.

Alors que la construction des autres centrales inonderait 25'000 hectares, FIAN pose des exigences au gouvernement chilien et aux bailleurs de fonds, dont la Banque Mondiale. FIAN pose diverses exigences:

- que l'Etat fournisse aux communautés Pehuenche vivant sur les bords du Biobio des titres de propriété pour leur territoire traditionnel de chasse et de cueillette;
- que les Pehuenche puissent prendre part au processus de décision en ce qui concerne la terre de leurs ancêtres;
- et que tout plan de réinstallation des communautés vivant dans une zone risquant d'être inondée, leur garantisse un accès adéquat aux ressources de la terre.

José Parra

Cette action durera jusqu'au 15 novembre 1996. D'autres sont actuellement en cours. Toute personne qui souhaite lutter pour le droit à se nourrir en participant à de telles actions peut nous contacter. (Contact: FIAN, CP 2338, 1211 GENEVE 2)

## Partager le pain ou promouvoir des droits?

Un regard éthique, par Dominique Froidevaux (COTMEC)



«Partager le pain!» Le refrain est connu. Lorsque l'on parle de la faim dans le monde, il surgit sur le mode de la pensée-réflexe dans notre univers judéo-chrétien, avec un petit arrière-goût de culpabilité. Cette exigence du partage n'est pas à mépriser: elle est une nécessité urgente face à la croissance des inégalités et du mal-développement. Et le sens du partage produit parfois des miracles à la manière de la multiplication des pains. Pourtant, l'idée du droit à «se nourrir» exige un pas de réflexion supplémentaire. Promouvoir ce droit fondamental suppose une action sur les structures d'injustice et d'oppression car ce sont elles qui causent la pauvreté et la malnutrition. Paradoxalement, certaines formes d'aide peuvent contribuer à renforcer ou maintenir en place des rapports iniques: par exemple, l'arrivage massif des surplus céréaliers des pays riches dans des zones de famine a souvent ruiné les petits producteurs locaux! Par ailleurs, la charité alimentaire ne peut être que blessante et paralysante pour celui à qui l'on dénie ses droits fondamentaux. Affirmer que toute personne a un droit inaliénable à se nourrir suppose au contraire qu'elle ait la possibilité concrète de produire elle-même sa nourriture ou qu'elle ne soit pas exclue de son droit au travail ou encore qu'elle ait une rémunération digne, lui permettant de vivre, quelle que soit sa situation.

La tradition biblique - comme bien des voies de sagesse issues d'autres cultures - relate une très claire prise de conscience de ces droits fondamentaux, avant la lettre. Dans la bouche du prophète Esaïe, la nécessité de «partager son pain avec l'affamé» est précédée d'un cri contre l'injustice: «Le jeûne qui me plaît, dit Yahvé, c'est rompre les chaînes injustes... renvoyer libres les opprimés, briser tous les jougs» (Es 58,6). A travers une relecture des périodes d'esclavage et d'exil dont le peuple hébreu a fait l'expérience, l'Ancien Testament prononce un refus sans équivoque de toute forme d'exploitation ou d'asservissement (Lv 25). La seule souveraineté que les Hébreux

reconnaissent est celle d'un Dieu qui fait alliance avec les hommes afin que la vie soit possible pour tous (Gen 6-9).

Dès les premiers siècles du christianisme, forts de cette inspiration, de nombreux théologiens et hommes d'Eglise ont affirmé avec force la priorité éthique absolue du droit à se nourrir (1). St Thomas d'Aquin considère même que, en cas d'extrême précarité, il est légitime de commettre un vol pour se nourrir. Le droit à se nourrir est, dans ce cas, considéré comme plus important que le droit à la propriété! Le Concile Vatican II rappelle également à ce sujet que «la règle de la justice est inséparable de la charité» et que «tous les hommes ont le droit d'avoir une part suffisante de biens pour eux-mêmes et leurs familles» (2). Plusieurs évêques latino-américains ont récemment remis ces exigences à l'ordre du jour à propos de la situation des paysans sans terres ou lors de révoltes de la faim dans certaines villes.

Dans la perspective du «droit à se nourrir», l'interpellation la plus forte vient cependant du Nouveau Testament. Le repas est en effet un thème privilégié des évangélistes qui décrivent la promesse du «bonheur céleste» comme un joyeux banquet (Mt 8,11; Lc 13,29). De nombreuses paraboles évoquent la part légitime des exclus à la table du Seigneur (Lc 7,36; Lc 15, 1s; Mt 22,1-10). Ou, à l'inverse, le scandale que représente le festin du riche lorsqu'il méprise la souffrance de l'affamé (Lc 16,19-31). Que dire, enfin, de l'eucharistie, cette nourriture essentielle dans la vie de foi de tout chrétien? «Toute eucharistie authentique et consciemment célébrée, dit S. Galilea, doit être considérée comme l'acte de protestation le plus radical qui soit. L'eucharistie proclame et réalise la souveraineté du Christ, le seul sauveur et libérateur, le seul seigneur de l'histoire et de l'homme... en lui tous les hommes sont devenus libres... En célébrant l'eucharistie, nous nous engageons à faire sauter toutes les formes d'oppression politique, sociale et idéologique qui sont inconciliables avec ce que nous avons proclamé» (3). Il y a là un morceau de choix pour notre méditation à propos du «droit à se nourrir».

D.F.

1. C'est le cas, entre autres, de saint Basile IVe s., du pape Grégoire le Grand, VI-VIIe s., de St Thomas d'Aquin. Voir à ce sujet: G. Couvreur "Les pauvres ont-ils des droits?" (1961) et A. Durand "La cause des pauvres, société éthique et foi" (1991).

2. "L'Eglise dans le monde de ce temps", n° 69, 1&2.

3. S. Galilea "Les messes de protestation", cité par B. de Clerq, in Concilium n° 84, p. 113.

Des membres de FIAN et de la COTMEC sont disposés à vous accompagner pour une réflexion sur le droit à se nourrir. Merci de vous adresser au tél. 022 329 26 81.

## à vos agendas

**"FORÊTS TROPICALES, IMPACT DE NOTRE CONSOMMATION"**  
Conférence, organisée par SPE (société suisse pour la protection de l'environnement)  
Genève: 26 novembre, 12h15, Métropole, 34, quai Général-Guisan  
Lausanne: 27 novembre, 12h15, salle des fêtes du casino de Montbenon, 3, allée E. Ansermet  
Neuchâtel: 28 novembre de 12h15, au Muséum d'histoire naturelle, rue des terreaux 14  
Frais: Fr 35.-, Membres SPE, Fr 25.-, sandwich et une boisson inclus  
Renseignements: SPE 6, rue St Ours, 1205 Genève, Tél: 022/329 99 29

Du 28 novembre '96 au 12 janvier '97  
**POLATAKA, les couleurs de la vie**  
Peintures de jeunes artistes du Sud-Soudan. Exposition-vente, organisée par Caritas tiers-monde et le Musée d'Ethnographie avec la collaboration de l'ADE (Association européenne pour l'étude de l'alimentation et du Développement de l'Enfant)  
Lieu: Musée d'Ethnographie (65-67 Bd. Carl Vogt)  
Contact: Tél: 022 708 04 44

4 décembre '96, à 20h30 - Genève  
**LE DROIT À L'EAU RESTE À CONQUÉRIR** conférence de Riccardo PETRELLA, pdt du groupe de Lisbonne  
Lieu: Université Dufour, Genève, auditoire Rouiller.  
Organisation: CETIM et l'Association Américaine de Juristes  
Contact: CETIM (Centre Europe-Tiers monde) Tél. 022 731 59 63

5 décembre '96, 20h - Genève  
**DANIEL VIGLIETTI EN CONCERT**  
à la salle du Faubourg  
(8 Terraux-du-Temple - GE) >>>>>>

Daniel Viglietti à Genève  
Concert au profit de la revue America Libre

Daniel Viglietti, c'est une voix, rebelle et poétique, qui chante la vie, l'amour et la liberté. C'est un militant qui se bat pour une société plus juste, c'est un artiste qui explore la richesse musicale en s'inspirant aussi bien de Stravinski que de Yupanqui. Uruguayen, né en 1939, cet homme a connu succès et disgrâce. Nombreux prix ont couronné son oeuvre dont le grand prix de l'académie Charles Cros, mais cet homme a aussi connu la prison sous la dictature militaire nicaraguayenne en 1972. Son oeuvre a été censurée et il s'est vu interdit de concert à plusieurs reprises (ex à Puerto Rico, sous l'administration Reagan). Après un passage remarqué à Fribourg l'été dernier, D. Viglietti revient en Suisse pour une tournée au profit de la revue "America Libre".

**Il sera en concert à Genève le jeudi 5 décembre 1996 à 20h. à la salle du Faubourg, 8, rue Terraux-du-temple.**  
Organisation: Groupe d'amis d'"America libre" avec le soutien de la COTMEC.

Contact: Librairie Nueva Utopia, Grand Fontaine, 38, 1700 Fribourg., Tél et Fax 026 322 64 61.

## Afrique du Sud - Suisse

# Fin l'apartheid économique !

En tant que système politique, l'apartheid sud-africain a vécu. Son abolition, qui constitue un formidable signe d'espérance en cette fin de siècle, ne constitue pourtant qu'une étape par rapport aux défis de la justice et de la paix dans ce pays. L'apartheid marque encore de son empreinte l'ensemble du tissu social et économique sud-africain. Bien avant le succès des premières élections non raciales, des représentants des Eglises sud-africaines avaient mis le doigt sur les enjeux de la libération économique et sociale qui devait devenir une priorité absolue, sitôt la libération politique acquise.

Les dynamiques qui s'amorcent à ce sujet en Afrique du Sud ne sauraient nous laisser indifférents. En effet, le phénomène grandissant de l'exclusion qui se développe au Sud comme au Nord constitue une nouvelle forme d'apartheid global. L'expérience des Eglises sud-africaines nous est donc précieuse. Nos Eglises n'ont-elles pas, chez nous aussi, la mission d'ouvrir des perspectives prophétiques, en fidélité avec le choix prioritaire des pauvres et la promesse évangélique d'une plénitude de vie pour tous?

Par ailleurs, la Suisse a une responsabilité particulière vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Notre pays a largement contribué au détournement des sanctions anti-apartheid et certains milieux économiques et politiques suisses ont tissé des liens privilégiés avec les partisans d'un régime totalitaire. Un examen lucide de ces compromissions devrait favoriser d'autres relations économiques, commerciales et financières entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Cela ne peut que renforcer le processus de démocratisation et favoriser le développement d'une société plus équitable. Dans ce domaine aussi, les oeuvres d'entraide et les Eglises, en lien avec leurs partenaires sud-africains, pourraient acquérir une expérience d'analyse et d'action en matière économique.

## Trois moments majeurs:

1. Le combat pour la justice économique en Afrique du Sud Avec Molefe Tsele, directeur du programme des Eglises sud-africaines sur les questions économiques
2. Relations économiques Suisse-Afrique du Sud quelles compromissions? Quels défis pour l'avenir? Avec Mascha Madörin, économiste
3. Apartheid social, le rôle prophétique des Eglises face aux réalités économiques. Avec Jean-Pierre Zurn, théologien

Table ronde avec des représentants des milieux bancaires suisses, des gouvernements suisses et sud-africains. Elaboration d'une plateforme pour des actions de solidarité.

Organisation: Plateforme de travail sur l'Afrique australe des oeuvres d'entraide et de mission et des Groupes de solidarité.

Séminaire  
avec conférences, table ronde  
échanges sur les actions  
de solidarité

du vendredi 28 février '97 à 18h00  
au dimanche 2 mars '97 à 13h00

Notre-Dame de la Route  
17 chemin des Eaux-Vives  
Villars s/Glâne - FRIBOURG

Renseignements:  
tél.: 026 422 11 20

Avec le soutien de la campagne  
oecuménique de Carême '97  
«Pour un commerce équitable»

JAB  
1231 Conches  
Changement d'adresse  
16, bd du Pont-d'Arve  
1205 Genève

## cotmec

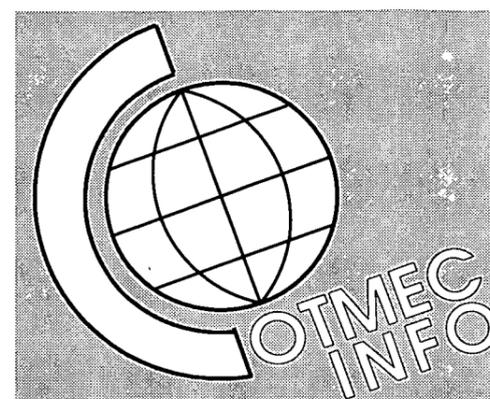
Commission  
Tiers Monde  
de l'Eglise catholique  
à Genève

16, bd du Pont d'Arve  
- 1205 Genève -  
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

**CCP 12-21551-1**  
Cotmec-info est Mensuel  
Abonnement: Fr. 15.- / an  
Rédacteur responsable:  
Dominique Froidevaux  
Imprimerie: REPROFFSET

## Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



## Billet évangélique

## God bless America

Au soir de sa réélection Bill Clinton ne put s'empêcher de s'exclamer: «je remercie Dieu de m'avoir fait naître aux Etas-Unis!». Nous étions habitués à parler d'Israël comme du peuple élu. Et bien, il faudra ajouter une nouvelle page à la bible et rectifier notre théologie. Et que le «petit suisse» que je suis ne s'offusque point! Avec tant d'autres, j'ai remercié Dieu chaque jour au cours de la dernière guerre de nous avoir donné une «patrie incomparable et de l'avoir comblée de ses bénédictions»!

Nous savions déjà que les USA exercent le métier de Gendarme de la planète, mais maintenant il faut encore ajouter que «l'american way of life» est béni du ciel. Je n'ai plus qu'à regretter de n'être pas américain!

D'autres ont des raisons de le regretter davantage. A l'heure où j'écris ces lignes, ils errent quelque part sur les collines ou dans les brousses de l'Est Zaïrois, à la recherche, d'un peu d'eau, de quelques légumes, traînant des enfants et des nourrissons affamés et déshydratés. Heureux encore si on ne les mitraille pas. On nous dit qu'ils sont un million à vivre cet exode qui prend l'aspect d'une marche non pas vers terre, mais vers la mort promise. Sans doute, doit-il leur arriver de maudire Dieu de les avoir fait naître sous ces sombres tropiques, plutôt qu'en Arkansas ou sur les plages de Californie! J'imagine aussi que les Juifs emmenés vers les camps de la mort pouvaient soupirer de n'être pas nés en Suisse...

Mais voilà, après cinquante ans, les Suisses ont rouvert quelques dossiers de leur histoire et nous découvrons avec stupéfaction que tous nos aînés n'étaient pas innocents face aux malheurs des autres. Notre patrie ne serait donc pas si «incomparable»! Dans cinquante ans, les Américains, avec d'autres nations, reconnaîtront peut-être leur part de responsabilité dans l'horrible conflit des Grands Lacs et regretteront de ne pas être intervenus assez vite pour éteindre le feu ou contenir l'incendie.

Dans cinquante ans! D'ici là, le problème sera réglé. La mort aura fait son oeuvre. A moins qu'un incroyable sursaut d'humanité impose sa voix aux politiques et aux marchands de canons et sauve ce qui peut-être encore sauvé. Pour la paix de ma conscience et de la vôtre, je voudrais bien y croire. ■

Guy Musy

Mini-dossier  
Crise des Grands Lacs  
TÉMOIGNAGE

commission tiers monde  
de l'Eglise catholique

## Les Eglises et notre avenir

Tenez-vous bien, les Eglises sortent du bois. Dans le registre politique et économique, nous nous étions presque accoutumés à la retenue de nos autorités ecclésiastiques. Or, voyez les prises de position protestante et catholique contre la nouvelle loi sur le travail en Suisse: une parole claire comme on en a rarement vue. Cela n'est pas allé sans provoquer quelques remous, notamment à Zurich où certains réseaux d'Eglise sont très liés aux milieux d'affaires. Mais la ligne générale est nettement esquissée, avec de solides fondements éthiques condamnant une forme d'économie qui «augmente la précarité des personnes les plus vulnérables» et en vient à «détruire l'homme»\*. Voyez encore les récents écrits de la Commission sociale de l'épiscopat français: un ton inhabituellement sévère pour dénoncer le «courant libéral pressé de se défaire d'obligations sociales qu'il juge abusives» ainsi que la logique financière «obsédée par la rentabilité à court terme et souvent sans morale».

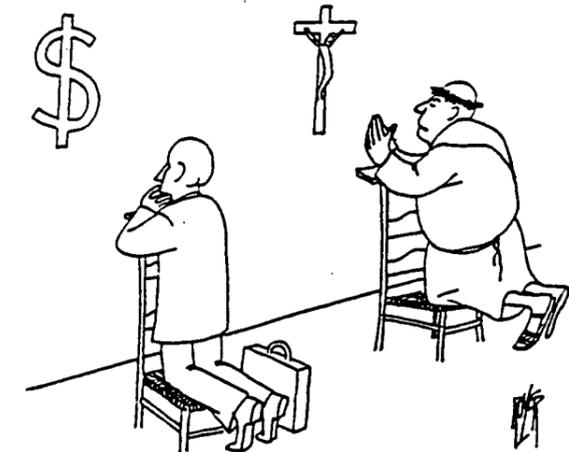
L'enseignement social des Eglises souffrait jusqu'ici d'une trop grande discrétion. Il a longtemps été confondu avec la recherche d'une hypothétique "troisième voie" (entre libéralisme et marxisme) ou avec le programme de certains partis confessionnels. Les Eglises s'affranchissent progressivement de ces carcans pour oser une parole plus libre. C'est heureux. Elles gagnent ainsi en crédibilité pour nommer l'injustice, discerner certains signes d'espérance ou proposer de nouvelles pistes d'action en faveur d'une économie davantage au service de l'homme.

Il serait faut de croire que ces tâches concernent seulement les autorités ecclésiastiques ou leurs commissions spécialisées dans ces domaines: c'est l'affaire de tout un chacun. Les Eglises suisses l'ont bien compris, puisque, après leurs consœurs allemandes, elles ont décidé de lancer une consultation oecuménique sur l'avenir social et économique du pays. Une première rencontre pour évaluer les préparatifs de cette démarche est prévue le 14 mars '97, à Berne, sous les auspices de Justice et Paix et de l'Institut d'éthique sociale\*\*. Ce sera l'occasion de dynamiser l'initiative citoyenne des chrétiens dans la construction d'une Suisse solidaire et ouverte au monde. Non pas pour créer un nouveau parti. Mais pour tenter de poser ensemble des actes témoignant de l'Evangile dans notre société, aujourd'hui. ■

Dominique Froidevaux

\* Un communiqué  
à ce sujet émanant du  
Conseil pastoral genevois  
est disponible à notre  
secrétariat (022 329 26 81)

\*\* Renseignements  
sur la consultation:  
J.-C. Huot,  
Justice & Paix,  
tél.: (031) 381 59 55



## Bienvenue à Mgr PIERRE FARINE

Nos meilleurs vœux à PIERRE FARINE qui a été ordonné évêque le 20 octobre, pour le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg. Une charge qu'il a choisi de placer sous le signe de la joie. A la COTMEC, nous avons été touchés par la visite qu'il nous a accordée, avant même son entrée en fonction. Dans le climat difficile qui règne dans notre Eglise, suite à l'affaire du Courrier, il a pris le temps d'écouter, de comprendre. Nous avons voulu être authentiques dans nos critiques et fermes dans notre exigence de justice. Pierre Farine nous a demandé d'esquisser des propositions d'action à réfléchir en Eglise\*. C'est pour nous un signe d'espérance. Bon vent, Pierre, pour tous les défis que tu auras à relever aux côtés des chrétiens de Genève!

\* Les lecteurs intéressés peuvent s'adresser à notre secrétariat.

COTMEC

## Qu'est-ce que l'intégrisme ?

Femmes pour la paix (GE) a tenté de répondre à cette question.

Le dossier que ce mouvement a publié l'an passé (disponible à notre secrétariat) est toujours d'actualité. nous vous en recommandons la lecture.

Plusieurs personnalités se sont mises à leur écriture pour guider notre réflexion. Au fil des articles, nous découvrons que l'intégrisme n'a pas de frontière, qu'il peut être religieux, politique, culturel. Il se traduit par l'intolérance, le racisme, la xénophobie, avec toujours le refus de la différence, le rejet de l'autre souvent par des moyens agressifs, voire barbares. Jean-Claude Basset, un des auteurs, souligne l'un des visages de l'intégrisme: «le refus du pluralisme fondé dans une relation directe à la vérité identifiée à un texte révélé».

Il ajoute que «les fidèles de toutes les religions ont à trouver la voie d'une tolérance de conviction qui loin d'ignorer et de rejeter les différences de croyance, incite à reconnaître l'autre...» Le père Longchamp relève que «l'intégrisme est la tentation des temps d'incertitudes, de mutations sociales. Il sacralise un moment de l'histoire qu'il projette dans l'éternité.»

Jacqueline Laporte nous livre quelques réflexions pour essayer de comprendre ce qui se passe dans la tête d'un intégriste. Elle nous rappelle que nous ne sommes pas à l'abri de la tentation, d'autant plus qu'une constante se retrouve dans toutes les formes d'intégrisme, la peur. Peur de perdre son identité, peur du changement, peur de se remettre en question, peur du lendemain... et toujours la tentation du repli sur «le bon vieux temps».

Toutes ces peurs sont reflétées quotidiennement dans les médias; oui nous sommes réellement en danger d'intégrisme. Le reconnaître est le premier pas permettant de résister, tous ensemble, sur tous les fronts. ■

Maryse Durrer

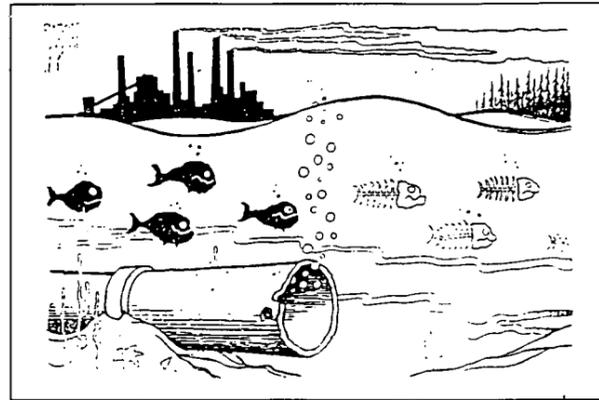
## Après le pétrole L'EAU sera un enjeu stratégique majeur au 21e siècle

C'est d'abord dans les régions arides des pays du tiers monde que la consommation de l'eau est un enjeu important. De plus en plus!

L'accès à l'eau et le développement sont en effet étroitement liés. Enjeu économique et politique, le contrôle de cette précieuse ressource risque d'être source de conflits, car les fleuves et les nappes phréatiques ignorent les frontières.

Aujourd'hui, la plupart des tensions se concentrent au Moyen-Orient: l'eau appartient au plus fort. Dans le conflit israélo-palestinien, les Palestiniens, déjà confrontés aux problèmes de territoire, craignent qu'Israël n'augmente son exploitation des nappes d'eau: celle de Cisjordanie vaut de l'or. Les Israéliens consomment 4 litres sur 5 d'eau cisjordanienne. Quand la sécheresse menace, ils coupent l'eau des Palestiniens. A Gaza où sont entassés près d'un million de Palestiniens, les nappes surexploitées sont inondées par l'eau de mer dont la dessalinisation coûte très cher.

Entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie les choses ne se passent pas mieux. La Turquie avec la construction du barrage Atatürk sur l'Euphrate est en train de s'approprier la plus grande partie d'eau de la région et de se servir de cette ressource comme moyen de pression dans sa politique étrangère. La Syrie et l'Irak savent très bien que leur approvisionnement en eau dépend d'Ankara. Mais les appétits de la Turquie sont loin d'être



Avec la pollution, l'accès à l'eau est encore plus précaire

tre apaisés. Un grand projet (GAP) qui comprend 22 nouveaux barrages (14 sur l'Euphrate et 8 sur le Tigre, avec 19 centrales électriques) est en train de voir le jour.

L'écosystème de toute la région de l'Anatolie du Sud-Est sera touché par ce nouveau projet.

Qu'importe si les populations kurdes qui habitent cette région deviennent des otages dans la guerre de l'eau, si leur déplacement forcé détruira leur culture et laissera les Kurdes dans la misère.

Face aux enjeux économiques et politiques, l'enjeu humain est devenu secondaire!

**Quel est notre rapport à l'eau alors que la population augmente et que les réserves d'eau diminuent?**

Nous sommes tellement habitués à en consommer que nous ne nous posons plus la question. Tout nous paraît normal, mais

c'est quoi la normalité? Gaspiller quotidiennement de l'eau chaude et froide à la cuisine et à la salle de bain, arroser le gazon devant la maison, favoriser une agriculture dépendante de l'irrigation...

La liste est loin d'être exhaustive. Chaque être humain a besoin pour boire, faire la cuisine et se laver d'au moins 5 litres d'eau par jour. En Suisse la moyenne de notre consommation quotidienne est de 120 litres d'eau, sans compter l'eau consommée par les collectivités.

**Aujourd'hui dans les pays défavorisés 1,4 milliards de personnes n'ont pas encore accès à l'eau potable et 1,7 milliards ne disposent pas d'installation sanitaire.**

Tenant compte de la démographie en hausse, de l'entassement de la population dans les villes, et du développement des cultures irriguées, dans 25 ans il y a plus de 3 milliards d'êtres humains qui n'auront pas accès à l'eau potable. Ces chiffres nous interpellent, il est urgent de modifier nos comportements et de définir notre solidarité. Où que nous soyons, nous ne pouvons plus échapper à nos responsabilités. Mais que faire? Réduire le gaspillage, c'est déjà un moyen à notre portée et le signe d'une prise de conscience. ■

Lucia Argiroffo

### Pour en savoir plus:

□ **L'eau de notre planète bleue** (dossier pédagogique) publié en 1989 par :  
-Comité suisse de l'UNICEF  
-Déclaration de Berne,  
-Service école tiers monde  
Commandes:  
Tél.: 021 616 84 33

□ **L'appel du Kurdistan**  
N°16, juin 96  
Commandes: Association  
Suisse-Kurdistan, CP 2358,  
2302 La Chaux de Fonds

été diffusée (proposée par Joseph Bruhin elle est disponible auprès de Justice et Paix, Tél.: 031 381 59 55). La Commission romande et le Conseil d'Action national d'Action de Carême se sont par ailleurs également prononcés en faveur de l'interdiction d'exporter des armes, mais un engagement définitif de cet organisme dépend encore de son Conseil de fondation. A suivre, donc. Sachez enfin qu'il est toujours possible de faire signer l'initiative "pour davantage de paix et des emplois d'avenir" par une "redistribution des dépenses" publiques et celle "pour davantage de droits au peuple". La récolte de signatures peine car beaucoup de gens croient avoir déjà signé quelque chose mais n'ont pas eu connaissance de la nouvelle mouture de ces textes après l'invalidation de l'initiative "Prendre au militaire pour donner au social et au tiers monde". (Infos au Tél. 021 652 39 32).

Roland Pasquier

(Ce dossier est disponible auprès de PPP, tél. 021 646 30 77). Concernant le deuxième point, par exemple, PPP expose les arguments éthiques, les points de vue des partenaires du Sud et les points de vue des Eglises pour mettre ensuite en évidence les incohérences de la politique suisse. Prenons la Birmanie où la guerre civile de 1948 n'est toujours pas éteinte. En mars 1996, les troupes gouvernementales ont mené une nouvelle offensive, très dure, contre les Karen, une ethnie minoritaire du nord, menacée d'extermination. Elles ont bombardé, avec des pilatus PC-7 sortis des ateliers de Stans, deux camps de réfugiés qui sont soutenus par Swissaid et Caritas et cofinancés par la Direction pour le Développement et la Coopération (DDC).

Les oeuvres d'entraide protestantes ont ainsi déjà pris position en faveur de l'interdiction des exportations de matériel de guerre et ont ouvert le débat. Du côté catholique, une réflexion éthique a

## Soutenez-vous l'idée que «le développement a besoin du désarmement»?

C'est là une des questions posées aux pasteurs, animateurs et responsables paroissiaux par Pain pour le Prochain (PPP). En ouvrant une consultation nationale à la demande du Conseil suisse Terre-Nouvelle, PPP entend susciter un débat sur le problème récurrent de l'engagement politique des Eglises. En effet, chaque fois que l'Eglise prend position au sujet d'une violation, des voix s'élèvent qui veulent séparer l'engagement du chrétien de l'engagement du citoyen. Ces voix portent-elles la parole de la base? C'est ce que l'Eglise protestante veut savoir en interrogeant celle-ci.

Le questionnaire est accompagné d'un dossier nourri, intitulé "le développement a besoin de paix", qui dresse l'état des lieux de trois sujets d'actualité:

- L'interdiction des mines anti-personnel
- L'interdiction des exportations de matériel de guerre
- Le développement par le désarmement.

## Que peut-il advenir

# quand on tolère l'intolérable ?

Polepole - lentement - dit l'agent du HCR à la vieille dame, qui n'en peut plus, épuisée. Deux jours de marche, sans repos et il faut continuer à marcher, s'éloigner des zones de combats et tenter de rejoindre les points de secours mis en place par le HCR. La vieille dame esquisse un sourire, remercie et se remet en route.

En quelques mots la correspondante de Radio France Internationale a peint le tableau de l'exode de dizaines de milliers de réfugiés rwandais, burundais et zairois fuyant la plaine de la Ruzizi, au sud de Bukavu (est du Zaïre), théâtre des affrontements entre les rebelles Banyamulenge et l'armée zairoise. L'image de

la vieille dame que je ne connais pas mais que je me représente sans peine ne m'a plus quitté. Je la vois avancer péniblement, engager ses pas lents dans cette terre rouge des hauts plateaux, boueuse en ce début de saison de pluie, marquer le sol d'une empreinte, et continuer. Il faut marcher pour se persuader qu'on est encore en vie. Son calvaire traduit les souffrances, maintes fois annoncées, de centaines de milliers de personnes aujourd'hui abandonnées à elles-mêmes. L'agent a parlé d'un point de secours comme d'une station où il faut s'arrêter et reprendre des forces, avant d'aller où? Vers quel devenir? Nul ne sait. Surtout, nul ne

veut devoir répondre à cette question. Alors, les "humanitaires" parlent d'urgence et usent de l'outil TV pour nous décrire le prélude à la catastrophe. Les politiques appellent à une intervention immédiate... Solution instantanée disent les experts.

### Cette région est la mienne

Cette région est la mienne (je suis né à Bukavu), l'histoire de cette vieille dame aussi. Je l'imagine rwandaise et hutu (je suis zairois et tutsi). Penser à elle me replonge dans mon propre passé. Je revois ma famille (sans mon père, il était au front) cheminant sur les collines de la région, fuyant la ville en proie à la rébellion des mercenaires de Jean Schramme (ami et complice de Bob Denard). C'était en 1967, Mobutu jouissait alors des faveurs des Occidentaux. L'occupation ne dura que deux petits mois, les mercenaires européens furent évacués sur... Genève et leurs collègues zairois arrêtés. Je me revois six ans plus tard, confronté à mon premier conflit identitaire. C'était en '72, le

régime burundais venait de péter le massacre contre les Hutu et le collège des Jésuites où j'étudiais à Bukavu avait accueilli un bon nombre de jeunes rescapés. Le traumatisme qu'ils avaient vécu les poussait à la méfiance et parfois à la rancœur vis-à-vis du Tutsi, quel qu'il soit. Il m'était dès lors difficile d'exprimer ma compassion ou mon amitié vis-à-vis de ces condisciples dont paradoxalement je me sentais proche, compte tenu des affinités ne serait-ce que linguistiques. Peu après, le Rwanda procéda à son tour au massacre des Tutsi, le collège accueillit donc cette fois un contingent de jeunes Tutsi rwandais qui, eux, tout naturellement, se sentirent proches et en confiance en notre compagnie (Tutsi zairois). Pourtant, à part l'ethnie, peu de choses nous étaient communes. L'attitude du Zaïre dans ces conflits fut détestable. Elle se résume en ces mots: il faut soutenir les régimes en place. Mobutu envoya un contingent militaire soutenir Micombero, le président burundais de l'époque, dans sa sale besogne. Il n'hésita pas non plus à accéder à la requête du gouvernement rwandais qui demandait au Zaïre de lui livrer les Rwandais tutsi réfugiés au Zaïre. L'excès de zèle le poussa à livrer même des Tutsi zairois.

### Quelle est mon identité?

J'étais adolescent, ces événements m'ont profondément marqué et m'ont poussé à m'interroger sur ma propre identité. Plus tard j'ai pris conscience de trois choses: la citoyenneté est une notion biaisée dans les systèmes dictatoriaux qui sont les nôtres, le mot république est vide de sens et l'Etat n'est rien d'autre qu'un outil au service du pouvoir. Normal donc que les individus se réfugient dans l'ethnie ou la tribu, seul commun multiple en dehors duquel l'individu n'existe pas. Normal donc aussi que l'individu soit perçu par les autres d'abord et avant tout à travers le prisme ethnique. L'individu est ce qu'il représente avant d'être ce qu'il est. Loin de l'ethnie point d'existence donc. Les mythes sont tenaces, les événements successifs nous ont démontré que l'ethnie, en tant que groupe constitué, n'assure que peu ou pas de garanties ni d'avantages à l'individu. Bien plus il s'est avéré souvent que l'ethnie constitue un frein à l'émancipation. Qu'à cela ne tienne, nombre de gens persistent

## Témoignage en marge de la crise des Grands Lacs

à croire que leur bien passe par le bien de l'ethnie et que le bien de celle-ci passe par l'anéantissement de l'ethnie d'en face. Voilà les réflexes qui offrent un terrain propice au jeu macabre des luttes inter-

ethniques auquel s'adonnent à coeur joie les opportunistes cyniques. Peu de gens ont réussi à s'affranchir de leur ethnie pour devenir des individus libres. La situation actuelle de crise généralisée, nourrie de rancœur et de révolte larvée, favorise le repli ethnique qui lui-même empêche tout discernement. Trop d'amalgames, beaucoup de manipulations et de non-dits. Peu, très peu de vérité. Pour se protéger, croit-on, quand ce n'est pas pour imposer sa propre vision de l'Histoire. Et quel dégât! Mes parents se trouvent actuellement à Kigali, ils ont résolu de s'y réfugier après avoir réalisé qu'ils étaient devenus indésirables dans leur propre pays, le Zaïre. Ils ont tout quitté et vivent aujourd'hui, tout simplement, de l'assistance de... leurs enfants. Retrouveront-ils leurs biens un jour? Rien n'est moins sûr. Ils n'ont d'ailleurs ni l'envie ni l'âge de recommencer. Heureux sont-ils déjà de ne pas mener leur vie comme une épreuve quotidienne contre la mort.

### La révolte des Banyamulenge

est celle de personnes qui, comme mes parents, étaient devenues indésirables dans leur propre pays. On leur a demandé de tout quitter et de partir. Leur refus a été violemment sanctionné. On connaît la suite: coupure de dialogue puis langage de la force. Le Rwanda s'est saisi de cette opportunité et a apporté son aide en échange de démantèlement des camps de réfugiés installés au Zaïre. Le Burundi, de même, pour couper l'arrière-base de la rébellion hutu. Il est aussi évident que les puissances occidentales, soucieuses de sauvegarder ou élargir leurs zones d'influence se livrent bataille par Africains interposés



Dessin de Sergueï, paru dans Le Monde

dans cette région située à la frontière entre le bloc anglophone et le bloc francophone.

### Tout est parti d'un incident

A Uvira, un groupe de femmes Banyamulenge ayant refusé d'obtempérer à l'ordre de l'autorité locale leur interdisant de cultiver leurs champs se retrouvèrent en prison après avoir subi tortures et sévices. Evaluez les dégâts! Je me permets de rappeler qu'hier c'est le refus obstiné du retour des réfugiés par feu le président Habyarimana du Rwanda qui a conduit à la création puis à la conquête du Rwanda par le FPR. Au passage, il y a eu la disparition d'un million de personnes dont le président lui-même. Voilà ce qu'il advient lorsque l'on tolère l'intolérable, lorsqu'on laisse distiller dans l'opinion le virus de la haine, lorsque l'on croit qu'on peut disposer, user et abuser à sa guise de son semblable.

On ne le répètera jamais assez, le problème de la région est d'abord politique et appelle donc une solution politique. Tant que l'on fermera les yeux sur les abus des régimes dictatoriaux, peu respectueux des droits humains, il faudra aussi accepter de supporter les catastrophes humanitaires.

La Tanzanie, avec une densité de population de loin plus élevée que celle du Zaïre, a proportionnellement accueilli le même nombre de réfugiés. Elle a réussi à séparer les présumés coupables des innocents, à sécuriser les frontières communes et à empêcher l'expansion du virus de la haine. Qu'est-ce qui explique cela, si ce n'est l'existence d'un Etat soucieux, un tant soit peu, de respecter les droits élémentaires de l'individu? ■

Justin Kahamaile

# Guerre économique

## L'heure de la Résistance

Éditions Saint-Augustin  
 Livre en souscription  
 au prix de Frs. 20.-  
 Disponible dès fin janvier '97

Que nous arrive-t-il? Nous voici plongés dans la tourmente des suppressions d'emplois, des privatisations, des fusions, de la «flexibilisation» du travail, de la dérégulation... Le tout justifié par la «globalisation», la sacro-sainte «compétitivité» et les mutations technologiques. Si les Français ou les Belges sont déjà habitués à la crise (mais peut-on s'habituer?) pour les Suisses c'est nouveau. Les uns et les autres cependant sommes victimes des mêmes forces contre lesquelles nous ne pourrions rien...



Non, nous ne sommes pas impuissants! Ce livre s'efforce d'abord de rendre compréhensible l'évolution de notre société. Il s'élève ensuite contre la «pensée unique» qui présente la voie choisie par les tenants du néolibéralisme - celle d'une véritable guerre économique - comme la seule possible. Il propose également des pistes d'action devant permettre à chacun de participer à un mouvement de résistance face à l'accroissement de la pauvreté et des inégalités. Il a été élaboré par la Commission tiers-monde de l'Eglise catholique de Genève (COTMEC), en lien avec Pain pour le prochain et l'Action de Carême, deux organismes d'entraide des Eglises de Suisse qui font de la lutte contre l'exclusion le thème de leurs campagnes annuelles jusqu'à l'aube du siècle prochain. La COTMEC a interrogé l'économiste bien connu Riccardo Petrella qui démonte avec clarté et simplicité les mécanismes de la «globalisation» de l'économie capitaliste de marché. Ce système, affirme-t-il, n'est nullement porteur d'avenir. Il s'agit de le délégitimer, pour légitimer des valeurs comme la solidarité ou le bien commun et remettre au premier plan la personne humaine. Sa réflexion est élargie par des voix d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie où l'on résiste à l'écrasement et où l'on élabore des alternatives. Du Sud nous vient aussi un appel pour une «globalisation» par le bas, afin que se constitue une citoyenneté planétaire.

Localisée à Genève, citée bien connue pour ses banques, la COTMEC est particulièrement attentive à la domination de la finance sur l'économie et la politique. Une monstrueuse «bulle» spéculative fait courir de graves dangers à la planète et un Riccardo Petrella plaide pour la création d'un «Conseil de sécurité financière». Déjà, des hommes et des femmes dont ce livre raconte l'histoire font intervenir des principes éthiques dans la gestion de l'argent. On le verra à travers leur expérience, nous disposons, souvent sans le savoir, de moyens d'intervention plus efficaces que nous ne l'imaginons...

Ce livre recense ainsi de multiples possibilités d'action, à la portée de tout un chacun. L'heure du refus a sonné, l'heure aussi de l'édification d'un monde moins injuste, grâce à l'impressionnant réseau d'organismes de la «société civile» qui se met en place sur la planète. Pour les chrétiens, comme le souligne le théologien Alain Durand, une telle résistance est inscrite au cœur de leur foi. «Le Dieu auquel nous croyons se révèle comme un Dieu de justice qui prend le parti du pauvre», affirme-t-il. Il en découle une éthique qui, aujourd'hui, dépasse les relations individuelles. «Là où les structures oppriment, c'est aussi le Christ qui est opprimé». Il appartient à tous, chrétiens ou non, de faire en sorte que cesse l'oppression.

GUERRE ECONOMIQUE, L'HEURE DE LA RESISTANCE / EDITIONS ST-AUGUSTIN

Commandes en SOUSCRIPTION (Frs. 20.-) Nombre d'exemplaires:

Nom: .....  
 Prénom: .....  
 Rue et N°: .....  
 Numéro postal et lieu: .....

Bulletin de commande à retourner à notre secrétariat:  
 COTMEC-Livres. 16, Bd. du Pont-d'Arve / CH-1205 Genève

1231 Conches  
 JAD  
 Changement d'adresse  
 16, bd du Pont-d'Arve  
 1205 Genève

cotmec

Commission  
 Tiers Monde  
 de l'Eglise catholique  
 à Genève

16, bd du Pont d'Arve  
 - 1205 Genève -  
 Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81  
 CCP 12-21551-1

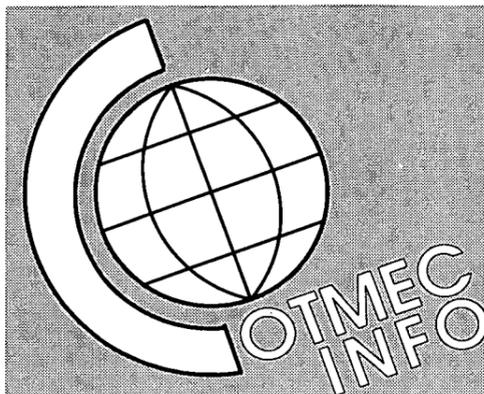
Cotmec-info est Mensuel  
 Abonnement: Fr. 15.- / an  
 Rédacteur responsable:  
 Dominique Froidevaux  
 Imprimerie: REPROFFSET

### Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel: Fr 15.-

N° 190 - décembre 1996



Mini-dossier  
 Rassemblement de Graz  
 Justice,  
 chemin de réconciliation

commission tiers monde  
 de l'Eglise catholique

### Billet évangélique

#### Ingérence

Nous vivons dans un pays où il est indécent de se mêler des affaires d'autrui. Pour éviter les ennuis, bien sûr, mais aussi par pudeur et respect de l'intimité d'un voisin dont on ne veut absolument rien savoir. Ce scrupule conduit parfois à des aberrations. Il arrive que la police découvre, plusieurs heures après son décès, le corps d'une personne âgée ou isolée qui vivait pourtant sur son pallier. Et que dire de toutes ces souffrances et misères cachées qu'on étouffe dans l'ombre, parce qu'on a honte de les faire paraître au grand jour? Tout cela est bien suisse. Après tout, «suis-je le gardien de mon frère»?

Au niveau international, on fait preuve ces jours de la même timidité et hésitation. Y va-t-on ou n'y va-t-on pas? De conférence en conférence, on accumule les arguments pour intervenir ou ne pas intervenir au Zaïre. Et de chercher la meilleure formule pour s'ingérer, sans en avoir ni l'air ni les moyens. Comme si le corps des pompiers devait tenir un congrès quand la sirène annonce l'incendie.

Mais restons positifs. Le fait que le sort de milliers d'Africains puisse émouvoir la communauté internationale est déjà un grand progrès. Quoi qu'on en dise, notre humanité affine d'année en année son sens moral. La conscience d'appartenir à un village planétaire fait apparaître de nouvelles chaînes de solidarités qui dépassent la nation, la famille, la tribu. Ce n'est plus la distance, la langue, ou la race qui nous empêcheront d'intervenir. Même si nous ne sommes pas sollicités. Après tout, faut-il qu'un blessé aie au secours pour qu'on lui vienne en aide? Les carrières politiques ou nationales sont dérisoires quand un humain est en danger. Une ambulance se doit de brûler tous les feux rouges.

Nous sommes à l'approche de Noël, fête de l'ingérence, s'il en est une. Les chrétiens célèbrent la venue d'un Dieu qui, sans être invité, vient prendre en main les affaires des hommes. D'emblée, il se présente comme sauveur et bouscule nos manières de voir et de faire. Les nantis et les exploités ne sont pas très heureux de cette intervention intempestive. Pensez à Hérode et ses marchands du temple! Pourtant, le libérateur ne s'impose pas. Il avance avec douceur, mais résolument, comme un enfant qui, à force de câlins fait céder ses parents. Le fait qu'on l'ait tué ne met pas fin à sa mission. Il nous la confie maintenant en nous demandant de nous «ingérer à notre tour».

Noël met un terme à l'égoïsme insolent de Caïn. Il fait de nous tous des gardiens de nos frères et soeurs en humanité! ■

Guy Musy

### Une fête de l'espérance

«Noël, une fête de l'espérance» dit un poème haïtien. «Lorsque les hommes se donnent la main pour se réconcilier, lorsque l'étranger est accueilli... Les hommes et les femmes sèchent leurs larmes, partagent le peu qu'ils possèdent avec le voisin, avec l'ami. Chaque fois que la misère d'un malheureux est soulagée, Noël est là». C'est avec ces quelques mots que nous vous transmettons nos meilleurs vœux pour un '97 plein de promesses. 1996 n'était finalement pas si mal si l'on tente de discerner quelques signes d'espérance: le résultat des dernières votations, par exemple: deux lois iniques rejetées, l'une avec vigueur, l'autre de justesse. «Peut faire mieux» dirait le maître d'école. «C'est déjà ça» répondra le pédagogue... Un bon point aussi avec le Nobel de la paix à José Ramos Horta et Mgr Filipe Ximenes Belo, du Timor oriental. Un autre encore pour le silence des fusils en Bosnie... Pour ne parler que d'événements relatés dans votre feuille jaune. Ajoutons à cela un réveil social contre l'injustice économique... Réveil timide, mais réveil tout de même. Il faudra bien sûr encore se secouer ensemble pour combattre la guerre économique qui ravage le Nord et le Sud. Mais nous ne sommes pas si impuissants que cela (voir notre projet de livre en page 4). Alors bon vent pour '97... ■

Dominique Froidevaux

Le nouveau livre de  
 la COTMEC (voir p.4)  
 croqué par  
 notre  
 dessinateur



Ah, je voulais ajouter parmi les signes d'espérance «la Suisse qui interdit les mines antipersonnel avec une loi d'avant-garde». Vous, lecteurs de Cotmec-info, avez largement contribué à cette victoire annoncée... Excusez-moi de vous décevoir: une courte majorité du Parlement suisse vient de céder aux militaires, début décembre, en tentant d'imposer une définition restrictive des mines antipersonnel (A/P). Ceci autoriserait notre pays à continuer à utiliser des mines A/P: «celles qui permettent à notre armée de préserver ses chars d'assauts». Plus cynique on peut difficilement! Nous ne chômerons pas encore l'an prochain, la Campagne suisse à laquelle nous participons a décidé en effet de faire tout ce qui est en son pouvoir pour une interdiction totale, quitte à revenir, s'il le faut, devant les Chambres fédérales! D.F.

## Le climat, enjeu global

**Nous lançons dans ces colonnes (N°186) la pétition CLIMAT des Eglises. La récolte des signatures continue aujourd'hui: vous pouvez toujours commander des formulaires à la COTE: tél. 031 372 44 14. Avec René Longet, nous revenons sur cet enjeu avec des informations récentes et l'annonce d'une publication qui tente de faire le point sur les questions scientifiques posées par l'évolution climatique.**

En juillet dernier s'est tenue à Genève la 2e conférence des parties de la Convention sur les changements climatiques. Les résultats de cette réunion ont été relativement décevants, mis à part la validation, contre l'avis du lobby pétrolier, des conclusions du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat. De même, la nécessité de préparer un protocole prévoyant des obligations de réduction des émissions de gaz de serre des pays industrialisés pour 2005, 2010 et 2020 a été confirmée. Ces pays sont en effet

sions mondiales de ces gaz. On le sait: la Convention comporte l'obligation, pour les pays industrialisés, de stabiliser d'ici l'an 2000, leurs émissions de gaz de serre au niveau de 1990. En juillet 1996, seuls 4 Etats industrialisés étaient à jour avec leurs engagements. A l'inverse, 15 pays industrialisés, représentant 55% des émissions mondiales, prévoient une augmentation de leurs émissions en l'an 2000 par rapport à 1990.

### En Suisse, un bilan mitigé

En Suisse, le programme Energie 2000 qui reprend les objectifs de la Convention présente un bilan mitigé. Des progrès importants ont été accomplis dans le domaine de la construction et de l'industrie. Par contre, dans le secteur des énergies renouvelables, un considérable retard doit être constaté. Alors que l'objectif fixé pour l'apport du photovoltaïque à l'approvisionnement en électricité se situe à un très modeste 0,5%, le résultat atteint à peine 10% de cette valeur... Et dans le domaine des transports, on note une augmentation constante des consommations, faisant que ce secteur assumera bientôt la moitié de la facture pétrolière du pays. Le problème

majeur que rencontre la politique énergétique de notre pays est la baisse du prix des énergies non renouvelables, qui ont chuté d'un bon tiers en vingt ans, en valeur constante. Cela n'incite nullement à les économiser, ou à les substituer par les énergies renouvelables.

### Bas prix de l'énergie = moins d'emplois!

En revanche, cela incite à la substitution du travail humain, et le bas prix de l'énergie est un des éléments explicatifs de la crise de l'emploi que nous traversons. Dans ce contexte, la pétition lancée par les Eglises sur le changement climatique vient à son heure. Elle a été largement soutenue par les organisations d'entraide et les mouvements actifs dans le domaine de l'environnement. Elle vise à relancer l'intérêt pour cette question cruciale et à faire pression sur les pouvoirs publics, avec pour objectif de parvenir à ramener au tiers de sa valeur actuelle l'émission suisse de gaz de serre. Il est important de réaliser que le climat global évolue en fonction d'interactions complexes et pas encore complètement élucidées. Or, nous intervenons sur ces facteurs, dans un sens que nous ne pouvons prévoir. L'histoire de la Terre nous montre pourtant que

le climat est fragile et peu stable. Une modification de quelques degrés seulement de la température moyenne sur Terre suffit pour engendrer une glaciation, ou alors une touffeur tropicale généralisée. En brûlant en peu de décennies le carbone contenu dans la biomasse du passé - le pétrole et le charbon - nous enrichissons l'atmosphère en gaz carbonique, principal gaz de serre. Nul ne peut garantir qu'il sera à l'abri des retombées de cette expérience d'ampleur planétaire...

### Un défi scientifique et éthique

Pour faire mieux comprendre ce qu'on peut savoir du climat, et les limites de nos prévisions, sa fragilité, et le bien-fondé du principe de précaution à la base de la Convention sur le climat, la SPE vient de publier auprès des Editions Georg *Effet de serre, modèles et réalité* \*. Dans cet ouvrage de synthèse, l'auteur, un physicien suisse de l'atmosphère, Fritz Gassmann, clarifie les liens entre composition chimique de l'atmosphère et évolution du climat. Il permet de mieux comprendre les fondements du discours scientifique en ce domaine, les limites de la modélisation mais aussi les raisons de ne pas baisser les bras. Chacun est concerné, chacun peut faire quelque chose, tel est le message de Gassmann, qui conclut son témoignage de scientifique engagé par cet appel: et vous, lectrice, lecteur, quelle est votre contribution? ■

René Longet

\* **Commandes:** Société suisse pour la protection de l'environnement, SPE, 6, rue Saint-Ours 1205 Genève, Tél. 022/ 329 99

## L'OMC sous observation

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) organise ce mois-ci une conférence ministérielle à Singapour. Ce sera le tout premier test pour le nouveau Centre International du Commerce et de Développement Durable qui a ouvert ses portes à Genève en septembre de cette année. Créé par des ONG de l'Inde, d'Equateur, du Canada et par la Communauté de travail des oeuvres d'entraide suisses, ce centre devrait favoriser une meilleure prise de parole de la société civile à l'OMC et promouvoir un développement durable. A suivre, donc. ■

D.F.

Renseignements sur le CICDD: tél.: 021 617 43 53

## La justice

**Les Eglises d'Europe préparent leur deuxième Rassemblement oecuménique sur le thème: «Réconciliation, don de Dieu, source de vie nouvelle». Aborder le thème de la réconciliation place les Eglises devant leur responsabilité. Comment être témoins crédibles de la réconciliation donnée par Dieu aux hommes en Jésus-Christ? Cette crédibilité ne passe-t-elle pas par l'engagement en faveur de la justice?**

Les organisateurs<sup>1</sup> de ce Rassemblement qui aura lieu en juin prochain mettent actuellement en consultation un premier document de travail. Les paroisses et groupes intéressés sont invités à le lire et à proposer des amendements jusqu'à fin janvier 1997. Ensuite ce document sera réécrit et deviendra en partie le "message" de Graz.

Ce document présente une réflexion sur la réconciliation et sur les six thèmes qui feront l'objet de discussions pendant le Rassemblement. Fruit d'un travail d'élaboration mené par des groupes composés de chrétiens de confession et de culture très différentes, il reste marqué par une double difficulté: celle de la cohérence et celle de la crédibilité. Il n'est en effet pas facile de produire un document cohérent tout en tenant compte des traditions réformées, catholiques et orthodoxes. A la lecture, on remarque les collages entre sources d'inspiration différentes. L'autre difficulté touche à la crédibilité d'un discours sur la réconciliation. Comme les auteurs du texte le constatent, "on a souvent abusé du terme de réconciliation". Ils ont donc voulu éviter de "couvrir d'un silence complice les événements qui auraient exigé une transparence critique" et ont cherché à articuler la notion de réconciliation avec l'engagement pour la justice, la paix, la sauvegarde de la Création qui était au coeur du premier Rassemblement oecuménique européen de la Pentecôte 1989 à Bâle. Y sont-ils parvenus? Je laisse la question ouverte, mon propos n'est pas de juger du travail d'autrui, mais de proposer une contribution à la réflexion commune.

### Un seul réconciliateur

Par le mystère de l'incarnation, le Christ a renoncé à sa toute puissance divine, à sa position qui lui aurait permis de prendre le pouvoir, comme l'a bien vu l'Esprit du mal dans l'épisode de la tentation au désert. Il est venu au monde sans pouvoir. De surcroît, courbé sous le poids de l'oppression, il a été mis à mort par les puissants de son époque (cf. Ph 2, 6-9). Il s'est ainsi identifié aux victimes du mal. C'est pourquoi lui seul est le réconciliateur. Etant devenu LA victime, il peut offrir la réconciliation à tous. Telle est la mesure de la réconciliation qui nous est donnée. «Tout cela vient de Dieu, qui nous a réconciliés avec lui par le Christ, et nous a confié le ministère de cette réconciliation.» (2 Co 5,18). Mais ce don, oeuvre de Dieu, nous engage dans un ministère de réconciliation et cela

### Pas de réconciliation sans justice

En 1986, alors que l'Afrique du

Sud vivait sous le régime de l'apartheid, plus de cent théologiens constataient dans le fameux document "Kairos" qu'il y a «des conflits où d'un côté se tient un oppresseur armé jusqu'aux dents et violent, tandis que de l'autre on est sans défense et opprimé; il y a des conflits que l'on ne peut décrire que comme la lutte entre la justice et l'injustice, le bien et le mal, Dieu et le diable.»<sup>2</sup> En faisant ce constat, les théologiens dénonçaient la tentation de certaines Eglises d'appeler à la réconciliation entre les Sud-Africains, sans prendre acte de l'injustice vécue par les Noirs de ce pays. Si les Eglises voulaient appeler à la réconciliation, elles devaient d'abord s'engager pour la justice, c'est-à-dire combattre le système de l'apartheid. Ce qu'elles firent pour une grande part. Maintenant que l'apartheid est aboli de la législation sud-africaine, cet engagement leur permet d'oeuvrer de manière crédible à la réconciliation.

Cette expérience montre que la réconciliation n'est possible que si la lumière est faite sur les violences et les injustices passées, que si l'injustice fait place à la justice. La réconciliation est l'aboutissement d'un processus de guérison d'une société marquée par l'injustice, la violence à l'encontre des hommes, des femmes et des autres créatures. Dans cette perspective, l'engagement pour la justice, la paix et la sauvegarde de la Création est la condition nécessaire à une réconciliation future.

### Un seul réconciliateur

Par le mystère de l'incarnation, le Christ a renoncé à sa toute puissance divine, à sa position qui lui aurait permis de prendre le pouvoir, comme l'a bien vu l'Esprit du mal dans l'épisode de la tentation au désert. Il est venu au monde sans pouvoir. De surcroît, courbé sous le poids de l'oppression, il a été mis à mort par les puissants de son époque (cf. Ph 2, 6-9). Il s'est ainsi identifié aux victimes du mal. C'est pourquoi lui seul est le réconciliateur. Etant devenu LA victime, il peut offrir la réconciliation à tous. Telle est la mesure de la réconciliation qui nous est donnée. «Tout cela vient de Dieu, qui nous a réconciliés avec lui par le Christ, et nous a confié le ministère de cette réconciliation.» (2 Co 5,18). Mais ce don, oeuvre de Dieu, nous engage dans un ministère de réconciliation et cela

## Rassemblement de Graz, juin '97

## un chemin vers la réconciliation



Bonnie Acker

ne va pas sans conséquence pratique. Car, comme le notent les lettres aux Ephésiens et aux Colossiens, il n'y a plus ni Juifs ni païens, mais une seule humanité grâce à l'oeuvre réconciliatrice de Dieu et cette oeuvre touche la création entière (Col 1,20). Quand Dieu se réconcilie les hommes, il provoque les hommes à la réconciliation entre eux. Ils étaient étrangers les uns aux autres, l'oeuvre réconciliatrice de Dieu les fait un en humanité, frères et soeurs (Eph 2,12-16).

### Témoins de réconciliation

L'engagement pour la justice, la paix, la sauvegarde de la Création revêt ainsi une nouvelle dimension. Comme messagers de la réconciliation, nous sommes les témoins de ce qui nous a été donné, et nous devons être des témoins efficaces: les actes que nous posons pour la paix, la justice, la sauvegarde de la Création sont autant de signes de la réconciliation donnée. Ces signes seront d'autant plus forts que nous aurons pris le risque de vivre la pauvreté, l'absence de pouvoir,

l'anéantissement qui fut celui du Christ.

Il existe donc une double articulation entre la notion de réconciliation et l'engagement pour la justice, la paix, la sauvegarde de la Création: cet engagement est à la fois condition nécessaire à la réconciliation entre les hommes, et signe du don fait aux hommes et femmes de ce monde par Dieu à travers la mort et la résurrection de son Fils. La réconciliation n'est ainsi pas un thème de plus à ajouter à ceux qui ont été traités pendant le premier Rassemblement. Réfléchir à la réconciliation nous aide à comprendre le sens même de l'engagement dans ces différents domaines. ■

Jean-Claude Huot  
(membre de la délégation des Eglises suisses)

1. La KEK (Conférence des Eglises européennes) et le CCEE (Conseil des conférences épiscopales d'Europe).
2. Défi à l'Eglise. Commentaire théologique sur la crise politique en Afrique du Sud. Le Document Kairos, 1986, publié en français par la Compagnie des pasteurs de Genève.

### Le Rassemblement oecuménique européen aura lieu du 23 au 29 juin 1997, à Graz, en Autriche.

**Il réunira:** 700 délégués des Eglises membres de la KEK (Conférence des Eglises européennes, c'est-à-dire des Eglises réformées et orthodoxes) et des conférences épiscopales d'Europe, des milliers de participants intéressés par le contenu et la démarche du Rassemblement.  
**Ces personnes participeront et animeront:** des forums, des "hearings", des ateliers pour débattre de thèmes comme la paix, l'unité entre les chrétiens, les relations Nord-Sud, etc., une Agora et un "village oecuménique" où toutes sortes d'initiatives seront présentées.  
**Si vous voulez en savoir plus:**  
• Secrétariat du CCEE (Conseil des conférences épiscopales européennes), Gallusstrasse 24, 9000 St-Gall. Tél. 071 22 73 374  
• Secrétariat local, Hauptplatz 3/III, A-8010 Graz, tél. 0043 316 82 00 61. Il publie un petit bulletin d'information en français, anglais et allemand.  
• Coordinateur des délégués des Eglises suisses: Georg Schubert, Montmirail, 2075 Thielle, tél. 032 756 90 24.

## Afrique du Sud - Suisse

# Fin à l'apartheid économique!

Séminaire avec conférences, table ronde échanges sur les actions de solidarité

du vendredi 28 février '97 à 18h00 au dimanche 2 mars '97 à 13h00

Notre-Dame de la Route 17 chemin des Eaux-Vives Villars s/Glâne - FRIBOURG

Inscriptions: tél.: 026 422 11 20

Avec le soutien de la campagne oecuménique de Carême '97 «Pour un commerce équitable»

En tant que système politique, l'apartheid sud-africain a vécu. Son abolition, qui constitue un formidable signe d'espoir en cette fin de siècle, ne constitue pourtant qu'une étape par rapport aux défis de la justice et de la paix dans ce pays. L'apartheid marque encore de son empreinte l'ensemble du tissu social et économique sud-africain. Bien avant le succès des premières élections non raciales, des représentants des Eglises sud-africaines avaient mis le doigt sur les enjeux de la libération économique et sociale qui devait devenir une priorité absolue, si tôt la libération politique acquise.

Les dynamiques qui s'amorcent à ce sujet en Afrique du Sud ne sauraient nous laisser indifférents. En effet, le phénomène grandissant de l'exclusion qui se développe au Sud comme au Nord constitue une nouvelle forme d'apartheid global. L'expérience des Eglises sud-africaines nous est donc précieuse. Nos Eglises n'ont-elles pas, chez nous aussi, la mission d'ouvrir des perspectives prophétiques, en fidélité avec le choix prioritaire des pauvres et la promesse évangélique d'une plénitude de vie pour tous?

Par ailleurs, la Suisse a une responsabilité particulière vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Notre pays a largement contribué au détournement des sanctions anti-apartheid et certains milieux économiques et politiques suisses ont tissé des liens privilégiés avec les partisans d'un régime totalitaire. Un examen lucide de ces compromissions devrait favoriser d'autres relations économiques, commerciales et financières entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Cela ne peut que renforcer le processus de démocratisation et favoriser le développement d'une société plus équitable. Dans ce domaine aussi, les oeuvres d'entraide et les Eglises, en lien avec leurs partenaires sud-africains, pourraient acquérir une expérience d'analyse et d'action en matière économique.

### Trois moments majeurs:

1. Le combat pour la justice économique en Afrique du Sud Avec Molefe Tsele, directeur du programme des Eglises sud-africaines sur les questions économiques
2. Relations économiques Suisse-Afrique du Sud Quelles compromissions? Quels défis pour l'avenir? Avec Mascha Madörin, économiste
3. Apartheid social, le rôle prophétique des Eglises face aux réalités économiques. Avec Jean-Pierre Zurn, théologien

Table ronde avec des représentants des milieux bancaires suisses, des gouvernements suisses et sud-africains. Elaboration d'une plateforme pour des actions de solidarité.

Organisation: Plateforme de travail sur l'Afrique australe des oeuvres d'entraide et de mission et des Groupes de solidarité.